

REFLEXES

n°35

janvier-février 1992 • 20f



Citoyenneté et égalité
contre l'exclusion
au Nord comme au Sud

**Contre l'extrême droite,
à l'Est comme à l'ouest,
organisons la résistance !**

**Pas de détail avec les mesures
racistes et sécuritaires du PS**

Qu'est-ce que REFLEX :

Réflex est une association qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes. Dans ce cadre, nous élargissons nos activités à toutes les mesures de répression prises par l'Etat français: prison, discrimination vis à vis des immigrés étrangers, contre les peuples (en l'occurrence Kanaky, basque, corse etc). Cette lutte n'est pas simplement hexagonale, elle nous fait une place importante à l'étranger.

Notre choix de travailler sur ces terrains ne signifie pas que nous nous désintéressons des autres questions qui se posent dans notre société: tiers-monde, environnement social, économique, etc. mais nous savons que nous ne pouvons répondre et agir sur tous les terrains à la fois. D'autres associations le font. Et nous souhaitons qu'elles se renforcent. A certains moments, des rencontres peuvent s'opérer et entraîner des discussions et des actions en commun.

2 Nous luttons pour la constitution d'un mouvement social reposant sur des collectifs de base auto-organisés dont l'objectif est de construire des espaces autonomes et des contre-pouvoirs. Réoccuper l'espace social, réinvestir le tissu associatif, établir des solidarités, mettre en place des structures alternatives, nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui au-delà de l'antifascisme pose les jalons d'une autre société.

Dans notre journal, nous retraçons les réflexions, les actions et les initiatives des collectifs qui agissent sur les terrains décrits ci-dessus.

Depuis quatre ans nous avons travaillé avec le mouvement culturel alternatif, sans pour autant réduire nos contacts et nos actions à celui-ci. Mais il est vrai que par ses modes de fonctionnement, ses idées et

ses pratiques, nous étions très proches.

Demain, nous continuerons ce travail en l'élargissant.

Être membre de Réflex:

Notre association ne peut vivre que par ses adhérents. En effet, nous ne bénéficions d'aucune subvention, et nous n'en demandons pas. Appartenir à Réflex, c'est être d'accord avec ses objectifs et participer à la propagation des idées et des actions qui sont contenues dans le journal et dans l'association. C'est agir dans son quotidien, à l'intérieur d'associations, de collectifs, individuellement dans les lieux que nous fréquentons.

C'est participer aux campagnes de solidarité, aux actions, aux manifestations, etc.

C'est participer avec sa personnalité à l'action collective.

Fonder un groupe de Réflex:

Réflex n'a pas pour objectif de créer autour de lui une identité organisationnelle. C'est dans ce sens que nous travaillons avec les Scalps et avec d'autres groupes d'une façon non-concurrentielle. Pour nous, il s'agit de créer un mouvement qui repose sur l'entraide et la mise en commun de ses forces et de ses outils.

Fonder un groupe Réflex, c'est donc renforcer son action (en tant qu'association, collectif, individu) par l'outil Réflex qui existe maintenant depuis cinq ans (information, documentation, actions, initiatives, campagnes de solidarités). C'est aussi reprendre les objectifs de l'association et les faire connaître. C'est participer aux initiatives nationales de l'association, en les reprenant dans son coin. C'est avoir du matériel à sa disposition.

Pour en savoir plus écrivez à Réflex qui se fera un plaisir de vous répondre.

REFLEXES 14 rue de Nanteuil 75015 Paris. ☎ 42 50 99 43

edito

Depuis quelques semaines le monde politique s'évertue à se montrer plus anti Le Pen que son voisin! Chacun y va de son appel, de son manifeste, de ses prises de position incantatoires... Ce large consensus anti Le Pen n'apporte aucune réflexion, aucune réponse pour effectivement endiguer la montée des idéologies autoritaires et sécuritaires. Aussi bien au niveau gouvernemental, que dans l'opposition tout est mis en œuvre pour "organiser" la société d'exclusion qu'on voit se dessiner sous nos yeux depuis plusieurs années.

Depuis dix ans c'est bien le PS qui est au pouvoir, qui se vante d'expulser plus d'immigrés que la droite, qui est responsable de la politique d'exclusion sociale que subit une fraction de plus en plus importante de la population, et qui cultive l'idéologie de la réussite individuelle, dont Tapie est l'illustre représentant; idéologie qui est en partie responsable de la destruction des tissus sociaux, qui criminalise une partie de la population : les immigrés seraient la source de tous nos maux, mais aussi le "jeune de banlieue" symbolisant les nouvelles classes dangereuses.

La montée du Front national, et de l'ensemble des courants d'extrême-droite dans le monde ne peut uniquement s'expliquer par des jeux politiques, bien qu'ils y contribuent dans une faible mesure. C'est bien la crise économique et sociale que nous subissons qui est le terreau de cette flambée. La perte d'identités sociale, le repli sur soi, etc. engendrent le nationalisme qui devient la seule valeur déterminante au détriment de la solidarité et de l'égalité. Le PS est dans une telle faillite politique qu'il tente maintenant de construire un "front uni" anti Le Pen avec toute ceux qui le souhaite. Le seul objectif du parti gouvernemental est de limiter les dégâts prévisibles aux prochaines élections, sans remettre en cause les logiques politiques et sociales qu'il a lui même développé pour répondre aux besoins de restructurations du capitalisme.

A la société d'exclusion qu'on nous impose, il faut œuvrer pour une société de la solidarité et d'égalité. ♦

Skins à l'Est, page 24
Flambée de racisme dans l'ex-RDA page 26
RFA, une lutte antifasciste autonome, page 27
L'Anti Fascist Action à Londres, page 28
Belgique, l'exemple français, page 29
Euskadi, une seule solution la négociation, page 32
Interview : Negu Gorriak, page 34
Mobilisation à la cité des Indes de Sartrouville, page 36
Contre l'isolement carcéral, page 39
Pour en finir avec le laxisme, page 40
Class War, pour une résistance Européenne, page 42

Qui copie sur qui, page 4
J'y suis, j'y reste page 4
Quelles luttes pour la défense du droit d'asile, page 6
Réfugiés et droit d'asile page 8
Quelles luttes antiracistes, page 9
DOSSIER : Informer, réfléchir, agir, page 11 à 30
Pas de détails avec les idées et pratiques racistes, page 12
Dépassement de l'antifascisme radical, page 13
Ras le Front, interview d'Anne Tristan, page 14
La nouvelle droite ou l'offensive métapolitique page 18
La nouvelle droite en Allemagne, page 21

Qui copie sur qui ?

C'est bien la question qui se pose après le projet de loi déposé à l'Assemblée nationale au mois d'octobre et voté au cours de la session de cet automne. Sous le titre "renforcer la lutte contre le travail clandestin et l'organisation de l'entrée et le séjour irrégulier d'étrangers en France", le gouvernement rejoint les thèses de Le Pen ou de la droite sur les responsabilités de l'immigration dans la crise actuelle.

La répression devient un leitmotiv... Les policiers et les tribunaux ont les coudées franches pour exprimer le racisme institutionnel, celui de la "démocratie et des Droits de l'Homme". Comme le dit le journal Libération, Mégret dans ses 50 propositions faites à la presse, qui ont déclenché les "hurlements" des "démocrates", reprend mot pour mot des articles de lois déposés à l'Assemblée. Que ce soit sur la répression du travail clandestin ou de la signature de conventions bilatérale d'aide au retour avec les Etats d'origine, il ne se rappelle le bon vieux temps de Vichy mais celui d'aujourd'hui...

La France ne pouvant pas accueillir toute la misère du monde ni de nouveaux immigrés décide de renforcer sa législation :

- l'emploi de travailleurs clandestins par des entreprises entraînera des condamnations à des peines d'amendes voir d'interdiction de continuer à exercer leur activité économique.

4

- les entreprises de sous-traitance qui emploient nombre de clandestins devront dorénavant vérifier si la personne qu'il emploie est enregistrée dans les divers services de protection sociale. Quand on sait la pratique des Batiments et travaux publics sur les chantiers d'Albertville ou d'Eurodysneland, on rêve en pensant que ces multinationales vont subir les foudres de la justice !

- les certificats d'hébergements devront être signés par la mairie. A Paris par exemple, il faut remplir un questionnaire de 16 pages. La mairie peut refuser sans explication. Avec l'actuel discours anti-immigré, il va falloir résider dans une commune "accueillante"... Il vous en coûtera 100 F versé à l'Office des migrations internationales, l'argent lui n'a pas d'odeurs...

Ces quelques exemples montrent bien la philosophie répressive de la loi.

Montrer que l'on fait mieux que la droite dans le contrôle de l'immigration, dans la répression des contrevenants et ceux qui par souci humanitaire entraînent les étrangers. Voilà l'œuvre de Sapin (ministre délégué à la Justice) et de Marchand aujourd'hui et celle de Joxe auparavant. Defferre en 1983, aux élections municipales de Marseille avait fait placarder une affiche affirmant qu'il avait expulsé plus d'immigrés que les ministres antérieurs...

C'est tous les services répressifs de l'Etat qui sont mis à la disposition de la lutte contre l'immigration. Quand on sait la pénétration des idéologies racistes, répressives, sécuritaires dans les corps que sont la police ou la justice, ce n'est plus de l'inquiétude qu'on éprouve, mais du dégoût de voir un gouvernement prendre de telles mesures.

La PAF (Police de l'Air et des Frontières) s'est vu ainsi renforcer dans ses attributs de contrôle aux frontières même "éloignées". Elle peut être à bord de certains vols (Air France et UTA ont signé une convention dans ce sens), et effectuer dès le départ du pays d'origine les contrôles nécessaires. La minutie du gouvernement va jusqu'à obliger les étrangers à obtenir un visa dans leur pays d'origine pour venir en France, refusant ceux qui ont obtenu un visa d'un pays tiers.

Enfin Le Pen n'est pas au pouvoir et déjà il y a moins d'immigrés. Vivement qu'ils soit là ! Vivement les charters promis par Cresson ! Vive les pastilles vivhy contre les odeurs ! etc.

Et on nous parle d'unité contre Le Pen, d'accord ! Mais alors aussi contre Cresson et Marchand ! ♦

J'y suis

L'expulsion appliquée aux étrangers après leur peine de prison, c'est-à-dire la Double Peine a encore de beaux jours devant elle. Les promesses de Mitterrand en janvier 1989 à la Sorbonne ou de Marchand en juillet 1991 pour sa suppression restent à l'état de déclarations d'intention. Créé en juin 1990, le comité national contre la Double Peine a entrepris une tournée en France qu'il a amené à Strasbourg, Nantes, Valence, Lyon, St-Etienne, Angers, Montpellier, Nîmes, Marseille... Cette lutte pour le droit au séjour, pour une égalité de traitement entre français et étranger dans les prisons, pour la citoyenneté n'en est qu'à ses débuts.

La loi déposée à l'Assemblée nationale au mois d'octobre sur les conditions d'entrée et de séjour des immigrés comprend un certain nombre de dispositions sur le problème de la Double Peine et des catégories protégées de l'expulsion : c'est-à-dire des étrangers qui résident depuis un certain nombre d'années ou qui ont des attaches familiales en France.

Des améliorations sont certes apportées vis-à-vis de la situation antérieure, mais elles sont loin d'être satisfaisantes. L'esprit de loi reste encore celui d'une différenciation, après la prison, entre étrangers et "nationaux". Des "oublis", des restrictions sont aussi présentes comme celle de l'exigence pour les conjoints de français mariés depuis au moins 6 mois, que le mariage soit "antérieur aux faits ayant entraîné une condamnation" et l'absence de prise en considération de la vie maritale.

Lors de la discussion au Parlement, le groupe socialiste a voulu montrer qu'il n'était pas question pour lui d'être "laxiste". Il a réintroduit la notion de petit et gros trafiquants de stupéfiants, qui permettra donc à nouveau l'expulsion après la prison.

L'opinion publique considère le problème de la drogue comme un fléau national et demande une

, j'y reste !

répression sévère. Les tribunaux dispensent allègrement leurs peines pour les trafiquants ou les usagers anonymes mais a de très grandes largesses pour la bourgeoisie ou les milieux "intellectuels ou artistiques".

En dehors de ces considérations, les pouvoirs politiques laissent aux Tribunaux le soin d'extirper de la société les "corps étrangers" qui se sont rendus coupables de trafic de stupéfiants. Ils nourrissent ainsi les fantasmes les plus irrationnels, ceux qui font de l'autre, le responsable de la dépravation, de la perte des valeurs, des mœurs... l'immigré, c'est celui qui par l'intermédiaire va "nous" (la société française) "phagocyter", "pourrir" notre jeunesse... Portant atteinte à l'ordre social, à la sécurité publique, à la santé publique, le résident étranger condamné pour affaire de stupéfiants doit être renvoyé chez lui, quels que soient ses attaches ici, qu'il y soit né, qu'il ait des enfants ou toute sa famille. Ce sentiment est très répandu. Au comité, on souligne qu'"il a fallu du temps pour arriver à convaincre certaines associations qu'il ne s'agit pas de soutenir des "trafiquants", mais de faire appliquer un principe celui de l'égalité de traitement quel que soit le délit commis. Malgré ces explications, certains continuent de fermer les yeux et refusent de soutenir, de se mouiller dès qu'il s'agit de drogue."

La loi ne fait pas non plus mention des personnes condamnés sous la loi Pasqua entre 86 et 89 et sous la loi Joxe depuis août 1989. La demande de moratoire et d'amnistie n'a toujours pas reçu de réponse de la part du gouvernement. La gestion au cas par cas et la demande de grâce puis d'assignation à résidence n'est pas une solution satisfaisante. Le comité demande au Ministère de la Justice, un recours en grâce collectif et au Ministère de l'Intérieur une demande d'abrogation collective des arrêtés ministériels d'expulsion. C'est plus de 20 000 personnes qui font partie des catégories protégées qui sont "oubliées" avec cette loi. Le gouvernement préfère lui des régularisations individuelles, se gardant la possibilité de choisir et exercer ainsi son autorité.

Une campagne qui doit continuer

La campagne qui s'est déroulée pendant tout l'automne a permis de

renforcer la lutte du Comité National contre la Double Peine par des actions et la création d'antennes locales, par de multiples interventions au niveau des instances publiques, associatives et politiques. Le 14 décembre, la rencontre entre tous les collectifs a été un temps fort. Mais il s'agit de ne pas relâcher la vigilance et l'action. Il n'est pas question de se satisfaire de la loi présente ni de rentrer dans le jeu du gouvernement qui est de saucissonner les droits des étrangers en France.

Au niveau politique, très peu d'organisations et d'associations de solidarité ont mis leur force dans ce combat. La lutte sur le droit d'asile a mobilisée les énergies, mais il y a aussi un refus de s'associer à une campagne qui pose des problèmes liés à la délinquance.

Plus profondément, on s'aperçoit qu'il y a une véritable déliquescence du milieu associatif et politique. Il reste très peu de structures capables de mobiliser, de mettre en place une résistance et de se placer sur un terrain offensif vis-à-vis du gouvernement. Avec le retour de la droite, les associations proches du PS vont nous refaire le coup du collectif anti-raciste large.

Dans le cadre de la manifestation du 25 janvier, la Double Peine a été reprise comme un point important par les organisateurs... comme des "charognards", ils viennent manger

POUR EN FINIR AVEC LA DOUBLE PEINE

Bulletin N° 2 - Automne 1991 - 20 F



**ABROGATION DE CES LOIS RACISTES
AMNISTIE DES 20 000 VICTIMES**

aux rateliers des collectifs qui n'ont pas baissé les bras et se battent pied à pied contre les dispositions et les pratiques du gouvernement.

Aujourd'hui, le travail de terrain est à reprendre en main. La mise en place de structures associatives avec des objectifs et des luttes qui touchent l'ensemble des citoyens-résidents "nationaux/étrangers", intégrant tous les problèmes liés au séjour des immigrés peut servir d'outil pour contrer le rouleau compresseur sécuritaire et réactionnaire.

C'est toutes les questions autour de nos droits, de leurs réalités qui sont abordés : banlieues, logement, prison, santé, etc. avec la Double Peine.

5

Exemple de la mentalité répressive de la loi Marchand

X de nationalité sénégalaise est en France et en situation régulière depuis neuf ans. Il est arrivé en France à l'âge de 11 ans, il est célibataire et sans enfant.

L'un de ses oncles est arrivé en France et se trouve en situation irrégulière. Compte-tenu des relations familiales et de l'autorité dont jouit en Afrique l'oncle sur son neveu, X recueille celui-ci. Le

refus d'aider son oncle n'aurait jamais été compris par sa famille.

Malheureusement, l'oncle a été poursuivi pour séjour irrégulier et X se voit reprocher sa complicité par l'aide qu'il a apportée à son oncle en le logeant.

Il encourt désormais une peine de cinq ans d'emprisonnement et une interdiction du territoire français pendant cinq ans !!!

Après la manif du 30 novem QUELLES LUTTES PO LA DÉFENSE DU DRO

Le règne de la démocratie étant presque atteint sur la planète avec le Nouvel Ordre Mondial, les questions posées autour de l'asile politique seront bientôt surannées. C'est ainsi que l'on pourrait résumer la philosophie des discours politiques de ces derniers temps. En fait, il n'en est rien. Du Zaïre à Haïti en passant par la Turquie, les dictatures continuent de fleurir. La France accueille les dictateurs - qui pour certains ont spolié leur peuple de leurs richesses - parfois avec les honneurs, et veut expulser les déboutés, les sans-voix - ils ne s'appellent ni Sakharov ni Soljénitsyne -. Après la lutte menée par les déboutés depuis plus d'un an, quel avenir ?

Le 9 et 10 novembre, dans plus d'une vingtaine de ville de France, des dizaines de personnes ont tenu à réaffirmer leur engagement pour la sauvegarde du droit d'asile, et la régularisation des déboutés en observant un jeûne de deux jours. Après le début de l'été, où plus de 200 grévistes dans la France entière avaient observé une grève de la faim, la circulaire du 23 juillet 1991, préparée par les deux ministres des Affaires sociales et de l'Intérieur (Moreau et Sauvé, les mêmes que sous le gouvernement Chirac qui avaient préparé la circulaire Pandraud) donnait jusqu'au 30 novembre pour la présentation des dossiers individuels et assurait de la régularisation ceux qui avaient fait la grève de la faim.

Le 30 novembre, une manifestation nationale a rassemblé tous les comités et les associations soutenant la lutte pour le droit d'asile. Celle-ci marquera-t-elle le dernier sursaut des associations regroupées autour du RESEAU ? Les tiraillements

incessants à l'intérieur de celui-ci entre les différents protagonistes (CIMADE, GISTI, MRAP, FASTI, Pastorale des Migrants) n'ont pas favorisé la dynamique nécessaire pour faire reculer le gouvernement.

Certaines des dispositions proposées par le pouvoir pour le "retour au pays" des déboutés seraient aujourd'hui gérées conjointement entre associations (ONG) et gouvernement. Après le concours de la CIMADE pour gérer les centres de rétention, va-t-on voir des organisations s'associer et empêcher le départ de personnes qui, souhaitent quitter leur territoire d'origine pour raisons politiques, ou de conditions vies misérables ? Les associations "humanitaires" prêtes à assumer ce genre de "tâches" devraient se recycler...

Que va-t-il se passer pour les 80 000 déboutés ? Les "charters" de Cresson n'y suffiront pas. Un certain nombre d'entre eux à terme seront régularisés, mais au prix de quels démêlés avec la police et la justice. Il faut bien satisfaire l'opi-

nion publique et l'assurer que tout est mis en œuvre pour lutter contre l'immigration clandestine...

Comme le fait remarquer le texte sur "Réfugiés et asile", la convention de Genève dont la France est signataire, l'oblige à accueillir toute personne persécutée ou risquant pour sa vie dans son pays d'origine.

Le Nouvel Ordre Mondial dont on nous parle tant trouve peut-être sa première réalisation dans un changement de dénomination des pays à régimes dictatoriaux, comme par exemple le Koweït ou la Turquie.

L'astuce consiste donc à faire partir les "dictateurs" les plus en vue, comme Mobutu, ou d'arriver à un simulacre de démocratie comme en Turquie. À partir de là, les personnes ne sont plus considérées comme des réfugiés politiques et ne peuvent donc bénéficier de l'asile politique.

Certes, l'opinion publique est prête à accepter cela sans problème. Pour elle, tout étranger est avant tout un immigré de plus. Mais cela pose des problèmes vis-à-vis des conventions internationales. L'harmonisation dans le cadre de l'accord de Schengen verra en outre une demande unique déposée par le demandeur d'asile pour les pays signataires de celui-ci. L'Europe se ferme et protège ses arrières.

La fin de Yalta, la consécration médiatisée de l'économie de marché et de la "démocratie" ont-ils pour fonction de faire accepter que les réfugiés ne sont que des immigrés économiques (tout en sachant que l'Occident est loin d'accueillir le plus de réfugiés dans le monde). Les discours politiques quels qu'ils soient en tout cas reprennent cette analyse et les dispositions contenues dans la circulaire aussi.

Pour tous ceux qui se sont battus autour de la question de l'Asile, notamment au sein de la coordina-

Le cas des Basques

Le statut de réfugié a été accordé pendant très longtemps aux militants basques fuyant le régime franquiste, et même après. La revendication du peuple basque à l'auto-détermination depuis des décennies, les formes de luttes que s'est choisi le mouvement populaire pour l'atteindre ont entraîné nombre de militants à fuir leur pays. Il faut rappeler que la torture continue aujourd'hui dans les commissariats et les geôles espagnoles. Mais avec Gonzalez et Mitterrand, la chasse aux réfugiés

(expulsion, extradition), le GAL (collaboration des polices espagnoles et françaises) a remis en question le droit d'asile. En dehors des comités de soutien au peuple basque et aux réfugiés, peu d'associations se battent pour faire respecter le droit des basques à bénéficier de l'asile. L'Espagne est devenue un Etat démocratique aux yeux de l'opinion internationale et européenne, respectant les droits et les libertés fondamentales. Les Basques en subissent quotidiennement les conséquences...

bre UR IT D'ASILE ?

tion nationale de soutien aux déboutés, la lutte pour la régularisation ne s'arrête pas au lendemain du 30 novembre.

La lutte au cas par cas doit continuer, mais elle n'est pas en soi une solution. C'est en ce sens qu'il faut "faire le ménage" sur la question de l'Asile comme sur la question de l'immigration avec des associations qui ont peu à peu abandonné leurs objectifs de départ concernant la solidarité et l'aide aux étrangers pour devenir des partenaires de l'Etat dans la gestion de ces problèmes.

Il faut, sur des bases politiques clairement définies, que se regroupent les associations et les individus qui considèrent entre autres :

- que toute personne fuyant les dictatures, les "démocraties dictatoriales" ou les régimes totalitaires puissent obtenir l'asile en Europe;

- que toute personne fuyant la misère, résultat des rapports inégaux Nord/Sud ou des bourgeoisies locales, puisse avoir le droit de vivre en Europe, région où la richesse partagée peut permettre à chaque individu de bénéficier des droits fondamentaux que sont le logement, la santé, l'éducation et la nourriture;

- qu'il n'est pas question de traiter avec les Etats de quelconques arrangements pour arrêter l'exil des personnes persécutées ou affamées;

- qu'il est de notre devoir d'aider toute personne pour effectuer des démarches et de les accueillir.

Certes, cela peut paraître utopique ou maximaliste dans la situation actuelle, la solidarité et l'entraide entre les peuples et les individus n'étant pas des valeurs très cotées.

Mais les luttes qui se mènent sur les questions des droits fondamentaux de chaque individu sont loin d'être réservées aux étrangers. Il ne s'agit pas d'une question d'intégration ni d'immigration. Les points de jonction sont là possibles. Les exclus d'où qu'ils soient peuvent se sentir solidaires sur ces questions.

C'est dans ce sens que nous continuerons à lutter et nous battre pour le droit d'asile. ♦

L'accord de Schengen

(rappel des principales dispositions)

DÉFINITION :

Les règles communes des conditions d'entrée, de la délivrance des visas et des normes communes pour le contrôle à l'intérieur des frontières communes des Etats signataires concernant les étrangers.

ÉTRANGER :

Toute personne autre que les ressortissants des Etats membres de la CEE.

CONDITIONS D'ENTRÉE DES ÉTRANGERS :

Documents de voyages, visa, justification des moyens d'existence, ordre public.

DÉLIVRANCE DES VISAS :

Reconnaissance mutuelle des visas nationaux.

Visa délivré par un Etat valable pour l'entrée sur le territoire des Etats signataires. Une liste commune des personnes non admissibles sera constituée à partir d'extraits des listes nationales. Elle sera

intégrée dans le système informatique Schengen. Possibilité pour un Etat de délivrer un visa limité à son seul territoire.

POUR LES

DEMANDEURS D'ASILE :

Définition de l'Etat responsable de l'instruction de la demande d'asile.

Si le demandeur d'asile est débouté, il doit être renvoyé dans son pays d'origine, ou vers un pays d'accueil qui ne peut être un Etat signataire de Schengen.

COOPÉRATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE :

- Des missions d'information d'assistance et de conseils par des fonctionnaires dans les services de police d'un autre Etat.

- Coopération sur le contrôle aux frontières.

- Droit de poursuite hors frontière.

- Echange de données informatiques.

Réfugiés et droit d'asile

Depuis 1951, date à laquelle a vu le jour le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) créé par les Nations Unies, le nombre de réfugiés n'a cessé d'augmenter dans le monde. De un million en 1951, nous sommes passés en 1991 à plus de 17 millions de personnes, qui se sont vues contraintes de quitter leur pays pour des raisons qui vont de la famine à des conflits internes ou internationaux. Réfugiés dans un pays voisin, ces personnes bénéficiaient de fait d'un droit d'asile et se sont intégrées à la population du pays d'accueil, soit sont regroupées dans des camps de réfugiés gérés par des organismes internationaux. Le retour s'avère parfois possible en fonction de l'évolution de la situation.

Toujours en 1951, la convention de Genève prévoit protection "à toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques." Un organisme est chargé en France de gérer les demandes d'asile : l'OFPPRA, Office Français pour la Protection des Réfugiés et Apatrides, une commission des recours assure la possibilité de faire appel d'une décision négative de l'OFPPRA.

Parce qu'elles souffrent d'un état de répression permanent ou parce qu'elles ont été plus particulièrement persécutées (prison, torture), des personnes se voient contraintes de fuir leur pays et de demander l'asile politique. Ces personnes ne sont pas pour la plupart des "célébrités politiques" connues par Amnesty et viennent le plus souvent de pays où la dictature et la misère, mais elles entrent bien dans le cadre défini par la Convention de Genève.

Depuis une dizaine d'années, le nombre de demandes d'asile n'a cessé d'augmenter en France, ce qui a conduit à une accumulation de dossiers restés sans réponse de la part de l'OFPPRA.

Depuis 1990, l'OFPPRA, doté de nouveaux moyens et pourvu de consignes précises, a résorbé ce retard et est à même de donner une réponse dans un délai très court. Une procédure expéditive qui implique un travail sur dossier où la personne humaine n'entre pas en

Le retour des Albanais

Le "feuilleton" tragique des Albanais est bien l'entrée en vigueur de l'espace européen et de Schengen. Même si aucun autre pays n'a participé directement au rapatriement des centaines de personnes fuyant la misère et le régime autoritaire de Tirana, tous les gouvernements ont eu les yeux fixés vers l'Italie. En effet, une baisse de régime pour traiter ce problème autrement que sous l'angle de la "répression" et du renvoi de ces hommes et femmes aurait pu être grave de conséquences. Comme le dit Marchand en souvenir des Albanais, il faut créer des camps ! Car l'Europe de l'Ouest va se trou-

ver soumise à une pression énorme de la part des populations des pays de l'Est, qui n'ont pas la Méditerranée à traverser... Se satisfaire de la chute du communisme est une chose, accueillir ceux qui vont fuir la misère et l'exclusion créée par l'économie de marché en est une autre.

L'Europe peut espérer tenir quelques années en construisant une forteresse juridique, politique et militaire. Mais la misère et la faim auront raison d'elle, à moins d'employer les gros moyens... L'organisation de la famine et des épidémies dans le tiers-monde en est peut-être le triste exemple.

ligne de compte et qui se solde par une avalanche de réponses négatives. Les demandeurs d'asile déboutés se voient accusés d'être en fait des demandeurs économiques.

"On ne peut accueillir toute la misère du monde". Il faut tout de même savoir que l'Europe n'offre asile qu'à 6% des réfugiés dans le monde. En France, ce sont les pays les plus pauvres qui font face à ce problème.

Alors... Alors la question reste

posée. La France est-elle la terre d'asile qu'elle prétend être ? Le droit d'asile doit-il être réservé à quelques-uns en fonction de coups politiques et médiatiques possibles et aligner ses "quotas" sur le discours anti-immigrés, ou le droit d'asile doit-il rester un droit dont le bénéfice ne dépend que des critères définis par la Convention de Genève dont la France est signataire ?

Une convention qui aujourd'hui n'est pas appliquée et se trouve

peut-être dépassée par l'ampleur du problème. •

**RAS LE BOL DES VIEUX
QUI BAVENT DANS LE
POSTE !**

Extrait du bulletin édité par le comité de soutien bordelais aux déboutés du droit d'asile



Quelles luttes anti-racistes ?

Sans immigration et sans immigrés, qui servirait de bouc-émissaire à la crise politique, économique et sociale ? En effet, depuis plus de dix ans, la xénophobie, le racisme, les discriminations sont de plus en plus présents dans les discours politiques de toutes les forces politiques. A l'instar des années 30 qui faisait du Juif, le responsable de tous les maux, l'immigré a pris place comme figure central du rejet et du refus de l'autre. Pourtant, la lutte anti-raciste n'a pas apprécié à sa juste valeur les nouveaux défis idéologiques et politiques posés par ce "renouveau" répondant avec des codes et des slogans surannés.

Avec la crise du pétrole de 73, on voit naître la logique du «trop d'immigrés», d'abord dans les milieux politiques d'extrême droite, puis dans les discours publics et politique de la gestion des flux migratoires. L'arrêt de l'immigration annoncé par Giscard en 1974 en sera le premier symbole.

Depuis, il n'y a pas une élection sans que l'immigration serve les «polémiques» des politiciens.

L'immigration, les flux migratoires n'ont cessé de se développer depuis un siècle, depuis la révolution industrielle et le développement du mode de production capitaliste. Ce sont les travailleurs de différentes régions de France (Bretagne, Limousin), puis les Italiens, les Polonais, les Espagnols, qui subiront dans un premier temps les discours et pratiques xénophobes.

La seconde vague d'immigration des pays du Maghreb dans les années 50 s'est faite à la demande des grosses entreprises de main-d'œuvre non qualifiée (qui organisaient parfois elle-même leur "approvisionnement") et en raison des liens qui unissaient la France aux différents pays du Nord de la Méditerranée.

Les flux migratoires sont le résultat de deux phénomènes :

- la misère et le non-développement dans les pays d'origine;
- les besoins du capitalisme d'une main d'œuvre bon marché.

Les dirigeants capitalistes les plus «ouverts» n'entendent pas d'un bon œil la fermeture des frontières. Car l'emploi de clandestins ou d'immigrés est pour eux l'assurance d'une exploitation et d'un coût plus faible de la main d'œuvre que les «nationaux», notamment dans le textile ou les Bâtiments et travaux Publics.

Ce à quoi, les gouvernements qu'ils soient libéraux, «sociaux-démocrates», conservateurs répondent par une politique de quotas,

fixés par profession et nationalité, gérés directement à partir des pays «exportateurs de main-d'œuvre».

Dans la revue "Remodeler l'Europe", émanation de la "Table ronde des industriels européens (ERT)" qui réunit 45 dirigeants des grandes entreprises européennes, on peut lire sur la question de la politique commune de l'immigration :

Il faut "... élaborer une politique européenne commune d'immigration légale, instaurant un quota annuel d'entrées fixe ou variable (...) Alors que l'Europe souffre déjà de la coexistence de régions manquant de main-d'œuvre et de régions excédentaires, l'arrivée de nouveaux immigrés fait naître des risques manifestes de conflits économiques, sociaux et culturels. Et il faut s'attendre à une exacerbation des tensions si leur nombre continue à croître." Pour les capitalistes européens, il faut gérer les hommes comme les nouvelles usines à "flux tendus"; on importe et exporte les individus selon les besoins en main-d'œuvre.

Ce point rapide sur l'immigration et son rôle économique, peu contesté par la classe politique n'empêche pas de faire des immigrés des boucs-émissaires idéals.

L'immigré, le "bouc-émissaire" idéal

L'immigré (et l'immigration) joue un rôle idéologique essentiel en période de crise. La notion d'"immigré" est récente dans la législation française. C'est avec la loi du 3 août 1893 que naît la notion du contrôle des étrangers sur le territoire français. Elle stipule que "tout étranger non admis à domicile arrivant dans une commune pour y exercer une profession... devra faire à la mairie une déclaration de résidence en justifiant de son iden-

tité, dans les huit jours de son arrivée". Depuis cette date la législation n'a cessé d'évoluer. L'Etat-nation s'est montré ouvert ou fermé, intégrationniste ou raciste selon les situations historiques : crise des années 30, fin de la guerre de 45, crise de 74.

Avec la colonisation, le "mythe" d'une nation française apportant science et technique, culture et progrès aux populations autochtones donnera naissance aux théories raciales sur la supériorité de la civilisation et de l'homme occidental. Ce racisme qui hiérarchise les individus et les groupes humains n'est pas spécifique à l'extrême droite. L'idéologie de "gauche" à l'époque, pour qui le progrès humain doit, à la lumière de l'universalisme, s'étendre sur le monde entier portera elle aussi l'idée d'une mission de civilisation de la patrie des Droits de l'Homme envers les "bons sauvages".

Le racisme né au milieu du XIX^e siècle est une "production d'images et de représentations négatives de l'autre. Il s'appuie sur des pratiques (violences, discriminations, mépris, humiliations...) et sur des discours théoriques, biologiques et anthropologiques - eugénisme, social-darwinisme¹ - qui traversent l'ensemble des rapports sociaux.

Aujourd'hui cette notion de supériorité/infériorité physique, mentale n'est plus le discours dominant, sauf pour quelques groupes d'extrême droite néo-nazi (PNFE, FNE, KKK).

Au discours xénophobe et raciste s'est substitué un discours différentialiste qui affirme que les différences entre l'Occident et le tiers monde, entre l'être "national" (indo-européen) et l'étranger résultent de l'inégalité et de l'imperméabilité des cultures. Ce discours s'insère dans une politique de gestion des populations et des rapports économiques entre les sociétés

et les espaces.

Anti-égalitaire, respect des différences seront les deux concepts clés de la Nouvelle Droite qui à l'aube de 1980 verra ces efforts récompensés par une reconnaissance tant sur le plan intellectuel que sur le plan politique de ces conceptions différentialistes. Le livre de Bruckner sur "Le sanglot de l'homme blanc" qui a pour objet la déculpabilisation de l'Occident vis-à-vis de son histoire : la colonisation et le racisme en est le triste exemple.

Le différentialisme : idéologie d'Etat

Ce «néo-racisme» prend sa source dans la crise de l'Etat-nation conséquence de la construction de l'espace européen, de l'internationalisation des marchés économiques, des rapports de productions et de la communication (culture) planétaire.

L'Etat - ciment de la nation et instrument idéologique, politique et économique - doit comme le dit Aristote veiller à son propre salut et par conséquent "feindre de temps en temps quelque danger, ou rapprocher des périls éloignés, pour que les citoyens, alarmés, restent toujours sur la qui-vive, comme la garde pendant la nuit".

L'immigration est donc un outil idéologique d'identification d'un ennemi "invisible" et mal défini. L'objectif est de souder la population "de souche" pour qu'elle défende son identité, sa culture et surtout ses avantages. A partir des années 80, la production de ce discours - circonscrit alors à l'extrême droite - envahi l'ensemble des discours de la classe politique. La crise économique entraîne une rupture du consensus de l'idéologie du progrès basé sur le partage des bénéfices entre les différents acteurs sociaux. Il faut faire porter sur quelqu'un les responsabilités du chômage, de la précarité, de la baisse des droits sociaux.

Dans le même temps la fonction de repoussoir joué par "le communisme" s'estompe et il faut lui trouver un substitut qui transcende les classes sociales : l'immigration.

Anti-racisme et anti-immigration

Le Front national intègre dans son programme les deux problématiques : un racisme "classique" comme le montre certaines de ses cinquante propositions et un "néo-racisme" qui s'appuie sur le différentialisme et le rôle de l'immigré et de l'immigration dans la nouvelle

situation économique et politique mondiale.

C'est sur le premier point que réagit la classe politique. Car du PS au RPR, tout le monde a le même discours et prend les mêmes mesures que ce soit sur le contrôle de l'immigration, le droit d'asile, le regroupement familial, l'entrée et le séjour en France, la nationalité, etc. On refuse le discours raciste - pas l'apartheid social.

L'exemple américain est pour cela démonstratif. Chaque communauté vit en ghettos; il y a des politiques de quotas par profession qui doivent être respectés; on édicte des lois anti-racistes, mais l'apartheid social, économique est plus que jamais présent.

Le différentialisme est un renversement de "l'idéologie anti-raciste" classique qui fait du respect de la différence le moteur de la vie sociale multiculturelle. Les discours sur "L'immigré, constructeur de la France", "qui a payé son tribu au développement économique, à la guerre, etc." est lui aussi significatif de cette pensée. La résidence et les droits se négocient en années d'exploitation et en respect des valeurs et des lois françaises. L'immigré devient acceptable - pas accepté - quand il ne lutte pas, ne se révolte pas, n'affirme pas sa spécificité. C'est la "bête humaine" au travail et sans droits...

Intégration ou citoyenneté ?

Dans le contenu des différentes initiatives des années 83, 84 et 85 ainsi que dans les Etats-généraux de l'immigration en 1983, l'accent était mis sur la question de la citoyenneté. Ne plus faire de l'immigré un «cas», un «sujet», un «objet» mais englober les revendications légitimes de l'égalité et de la résidence aux revendications sociales et politiques liées à l'ensemble de la population vivant sur ce territoire.

La naissance de SOS-Racisme, soutenu par le PS, a eu pour effet d'effacer la notion de citoyenneté au profit de celle de l'intégration. Celle-ci induit que l'immigré ne fait pas encore partie à part entière de la société française. Il n'a pas "saisi" toutes les subtilités, les valeurs et les implications d'appartenance à la "nation". Il faut donc l'aider par des politiques décidées par les pouvoirs publics à s'insérer. En faisant du problème des différences culturelles et des valeurs, les raisons du développement de la xénophobie, du racisme et du rejet de l'autre, SOS-Racisme se place sur le même terrain que le FN. Pour celui-ci, il ne peut y avoir de

mélange ni d'intégration à cause de ces différences... et il le dit au nom du respect et du droit de chaque peuple, de chaque nation à posséder sa propre culture et ses traditions de les renvoyer pour qu'ils puissent les vivre "chez eux".

En plaçant sur un terrain moral et culturel la lutte contre le racisme et pour l'intégration, on en oublie de lutter pour faire reconnaître les droits légitimes des étrangers. Que ce soit sur le Droit d'asile, sur la Double Peine ou sur le logement, SOS Racisme brille par son absence. Il est vrai que cela pose non pas le problème de l'intégration mais celle de la citoyenneté et des droits réels dans notre "société démocratique".

Un travail de longue haleine est donc à recommencer, celui de développer des communautés d'intérêts et d'affirmer une identité et un sentiment d'appartenance à partir des droits légitimes : d'abord celui de la résidence inaltérable pour les étrangers quels que soient leurs nationalités et les problèmes qui touchent aux conditions de vies et d'existence (logement, santé, éducation, partage du travail, revenu garanti).

Résister aux discours et aux pratiques xénophobes et discriminatoires ambiantes doit aujourd'hui prendre en compte ces nouveaux éléments pour dépasser le cadre des militants convaincus et entraîner la mobilisation de tous les concernés. Le différentialisme s'appuie sur une hiérarchisation économique et sociale des groupes sociaux et des espaces géographiques, sur la servitude et des politiques autoritaires et sécuritaires.

La recherche d'axes communs de lutte entre le Nord et le Sud pour une transformation des rapports sociaux et économiques, pour l'égalité, la solidarité et l'entraide, pour une autre société est à l'ordre du jour. Elle passera par de nouvelles définitions de solidarités sociales transnationales, par l'élaboration d'alternatives plurielles à partir des différentes réalités et doit-être l'aboutissement d'un mouvement de tous les concernés : exclus et travailleurs du Nord comme du Sud. ♦

1. Eugénisme : du grec génos (race) et eu préfixe (bon, bien). «Science» œuvrant pour améliorer la race, pour en éliminer les tares.

Social-darwinisme : discours qui tente de justifier la réalité sociale en s'appuyant sur la théorie évolutionniste de Darwin ou les espèces, les races existantes sont présentées comme le fruit de la sélection naturelle qui aurait éliminé les plus faibles, les moins adaptés.

Le dossier qui suit est très éclectique. Il aborde à la fois des questions d'ordres politiques sur quelles luttes antifascistes aujourd'hui, et des éléments d'informations sur l'extrême-droite.

C'est à partir de trois axes "Informer - réfléchir - agir" que nous avons essayé d'aborder un ensemble de questions sur le développement des extrêmes droites en Europe (Allemagne, URSS, Tchécoslovaquie, Grande-Bretagne, Belgique), les fondements idéologiques (Nouvelle Droite en Allemagne, en France) et les diverses réponses antifascistes (Appel des 250, Scalp, CNAF...).

Faisant aujourd'hui entre 10 et 20% du corps électoral dans la plupart des pays d'Europe, les extrêmes droites ont-elles encore une marge de progression importante, voire

une chance d'occuper le pouvoir comme dans les années 30. Il n'y a pas en fait de réponses tranchées. Les évolutions à l'Est, la capacité de l'Occident à ne pas laisser sombrer ces pays dans une faillite économique et des désastres sociaux sera aussi important que la transition de plusieurs républiques en URSS et de Peuples d'Europe centrale vers des Etats indépendants et souverains.

Le sommet de Maastricht sera décisif pour savoir si les différents gouvernements ont décidé d'accélérer ou non la construction politique de l'Europe de l'Ouest. En cas d'échec, le repli sur soi en sera la conséquence. A partir de là, tout est possible. Car les économies de certains pays (Espagne, Portugal, Italie et dans une moindre mesure la France) qui ont "souffert" pour accéder à l'Europe en sabrant des pans entiers de leur économie auront beaucoup de mal à ré-émerger... les problèmes sociaux liés à des catégories professionnelles comme le montre par exemple le

monde paysan risque d'agir comme un effet boomerang...

L'exclusion qui frappe des pans entiers de populations en Europe de l'Ouest n'a pas encore produit tous ses effets. Le chômage, la précarité sont stabilisés avec des politiques de moindres coûts sociaux, mais pour combien de temps... Les "déclassés" de l'Europe s'orientent vers un refuge identitaire et nationaliste, aucune autre force politique n'est capable de reprendre un combat social qui fasse de l'égalité, de

la solidarité et de l'entraide des valeurs qui ne soient pas galvaudées après 10 de "socialisme à la française" et 70 ans de "communisme" totalitaire.

Mais l'Europe se construit contre les pauvres, les affamés du Sud. Elle soutient les dictatures et en

Informer Réfléchir Agir

accueille les dirigeants. Forteresse qui laisse mourir de faim, d'épidémies des millions de personnes... Cela ne se voit pas... La démocratie en est sauvée...

Les "désordres" mondiaux, les redécoupages des espaces politiques et économiques qui s'opèrent devant nous, la montée des intégrismes religieux sont autant de facteurs qui seront des éléments favorables aux extrême-droites et aux politiques réactionnaires et sécuritaires menées dans nos pays par "de bons démocrates".

La résistance n'en est qu'à ses débuts. Elle n'a pas encore pris toute la mesure des changements idéologiques, politiques et sociaux qui se sont opérés ici et dans le monde. Elle lutte pied à pied, isolé, déstructuré... la construction d'un nouveau projet social prendra du temps et nous espérons en informant sur les réalités diverses et les pratiques de résistance pouvoir y participer.

Pas de détail contre les idées et pratiques racistes !

L'antifascisme radical est plus que jamais d'actualité. A l'aube de la compétition électorale, la classe politique rivalise dans ses discours de mise en accusation de la population immigrée, de renforcement des dispositifs sécuritaires, de contrôle social des zones d'exclusion que sont les banlieues. Pendant deux ans, les élections vont se succéder et toutes les combinaisons politiques sont envisageables : alliance du FN et de la Droite; Alliance du PS et du centre; alliance d'un PS recentré et des Verts, mais pendant ce temps les idées et les pratiques discriminatoires, xénophobes et d'exclusion se développent.

Les Fronts antifascistes se bousculent au portillon. Appel des 250, Manifeste de Cambadélis (député PS), lancement de Fraternité (du député PS Belorgey), Front républicain contre l'extrême-droite prôné par H. Désir. Cela n'est pas une nouveauté, qu'avant les élections tout le monde se découvre une âme antifasciste.

Quelles luttes antifascistes ?

Unité, unité contre le Front national. Sur quels critères ? Sur le seul rejet du "diabolique" Le Pen, qui arrivé au pouvoir va mettre à bas la démocratie, les libertés d'expression, expulser les immigrés, etc. Certes, le FN au pouvoir, ces mesures et bien d'autres encore seraient appliquées : quadrillage militaire des quartiers, répression accrue, éloignement des prisonniers dans les îles Kerguelen, déréglementation de la protection sociale, libéralisation à l'extrême dans les entreprises... Cela serait comme il l'annonce, le retour à un ordre ancien, celui de Vichy, qu'affectionne certains de ses membres, pour y avoir été des fervents zéloteurs.

Mais pour autant, doit-on crier au loup et passer sous silence la politique menée depuis dix ans par les "socialistes". Doit-on continuer à se laisser tondre par ceux qui veulent "changer la vie" ?

L'exclusion et l'Europe: deux facteurs de développement du FN

Les deux ingrédients majeurs qui

nourrissent le FN sont l'exclusion économique et sociale, et la construction de l'Europe qui bouleverse les anciens repères identitaires et "sabre" les bourgeoisies nationales ainsi que les classes moyennes (voir le cas des paysans ou les petits artisans du CDCA). Les luttes corporatistes, axées sur les revendications salariales (non parfois sans raison), parlent très peu de partage du temps de travail, de l'instauration d'un droit de vivre, d'un revenu garanti en dehors de toute activité salariée, de droits sociaux inaliénables comme la santé, le logement, les loisirs. Les repères traditionnels d'identité sociale, de sentiments d'appartenance, de communauté d'intérêts sont en voie d'extinction, remplacés par l'hymne à la consommation, à l'individualisme, à l'argent et à la compétitivité. C'est sur tout cela que s'appuie le FN.

L'Appel des 250 "Le temps de contre-offensive est venu" parlait de l'abandon des valeurs de "gauche" : égalité, solidarité... C'est pourquoi nous ne concevons pas l'unité avec ceux qui chaque jour applique les mesures qui vont à l'encontre de ces "valeurs". Le "Manifeste", "fraternité", "le Front républicain" font de Le Pen un extra-terrestre de la scène politique, sorti tout droit du ventre de la bête immonde. En dehors de son programme sur l'immigration (dont certains disaient qu'ils posaient les bonnes questions sans en apporter les bonnes réponses), celui-ci n'aurait rien à proposer. Le racisme serait de toute manière incompatible avec le peuple français élevé sous les auspices de la démocratie et les Droits de l'Homme - oubliant l'Histoire de la colonisation, les théories eugénistes "bien fran-

çaises" et la collaboration zélée avec les nazis. En fait, pour leur sauvegarde électorale, ils doivent faire de Le Pen l'enjeu, opposant "Démocratie contre fascisme", pour rattraper les gens de "gauche" perdu dans la nature (parfois chez les Verts) et se servir des divisions de la droite.

Les immigrés servent de punching ball

C'est donc un faux débat qui nous est proposé sur le dos des immigrés. Le combat contre le FN ne peut dissocier les deux éléments que sont :

- informer, sensibiliser, agir contre le FN et les autres groupuscules fascistes;
- informer, sensibiliser, agir contre la politique du gouvernement dans les domaines de l'immigration, de l'ordre social et économique.

Dans leur texte "Dépassement de l'antifascisme radical", les militants du Scalp estiment qu'il n'y a plus lieu de faire de la lutte antifasciste une lutte centrale. Ils remettent en cause l'axe moteur de la Coordination nationale et des groupes antifascistes radicaux. Il faut agir sur tous les terrains, faire "des luttes de front".

La déliquescence des luttes spécifiques, les impasses théoriques et organisationnelles de notre mouvement sont des faits réels. Combattre le système capitaliste, certes; cela est d'ailleurs notre différence principale avec les autres regroupements antifascistes. Il ne suffit pas de l'affirmer dans des discours pour qu'il soit le reflet de stratégies et de perspectives de luttes quotidiennes sur le terrain social et économique; A l'inverse de ceux qui font l'amalgame entre le FN et le PS, des radi-

eaux pour qui l'antifascisme serait en définitive un "supporter" de la démocratie et du système économique, l'action antifasciste, parce qu'elle permet de faire des liens entre des luttes spécifiques comme nous le montre les investissements des groupes et des militants (prison, antimilitarisme, police, logement)

peut servir de catalyseur, à condition qu'il y ait des pratiques effectives sur ces terrains.

A l'occasion des régionales, la pression exercée sur le débat politique par le FN, l'acceptation de ces thèses par la classe politique et l'abandon de tout projet de transformation même réformiste de ce

système inégalitaire par la "gauche", nous imposent de nous montrer offensif. Laisser le terrain à ceux qui font de Le Pen l'unique objet de leur antifascisme, sans lutter contre les idées et pratiques d'apartheid social, de discriminations, de flicages au quotidien serait une lourde défaite. ♦

Dépassement de l'antifascisme radical

1983 : percée électorale significative du Front national à Dreux.

1984 : création du Scalp-Toulouse. Attentats contre le Front national.

A partir de cette date, des dizaines de Scalp (et autres groupes antifascistes), éphémères ou durables, se créent dans toute la France, portés par des "images" : le rock alternatif, la mythologie indienne, la violence... Cela se fait souvent qu'en réaction à une apparition publique du FN et ne touche qu'une catégorie bien précise de la population ("jeune blanc de la classe moyenne").

1987 : création de la Coordination nationale antifasciste (CNAF). C'est une tentative de structurer et coordonner ces groupes qui se montent un peu partout en France.

1991 : le FN est maintenant implanté profondément et durablement. Ses apparitions publiques se sont généralisées. Ses idées ont pénétrées toute la classe politique et une grande partie de la population.

A Paris, après trois années d'activisme (comprenant leur lot de succès et d'échecs) et plus de six mois de débat, commencé avant le choc du premier mai (à savoir notre faiblesse politique vu le peu de monde présent, l'ignorance et l'incompréhension politique d'une partie des manifestants, et notre manque totale d'organisation) une intense mais tardive réflexion est sur le point d'aboutir avec la redéfinition de nos bases et modalités de luttes.

Face à la montée du FN, nous avons longtemps cru pouvoir y opposer une autre dynamique articulée autour de quelques axes : rock alternatif, apparition spectaculaire, société multiculturelle... Or, quelques années après, le constat est sévère. Non seulement, le FN progresse idéologiquement et politiquement à tous les échelons de la société, mais de notre côté, nous n'avons pas su et n'avons pas pu capitaliser un minoritaire mais réel courant de sympathie existant dans une frange déterminée de la jeu-

nesse (cf. les milliers de gens des concerts rock alternatif, les centaines de personnes qui se sont déplacées à nos initiatives) ni transformer le rapport de consommateur qu'ils avaient envers nous.

Nous avons donc cru en l'émergence d'un mouvement antifasciste radical. Antifasciste radical, car combattre l'extrême droite, c'est aussi remettre en cause ce qui le génère : le système capitaliste. Certains préféraient à l'antifascisme radical, l'anti-lepénisme primaire et/ou la violence bête et gratuite. Les médias et/ou le milieu politique en ont profité, en généralisant et simplifiant à outrance, pour nous coller une image. Quoiqu'on ait pu faire par la suite, cette image est restée (et restera ?), et nos positions antifascistes radicales ne sont pas passées. En fait, le Scalp Paris (créé en 1988) a, à la fois, subi cette évolution et participé à sa continuation.

Pendant que nous nous polarisions sur le FN et l'extrême droite, la société continuait d'évoluer vers un système de plus en plus réactionnaire, raciste, sécuritaire, autoritaire et individualiste. Ainsi, on assiste à un retour à l'ordre moral (remise en cause de l'IVG par exemple), à des discours de plus en plus racistes de la part de la classe politique et de la population en général, à la multiplication des expulsions et des "bavures" policières", au triomphe de l'individualisme et de la compétitivité. Nous avons été amené, tout en luttant contre l'extrême droite, à intervenir sur les terrains cités ci-dessus, parce que l'actualité nous l'imposait et que nous faisons partie de "collectifs" engagés sur ces thèmes.

Or, se déclarer antifasciste et lutter sur tous ces terrains a produit un flou, provoqué une incompréhension, et nous a amené des gens qui



ne faisaient que de l'anti-lepénisme primaire et a éloigné de notre mouvement d'autres personnes pour qui ces luttes ne s'inscrivaient pas dans un cadre antifasciste.

Face à ce constat, nous pensons que tout antifasciste se doit d'analyser les luttes passées et présentes pour pouvoir les dépasser. L'heure n'est plus aux amalgames faciles (Le Pen = nazi), aux constatations et discours paniqués, à la simple information/dénonciation de l'extrême droite, à la réaction simple et violente contre des individus isolés, mais bien à des luttes de front sur tous les "terrains" (logement, racisme, expulsion, pauvreté, sexisme, apologie de la consommation Europe de 1992...). ♦

Scalp Solidarité-Résistance
(deux militants du Scalp-Paris)

RAS LE FRONT ! inter

Cet interview réalisée il y a quelques mois n'a rien perdu de sa valeur ni de son actualité. Les questionnements et les réponses d'Anne Tristan sur les réalités sociales qui sont à l'origine du développement du FN sont souvent les mêmes que les nôtres, même si nos stratégies politiques divergent. La reprise du travail de terrain sur des revendications sociales précises, sur un investissement collectif nécessite de toute façon un dépassement de clivages organisationnels. C'est bien, par contre, sur le terrain politique que des différences profondes existent et s'expriment quand à l'opportunité et la capacité d'un Front Uni contre Le Pen proposé par les 250 ou le Manifeste, à lutter réellement et efficacement contre les idéologies et pratiques d'exclusion, racistes et sécuritaires.

Le point après un an d'existence des 250?

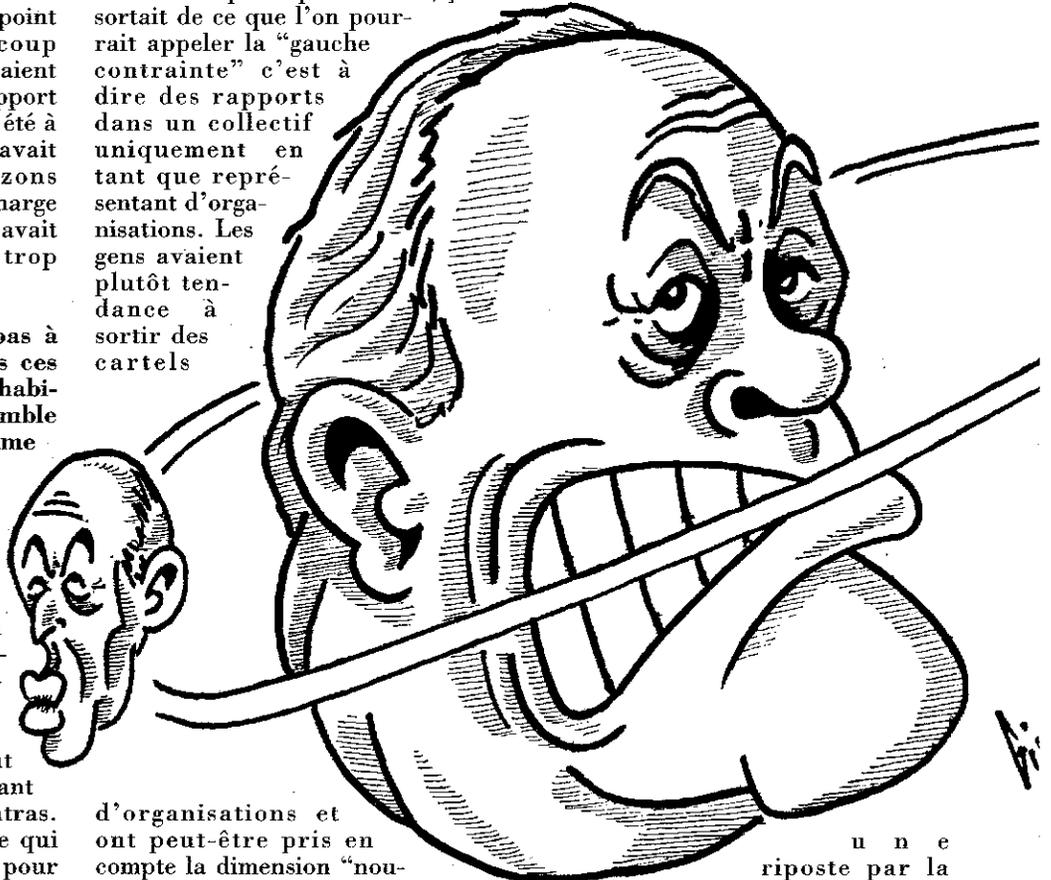
C'est très difficile de faire le point parce qu'il y avait beaucoup d'espoirs, des espoirs qui n'étaient peut-être pas fondés, et par rapport aux espoirs on n'a pas du tout été à la hauteur; dans l'appel il y avait l'idée que des gens d'horizons divers pouvaient prendre en charge la lutte contre le fascisme. Il y avait peut-être quelque chose de trop optimiste ?

Mais est-ce que ce n'est pas à cause de l'appel et de toutes ces signatures que le public a l'habitude de voir et qui ne ressemble jamais qu'à une pétition comme les autres ?

De l'expérience que j'en ai, le démarrage de cette pétition n'a pas été comme les autres, c'est à dire il y a eu l'atmosphère créée par Carpentras qui là aussi a agi comme écran : les mobilisations pour "Carpentras" ne sont pas des mobilisations de fonds; malgré cela il y a eu un fort mouvement de signatures de gens qui se sont dit : "Ah enfin" et pas en faisant référence forcément à Carpentras. Enfin l'idée de quelque chose qui rassemble des gens de gauche pour une refondation des discours de gauche. Ce qui était positif dans le courrier que l'on recevait c'est que ce n'était pas seulement un truc anti- Le Pen, il y avait la nécessité de manifester un mécontentement par rapport au discours du pouvoir de gauche. Il y a quelque chose qui ne s'est pas passé "en terme de mesures sociales, de changement au quotidien. C'était donc l'occasion d'affirmer le péril du fascisme et partant de la conscience du danger, la conscience de ce qu'il a généré, le recul qu'on a pris a accéléré la mobilisation.

Il y a eu des assemblés générales en juin puis en Septembre qui étaient assez vive. Il y avait quelque chose qui frémissait. Il y a eu des collectifs à géométrie variables. Les collectifs les plus intéressants étaient ceux où les gens venaient

plutôt en tant qu'individus même si ils étaient squizés par ailleurs, ça sortait de ce que l'on pourrait appeler la "gauche contrainte" c'est à dire des rapports dans un collectif uniquement en tant que représentant d'organisations. Les gens avaient plutôt tendance à sortir des cartels



d'organisations et ont peut-être pris en compte la dimension "nouveau". Ça ne veut pas dire que ces comités là ont été les plus nombreux. Ailleurs il y a eu des démarches classiques, plus du type rassemblement d'organisations comme à Nantes et à Bourg-en-Bresse. Les réunions unitaires qui se tenaient à la LDH avaient quelque chose de "légitimant" mais on est pas sorti des projets politiques des uns et des autres.

Les acquis : des textes en commun approuvés par l'ensemble des organisations sauf par la FA qui a coupé court à ce qui lui semblait être devenu du bla-bla. Ce matériel unitaire peut-être utilisé pour la diffusion : tracts et brochures.

Que penses-tu de la lutte antifasciste sur le terrain électoral et de ceux qui la défendent ?

Il n'est pas possible d'organiser

un mouvement qui n'est pas seulement électoral. u n e riposte par la voie électorale contre

Ne penses-tu pas que la lutte antifasciste sur le terrain du politique est un écran de cette lutte sur le terrain du social ?

Je ne crois pas qu'il y ait dans ce pays de conscience politique contre le Front National large, qu'il y ait un rapport de force politique au vrai sens du mot à créer avec le Front National; c'est à dire que je ne crois pas que même tous les gens qui craignent le FN aient perçu que l'enracinement de celui-ci dans le social, est historique donc il reste encore des terrains inexplorés et un travail d'éducation à faire pour montrer que ce ne sont pas 30% de voix surgit de nulle part.

L'appel de Carpentras a rassem-

Interview d'Anne Tristan

blé des gens autour d'un phénomène en liaison directe avec un des traumatismes marquant de ce siècle : le crime contre l'humanité du nazisme. Cette fibre là est extrêmement sensible. Car la responsabilité n'a pas été prise, il semble qu'il n'y ait pas eu suffisamment de compréhension sur ces événements et qu'on s'en est débarrassé très vite en renvoyant le problème dans un autre partie du monde, l'Irak par exemple.

Ça prouve l'ampleur du traumatisme et l'ampleur de l'aveuglement et du refoulement.

Carpentras c'est uniquement l'indicateur d'un problème mais cela ne montre pas que les gens aient formulé les réponses sur ces questions là, et la preuve est que la mobilisation après Carpentras est resté sans suite dans le quotidien effectif des gens. Cela aurait pu déboucher par exemple au niveau intellectuel par un foisonnement de questions sur notre société.

Que pense tu des "réformes" de l'histoire véhiculé par le négationisme et le révisionnisme ?

C'est le signe que cela va très mal. Cela veut-dire que des franges entières de la population refusent de comprendre la portée de l'histoire. "Crime contre l'humanité" est un mot très fort. Le nazisme est un négation du tissu humain, de la culture, de l'échange entre les individus. Face aux négationnistes il n'y a pas de pitié à avoir. Il ne peut y avoir de compréhension possible.

Que pense tu des rapprochements entre une certaine partie de l'ultra-gauche, notamment Pierre Guillaume et des gens d'extrême-droite ?

L'holocauste ne concerne pas un courant politique isolé, un tel trou noir concerne toute la société. Quand on lit un livre comme "Ni victime, ni coupable" qui est un recueil d'interview d'enfants de déportés et d'enfants de nazis on voit que la génération suivante a généré un sentiment de culpabilité qui a lui même engendré une contestation très extrême en 60 et 70. Maintenant la culpabilité n'est plus transformée, elle est évacuée. C'est tout le problème d'avoir un débat clair et des positions franches sur le problème du sionisme par exemple à cause du

double sens et des connotations de certains mots qui prouvent que l'on n'est pas sorti d'une réflexion sur le "crime contre l'humanité".

Je pense qu'il y a un côté de l'ultra-gauche qui ne se retrouve pas dans le discours démocratique et remet en cause la vérité historique officielle en mettant en cause l'holocauste et la démocratie actuelle.

C'est une erreur de l'ultra-gauche car on ne peut remettre en cause la lettre, l'esprit du mot crime contre

l'humanité. On peut remettre en cause par contre l'utilisation qui en est faite, Nuremberg, les suites ou l'absence de suite de tout cela.

Notin a été réintégré à Lyon III, le PNFE a été absout de ses crimes et attentats racistes. Ne penses-tu pas que la lutte anti-fasciste dépasse la lutte contre le front National et Le Pen.

Forcément la lutte contre le fascisme passe aussi par la lutte contre "soi-même" en tant que composant d'un corps social. La lutte contre le

Résistance!

La Coordination nationale anti-fasciste réunie les 1, 2 et 3 novembre a décidé de lancer une campagne pour les élections régionales. Les groupes présents se sont mis d'accords pour diffuser massivement une affiche et du matériel à cette occasion.

La pénétration du Front national dans la société, la banalisation et la légitimation de ces idées sont le fait de toute la classe politique, qui parle à qui mieux-mieux d'odeurs, de charters, d'invasion... Les réponses proposées restent pour la plupart électoralistes et ont pour objectif de rassembler et de construire un rempart contre le FN autour de la "défense de la démocratie". A cela, la CNAF a voulu y opposer une campagne dynamique qui ne laisse aucune ambiguïté sur la dénonciation de la politique du PS et qui fasse de la reprise en main par les gens de leur devenir aux travers de luttes multiples le seul outil efficace vis-à-vis de cette société sécuritaire et autoritaire.

Années 90 : Licenciements, chômage, travail précaire, pauvreté, ghettos, restos du cœur...

Années 90 : Discours et agressions racistes, fascistes, ici et ailleurs. Solution de l'absurde, division... haine.

Années 90 : Capitalisme sauvage, prospère ? Pour qui ? Règne de l'apparence, consommer, s'endetter, survivre : exister ?

Années 90 : Contrôle social, fichage, flicage. "Faux" chômeurs ? "Faux" demandeurs d'asile ? Propagande, propagande... Vrais boues émissaires ! Vrais scandales !

Années 90 : Cités désarticulées, révoltes... Et toujours plus de flics, de vigiles, de rafles, de jeunes abattus et emprisonnés.

Années 90 : La droite exclue, la gauche expulsée. La droite met au chômage, la gauche précarise; la droite matraque, la gauche cogne; la droite met en taule, la gauche isole... et les idées et pratiques d'extrême-droite progressent.

Années 90 : De nouvelles prisons qui se remplissent de plus en plus vite. Des prisonniers politiques et sociaux qu'on isole et qu'on extrade.

Années 90 : Retour à l'ordre moral réactionnaire : remise en cause de l'IVG, utilisation paranoïaque et répressive du SIDA, perte du peu de libertés acquises.

Années 90 : Tiers-monde toujours plus pauvre, plus pillé. Menées guerrières de l'Occident... de bon droit, n'est-ce pas ?

Années 90 : Et pourtant de ci, de là des espaces culturels et sociaux alternatifs se créent; des résistances, des solidarités et des luttes à la base se développent.

Pour combattre toute expression de l'extrême droite, toute idée et pratique sécuritaire, discriminatoire et liberticide.

Pour un dépassement des clivages français/immigrés; jeunes/vieux; travailleurs/précaires; immigrés "légaux"/immigrés "clandestins" Pour des valeurs d'entraide et de solidarité.

Pour en finir avec le système marchand, capitaliste et étatique.

Transformons la société !
CNAF

FN nous oblige nous, de gauche, dans le camp des progressistes à nous poser des questions fortes sur les erreurs des suites de la décolonisation qui ont générées de grandes fractures. Visiblement la gauche n'a pas été porteuse de quelque chose pour que nous n'ayons plus de retour du refoulé vingt ans plus tard. Tout ces problèmes doivent être mis à jour, discutés et surtout dépassés.

Par rapport au quotidien des gens tu as bien montré que la lutte se joue sur le terrain du social comme dans le quartier nord de Marseille.

En effet ce que l'on voit c'est une absence de réseau militant et d'échange entre les gens du quartier. Comment faire pour les ressusciter ? Cela ne procède pas simplement de la volonté, il y a quelque chose qui doit être travaillé. Il ne peut y avoir de réel travail anti-fasciste sans travail avec les associations d'immigrées.

Quelles associations d'immigrées ?

Des associations locales inscrites dans un quartier. Là où les contacts de la population dans son ensemble doivent être renforcés.

Ce qui se passe à Marseille n'est pas spécifique à cette ville, que ce soit extrêmement dur, ça c'est une évidence. Le problème est que ça ne peut pas continuer, la pression est de plus en plus forte. Nous avons une situation d'après guerre qui a dû accentuer des clivages profonds, Occident-Orient, Nord-Sud, ce qui est symptomatique d'une pensée dichotomique et manichéenne.

Ce qui m'alarme c'est que l'on considère les années 80/90 comme les années de la démocratie, cela engendre une béatitude dangereuse, alors que pendant ce temps là, le FN place ses pions.

Nous sommes piégés par ces affaires de droits de l'homme qui occulte le devant de la scène. Pour répondre à cela, cela nécessite une interrogation à tous les niveaux. Il n'y aura pas de solution au quotidien si on n'est pas capable de développer la réflexion, le camp progressiste est faible parce qu'on nous amuse avec des histoires de tyrannies qui s'effondrent; mais qu'en est-il du Maroc, et de l'Amérique Latine, la misère existe partout.

Pour cela il suffit de changer l'axe de l'exploitation en suivant un rapport Nord-Sud.

Je pense que le marxisme est resté trop européen. Les outils doivent être seulement remaniés. Savoir poser la question de la solidarité internationale. Les "exploitants", ne sont plus seulement les Etats-nation mais des multinationales. Donc



arriver à travailler ça, cela veut dire au quotidien même dans un quartier de banlieue, or arriver à réfléchir ensemble là-dessus. Ce n'est pas une réflexion intuitive, ce genre de débats que l'on doit avoir, mais ça veut dire que c'est le type de contacts que l'on doit avoir aussi pour toute la mouvance antiraciste, qui prend souvent ses bases dans l'extrême-gauche, il y a un aspect central à se poser ce genre de questions. Il faut en finir avec les paternalismes de tous bords, et des prises de paroles à la place des autres. Il faut qu'une réflexion sorte de Sartrouville par exemple.

Que faire face au désespoir des

gens et désaffection des individus envers les pratiques sociales et le manque de confiance envers leur porteur habituel de type gauchistes.

Ce qui s'est passé de terrible à ce sujet c'est le mouvement de 84 qui a été sabordé, pilonné.

Parce que cela remettait beaucoup de choses en question, surtout par rapport à la gauche au pouvoir.

Bien sûr on a eu des associations comme SOS Racisme. Si je suis nuancé à propos de SOS Racisme, c'est par rapport à la sincérité de certains militants dont l'engagement est louable, mais l'ensemble de

l'organisation qui la finance ont eu un rôle politique pour empêcher toute contestation sociale.

Ton livre sur la Kanaky.

C'est une volonté de traduire ce que les gens disent là-bas et d'en montrer le regard. La langue du livre est celle de là-bas c'est une approche des choses. ce n'est pas forcément la vérité de Kanaky, en tout cas des bouts de phrases, de mots qui sont transcrits.

Il y a une correspondance entre la lutte en Kanaky et la lutte anti-fasciste. Il y a eu le référendum, on leur a donné dix ans et maintenant il n'y a plus rien sur le terrain et en fait d'après les échos ça se passe sur du velours.

Les accords de Matignon n'ont pas été applaudis sur place !

Est-ce que la solution par rapport au fascisme n'est pas d'avoir une vision mondiale. L'homme de la rue nous dira qu'il fait bon vivre en France, on mange à sa faim, etc... et nous face à ça, on doit dire que le fascisme c'est pas seulement la France, c'est le Sud, c'est comment l'Occident utilise et pille le Sud. Comment faire passer cela sans avoir des relents de "charity bussiness"?

La gauche doit se regarder en face, la mouvance progressiste doit sortir de l'ethno-centrisme, l'exemple le plus frappant fut celui de la guerre contre l'Irak. Pas moyen d'avoir des images autres que celles provenant des sources occidentales, tous ce qui venait d'ailleurs était forcément suspect, partial. Comme si l'Occident n'était pas partial. Il y a dans ce pays un courant fort pour militer dans ce sens là et qui essaie de faire comprendre que l'Occident n'est qu'un bout de la planète et pour que tout soit dit, tous les hommes doivent y être. Pour cela il faut des moyens assez large, mais pour l'instant c'est à une échelle assez réduite.

C'est louable de faire le relais des luttes mais ce que l'on voit c'est toujours une discours intellectuel adressé à une élite mais jamais on ne verra ces gens s'efforcer de s'exprimer dans un discours qui s'adresse à tout le monde.

Un journal ou un bulletin ça ne peut se faire qu'à quelques uns, tandis qu'un débat libre et ouvert dans un quartier nécessite du monde, on ne peut être seul, c'est un non-sens. Il y a le niveau de l'écrit qui "est un monde d'expression comme un autre, et qui ne vaut pas plus et il y a un niveau qui est la parole collective. Mais c'est sur ce niveau là que l'on butte, et c'est là que je dis que la remise en question de la gauche elle

ne doit pas se faire seulement au niveau de la réflexion pure mais aussi dans la pratique. Je pense que dans les quartiers il y a un travail de "boutons de veste", de contact et d'écoute à faire qui est dans le même créneau que ces histoires de bulletins.

Le problème pour les organisations c'est que le pouvoir il est ailleurs, pendant que les tendances s'expriment dans les réunions, les individus ne descendent pas dans les quartiers.

Il ne faut pas s'adresser à ces gens là, mais plutôt à des groupes comme le "comité contre la double peine" qui est un interlocuteur clair. Quelque soit l'organisation la preuve par neuf c'est le terrain, au quotidien et là tout le monde peut s'y atteler sans exclusive par rapport à des militants de partis. En revanche, au niveau de la réflexion, il y a des choses à refuser.

Les gens n'arrivent pas pour la plupart, à dépasser des querelles d'intérêts intellectuels?

C'est cela, la nécessaire remise en question de soi-même. La lutte anti-fasciste passe par une remise en question de la gauche, c'est clair.

Le problème c'est l'application concrète. Il y a des contradictions entre ce que "prêche un militant" et ce qu'il est dans la vie. Et l'interlocuteur y attache plus d'importance que l'on croit y attacher nous même. Car cela touche aux notions de l'engagement et de l'individualisme dans la société. Quel est la raison d'être d'un militant, qu'est-ce qui pousse les gens. Quel est ton avis sur les groupe radicaux tels que le Scalp ?

J'ai participé aux manifs de l'avant 90 en réponse au malaise général des gens face à l'ensemble de toutes les manifestations.

Cette question n'est pas là par hasard, dans les années 70 il y avait aussi ce genre de groupes radicaux, et maintenant il y a la Scalp.

C'est une forme d'interpellation qu'il ne faut surtout pas saborder, les Scalp sont mal perçus par les gens qui les connaissent mal.

Le Scalp à l'origine est une riposte à une violence, à l'occupation du terrain et aux expression racistes et fascistes. Mais on veut faire passer autre chose qui se passe ailleurs.

Il y a par rapport au FN et les courants divers qui l'anime une nécessité de réponses multiples et le Scalp occupe un créneau de riposte sur le terrain de la jeunesse, de la violence, sur le terrain de la contestation radicale de la société. ♦

• Le temps des "salauds"

- Le laissez-faire n'est pas une politique. Face à l'immigration clandestine et à l'ordre bafoué, le RPR propose trois idées fortes, trois idées neuves pour restaurer l'autorité de l'Etat. Stopper l'immigration, réussir l'intégration. Assurer la sécurité par l'ilotage, présence effective des forces de l'ordre sur la voie publique et répression plus sévère des crimes et des délits. Libérer la justice.

- le PS qui soutient la politique du gouvernement parle d'intégration à réussir. Le maire de Neuilly-sur-Marne a refusé d'accorder le logement des familles du quai de la gare par solidarité (avec qui ?) dans sa commune, estimant que 100 familles d'immigrés en plus c'était vraiment trop.

- Le PC dans un tract sur l'immigration reprend les thèmes suivants (non, ce n'est pas le Front national !):

"La France peut-elle continuer à accueillir de nouveaux immigrés ? Non.

Avec 3,5 millions de chômeurs, il faut arrêter toute immigration nouvelle : c'est l'intérêt commun des travailleurs français et immigrés. (...)

N'y a-t-il pas des abus dans l'utilisation de la loi française qui permet le regroupement familial ? Si, il faut les supprimer.

L'existence d'une nombreuse population immigré dans une même ville ne conduit-elle pas à des déséquilibres dans l'utilisation des ressources communales qui mécontentent d'autres couches de la population ? Si, et il faut y remédier. (...)

Drogue, violence, délinquance : faut-il fermer les yeux quand des immigrés sont dans le coup pour ne pas être traité de raciste ? Non, absolument pas. (...)

En ce sens, le respect de la tranquillité des gens, des traditions et du mode de vie français - puisque nous sommes en France -, des droits et des devoirs de la vie en commun est une exigence qui s'impose à tous et ne souffre aucune exception. La sécurité des personnes et des biens est un droit essentiel, et la force publique dont c'est la mission prioritaire doit disposer des moyens nécessaires pour l'assurer."

LA NOUVELLE DROITE ou l'offensive métapo

Depuis plus de vingt ans, une fraction de l'extrême-droite a tenté de renouveler la pensée du camp nationaliste afin de l'adapter aux nouvelles exigences de la politique moderne. Au début des années 90, leur bilan est hautement positif. Si leurs différents groupes rassemblent quelques dizaines de personnes, leur influence s'étend aujourd'hui du fascisme le plus dur à une partie non négligeable du système institutionnel, de droite comme de gauche.

À la fin des années 60, des activistes issus de la Fédération des Etudiants Nationalistes (FEN), du journal Europe-Action décident d'abandonner le militantisme de terrain pour un combat qu'ils veulent strictement culturel et "métapolitique". Reprenant la pensée du philosophe marxiste Gramsci, ils estiment qu'il ne peut y avoir de conquête du pouvoir politique sans conquête préalable du champ culturel, alors selon eux aux mains de la gauche.

Objectif : *"Entreprendre la formation mentale de ceux qui dans les années qui viennent, auront entre leurs mains le pouvoir de décision"*.

Précaution : *"Nous devons présenter notre objectif surtout comme une révolution intellectuelle et morale et n'aborder la stratégie politique qu'avec une extrême prudence (...). Il nous faut être prudent dans le vocabulaire employé, en particulier abandonner une phraséologie périmée"*.

En 1983, la Nouvelle Droite, représentée surtout par le Groupe de Recherche et d'Études sur la Civilisation Européenne (GRECE), est au sommet de sa notoriété. Elle exerce une influence, par ses revues et ses livres, sur des centaines de milliers de personnes : éléments, mais aussi des médias de grande diffusion où les thèmes du GRECE ont pu s'exprimer : *Le Figaro magazine*, *Valeurs actuelles* et *Spectacle du Monde*.

Elle a subi des ruptures, dont la plus importante a été celle du Club de l'Horloge : les idées de ce dernier tournent autour du national-libéralisme, alors que le GRECE défend un anti-libéralisme européeniste farouche. L'Europe est d'ailleurs la base de la pensée de la Nouvelle Droite, ce qui lui permettra de trouver des amitiés dans de nombreux pays, mais surtout en Belgique, en Allemagne et en Italie. Par-là même, les idées des diffé-

rents groupes européens s'interpénètrent, s'influencent les uns les autres. Une réelle interdépendance idéologique s'est créée.

Les Français, avec en tête Alain de Benoist, en sont les initiateurs, ils ont été très influencés par les Allemands en redécouvrant les tenants de la "Konservative Revolution" de Weimar : Carl Schmitt, Moëll von den Brück, Ernst Von Salomon, Junge Spengler et autres critiques non-marxistes ou néo-conservateurs du capitalisme.

En Italie, la Nouvelle Droite française et allemande fourniront des munitions plus adaptées à un contexte où tout droit de citer est refusé à l'extrême droite. La lecture droitiste de Gramsci offre une "Troisième Voie" entre le néo-fascisme institutionnel politicien du MSI et le néo-fascisme traditionaliste incapacitant. Pour ces derniers, comme pour leurs camarades, terroristes qui ont choisi "la voie du guerrier", la doctrine de Julius Evola, le théoricien du fascisme anti-système, a été pendant longtemps le principal point de référence et d'identification. Mais son intransigeance et son discours sans équivoque sur la loi de l'Élite, la hiérarchie, l'ordre, etc. embarrassaient ceux qui réclamaient la fin de la dichotomie gauche-droite au profit d'une pensée globale anti-système. Evola ne sera toutefois jamais abandonné, soit pour des raisons sentimentales, soit pour éviter une rupture trop brutale avec le passé, soit encore parce qu'il fait partie de cette chaîne intellectuelle reliant la Nuova Destra italienne, à la Konservative Revolution allemande.

Nouvelle Droite et vieilles recettes

La Nouvelle droite donne toujours une place importante au discours anti-égalitaire, prônant une société hiérarchique basée sur une élite naturelle. Pendant un temps non

négligeable, ce discours s'est retrouvé au niveau de la race, alimentée par les "socio-biologistes" eux-mêmes influencés par les travaux de Konrad Lorenz. Ces thèses, quasi-ouvertement nazies, sont actuellement en recul face aux tenants de "l'ethno-pluralisme". Ce que P.A. Taguieff appelle le "racisme différentialiste" prône, au nom du respect de l'identité de chaque peuple, une séparation nette des peuples et des cultures. "A l'horizon d'un tel motif : l'apartheid planétaire".

Le GRECE est passé maître dans la récupération des auteurs et du discours de gauche pour affirmer ses propres idées : n'est-il pas allé jusqu'à reprendre le thème du "droit à la différence" à la gauche pour étayer son discours identitaire ? Un discours qui va d'ailleurs très loin : au nom du respect de l'identité, le GRECE ne s'est pas contenté de prôner des valeurs de la Nation (européenne s'entend) mais demande à cette Nation de respecter les identités régionales qui en sont issues.

Toujours au nom du respect de cette identité, le GRECE a récusé la notion "d'occidentalisme", au point que certains "grécistes" sont allés jusqu'à des positions philo-soviétiques. Généralement toutefois, la plupart en sont restés à des conceptions d'Europe "Troisième Voie" contre l'emprise "Vodka-cola".

Ces différentes positions les ont amené à l'idée d'un axe nord-sud contre le phénomène culturel Est-Ouest issu de Yalta, et d'une solidarité géopolitique avec le tiers-monde. Le GRECE soutiendra quant à lui l'islamisme chiite de Téhéran. *"réaction positive d'un peuple face à l'impérialisme américain"*. Ce néo tiers-mondisme doit peu à celui de la gauche, issu surtout, selon eux d'un complexe de culpabilité.

En étant un peu rapide, l'idée de culpabilisation est d'abord pour le GRECE, la conséquence de 2000 ans d'idéologie judéo-chrétienne :

E litique

religion étrangère à l'Europe, base idéologique de l'égalitarisme ambiant et de ses corollaires : le libéralisme et le marxisme, la Nouvelle Droite la rejette au profit d'un néo-paganisme source de la civilisation indo-européenne. Idée, on s'en doute, mal vue des tenants de l'Occident chrétien.

A l'étranger, si les idées sont similaires, il y a bien sûr, du fait d'une culture nationale, accentuation sur certains thèmes. La "tradition" évolutive et la "culture européenne" sont ainsi plus présente chez les Italiens. Les Allemands de la Neue Rechte et les Belges Flamands d'EROE et Deltapers mettent l'accent sur la "Heimat" : le pays d'origine, l'enracinement ethnique et la région, et les valorisent comme petites unités conformes aux besoins de l'homme et comme subdivisions naturelles de la Nation. C'est donc tout naturellement que l'on verra la Nouvelle Droite Européenne soutenir les luttes de libération ethniques (ou "Volkisch") comme les cas Basque, Irlandais, Corse, Flamand...

Sous un verbiage socialiste ("*l'économie au service de l'homme*", "*solidarité avec les pauvres et les faibles économiques*"), la Nouvelle Droite exalte le pouvoir de l'élite organique contre celui de l'argent, le primat de la politique sans condition de la planification étatique. Théoriquement, donc, exit le capitalisme et surtout le libéralisme. L'histoire nous a déjà donné l'exemple de ce que devenait le discours anticapitaliste entre les mains des multiples partisans de l'ordre hiérarchique et anti-égalitaire.

L'Histoire, puisqu'on en parle, est passée elle aussi au tamis du révisionnisme. Pas tant le négationnisme d'ailleurs, laissé à une frange assez peu importante, que l'adaptation de l'histoire à une certaine vision du monde. Le meilleur exemple est la "découverte" d'une tradition antifasciste de droite sous les auspices des tenants de la "Konservative Revolution" de Weimar. L'attentat de Claus Von Stauffenberg contre Hitler en juillet 1944 en étant l'aboutissement. L'histoire est vraie. Il est non moins vrai que certains de ces hommes et pas des moindres, ont contribué par leurs

idées et leurs actions à l'armement intellectuel du nazisme (Rauschning - Moeller von den Bruck). Cela, la Nouvelle Droite a tendance à "l'oublier" : l'heure est à la "déculpabilisation". Il faut "faire un trait" sur les responsabilités de la "guerre civile européenne".

Des choix politiques diversifiés

Si dans un premier temps, le tout était de préparer intellectuellement les futures élites au pouvoir, le GRECE a bien changé depuis. La grosse campagne de presse déclenchée contre lui en 1979, et surtout ses positions philo-soviétiques l'ont à peu près isolé en tant que groupe. En 1985, une partie des tercéristes, autour de Guillaume Faye, s'associe avec le MNR de Malliarakis et les derniers vestiges du PFN pour fonder Troisième Voie : pour la première fois le métapolitique tente la création d'une Nouvelle Droite politique. Le GRECE se méfie traditionnellement de telles tentatives. Il est trop facile pour un parti de ne prendre que les idées, que ce dont il a besoin pour ses stratégies électorales. Il est vrai que "Troisième Voie" n'a pas de telles ambitions et peu donc garder, si l'on peut dire, une certaine pureté idéologique. L'accord durera peu, mais Troisième Voie restera le groupe politique le plus attaché aux idées de la Nouvelle Droite.

La branche dite Nationaliste Révolutionnaire Européenne a toujours été sensible aux influences néo-droitistes. La Nuevo Destra est issue de la mouvance "fascisme-mouvement" du Movimento Sociale italiano, le parti fasciste "institutionnel". En Allemagne, on appelle Neue Rechte toute la droite contestataire issue des années 60, des Nationaux-bolchéviques aux néonazis (insistons sur le néo). En Belgique, les amis de Robert Steuckers, d'EROE, de Deltapers et du Cercle Copernic nageront quasi-exclusivement dans des eaux assez brunes.

Il n'y a plus alors, comme au début, des stratégies cohérentes d'une nouvelle droite européenne. Ces opérations politiques sont plus le fait de groupes d'amis ou d'individus isolés ne parlant pas forcément au nom du GRECE, d'EROE ou de la Nueva Destra...

Depuis 1987 environ, la situation est encore autre. On assiste à la montée des grands partis de Droite Nationale : FN en France, REP en Allemagne, Vlaams Blok et FN belges, tandis que le MSI se maintient en Italie.

Partout, de grosses personnalités

de la Nouvelle Droite, oubliant les principes purement métapolitiques, s'y investissent. Pas des moindres : on peut citer Pierre Vial et Jean Varenne, tous deux anciens présidents du GRECE, Jean-Jacques Mourreau et Jean-Claude Bardet, anciens fondateurs chez les Belges, Robert Steuckers, disciple d'Alain de Benoist est l'invité permanent des réunions du Vlaams Blok ou de ses satellites comme le Voorpost. En Wallonie, son frère ennemi Roland Pirourd et René-Marc Mormont ont mis le Cercle Copernic au service exclusif du Front national belge, lui-même en passe de réunir quasiment tous les groupuscules wallons d'extrême droite. En Allemagne, le Pape de la Neue Rechte allemande, Armin Mohler qui est en contact avec tout le champ extrémiste de droite jusqu'à la CSU-CDU, a rejoint les Republikaners avec nombre de ses amis. Des ralliements qui ne font pas que des heureux : "les membres de la Nouvelle Droite peuvent avoir l'engagement politique qu'ils veulent, reconnaît Alain de Benoist. Mais je vois mal les animateurs d'une école de pensée décider subitement de faire autre chose que ce pour quoi ils sont faits (...) Un mouvement politique est en quelque sorte contraint au double langage : les nécessités de la propagande font loi. Une école de pensée ne peut, elle, avoir de double langage. C'est une question à la fois de liberté et de crédibilité. Vouloir faire en même temps, et au même endroit, de la politique et de l'idéologie, c'est se condamner par avance. Soit l'on fait un véritable travail de réflexion, et il ne faut pas alors envisager de faire une carrière politique, soit l'on satisfait ses ambitions, et le discours idéologique dégénère."

Si des Robert Steuckers n'ont jamais quitté le milieu de l'ultradroite, la plupart des autres sont rentrés stratégiquement au meilleur moment : celui où se créaient les commissions programmatiques des partis. Pierre Vial, Jean Varenne et leurs amis ont aussi intégré le Conseil scientifique du Front national, et animent les conférences mensuelles de l'Institut de Formation National. Ils écrivent aussi dans la revue Identité, "la seule revue qui fasse le pont entre les exigences de la réflexion et celles de l'action politique". Proche du FN, naturellement. Les conséquences d'un tel investissement ne sont pas minces.

A l'heure où tombent les gouvernements staliniens à l'Est, l'extrême droite perd un des seuls thèmes qui arrivait à regrouper l'intégralité de ses tendances, ô

combien variées. Outre l'intégrisme catholique, trop passéiste, et le maurrassisme, trop centré, seule la Nouvelle Droite offre un cadre théorique et idéologique cohérent, novateur et européen. Il serait bien évidemment trop rapide d'en conclure que le FN a rejoint totalement les thèses du GRECE. Les catholiques de Romain Marie, ainsi que les nationaux-libéraux du Club de l'Horloge mènent une guerre féroce à l'intérieur même du parti contre les "européens". Les comités Espaces Nouveaux et le journal Nationalisme et République, politiquement proches du GRECE, ont été récemment exclus. En contrepartie, le duel entre libéraux du Club de l'Horloge et anti-libéraux derrière Bordet et le subtil Mégret - ancien gréciste - semble tourner en faveur de ces derniers. Il ne fait toutefois pas de doute que du fait de leur cohérence, les idéologues issus de la Nouvelle Droite jouent un rôle prépondérant dans la formation des cadres du Parti.

Une internationale vivante

Au niveau européen comme au niveau français, on ne peut pas parler de stratégie suivie. Il n'en reste pas moins que leurs actions dans les partis dits de Droite Nationale peuvent avoir de sérieuses conséquences. Aujourd'hui, ces partis se retrouvent dans le Groupe des droites européennes au Parlement européen ou ils ont des contacts choisis avec des partis sans représentation. Mais chacun d'entre eux a une vision propre du nationalisme, et on ne trouvera pas grand chose de commun entre les Français, très jacobins, les Allemands ethnistes expansionnistes, les Flamands régionalistes ou les Italiens européenistes. Idem pour les mouvances qui les traversent. Si les Nouvelles Droites de chacun de ces pays arrivent à prendre le contrôle idéologique des partis, on risque à ce moment d'affronter une authentique internationale de l'extrême droite, puissante, riche, soutenue. Tel n'est pas le cas pour le moment.

En France, le GRECE en tant que tel continue à refuser toute participation politique, mais louche d'un œil intéressé vers les nouveaux mouvements sociaux, entre autres du côté des Verts.

Le phénomène n'est pas nouveau. Marco Torchi, "chef" de la Nuova Destra, tente depuis un certain temps de travailler avec les Verts Italiens et le groupe "Communismo e Liberazione", lié aux démocrates chrétiens.

Dans les années 70 en Allemagne, la toute nouvelle Neue Rechte avait tenté des accords avec les Grünen, sans succès et s'était intéressée aux nouveaux mouvements sociaux pacifistes et anti-nucléaires, allant jusqu'à des fusions droite-gauche. Une fois n'est pas coutume, c'est la gauche qui cette fois bénéficia des transferts de troupes.

Depuis peu, le "Pape" de la Nouvelle Droite européenne, Alain de Benoist, tente une telle jonction par l'intermédiaire de la revue Krysis sur l'idée que "les séparations sur le thème gauche/droite sont révolues". Y participent aussi bien des idéologues du GRECE, que des penseurs classiques de gauche comme Taguieff, Baudrillard ou Max Gallo, peu soupçonnables de sympathies pour les courants d'extrême droite. Le fait est que Krysis est parfois l'occasion d'empoignades d'intellectuels mémorables sur une durée de plusieurs articles.

La pratique d'ouverture du GRECE montre toute l'ambiguïté dont elle est capable. En Italie, la Nuova Destra est saluée par le philosophe communiste Cassimo Cacciario pour "rejeter la géographie politique conventionnelle". Il la reconnaît par ailleurs "non coupable d'entretenir des liens avec le passé et d'adhésion au totalitarisme".

Franco Ferraresi, grand connaisseur de cette mouvance, est beaucoup plus sceptique. "les topoï auxquels s'identifie le plus la droite réactionnaire de toujours sont systématiquement et sans aucune exception repris par la "nouvelle" droite : la tradition contre le progrès, la hiérarchie contre l'égalité, la loi d'un petit nombre contre la démocratie, la primauté de l'aristocratie sur les classes subalternes (en terme de valeurs comme en terme de pouvoir) et au bout du compte les mythes contre le logos (...). La rupture du dialogue d'Evola avait au moins le mérite de la franchise". Ces idées sont donc dangereuses. Dangereuses parce qu'efficaces.

Elles sont ouvertes. Elles prennent autant à la droite qu'à la gauche et adaptent les thèmes de cette dernière à leur problématique. Elles ont le vide en face d'elles. Les valeurs dites "de gauche" n'ont plus aucune signification dans le système du gouvernement "socialiste" qui promet la culture Jack Lang, l'engagement spectacle de SOS Racisme et les Droits de l'Homme comme simple vitrine idéologique.

La Nouvelle Droite est un défi intellectuel et politique. Elle nous force par son existence même à retrouver ou rechercher nos valeurs. A ne plus les laisser tomber sans rien dire entre leurs mains avec le prétexte : "ne disons plus

ceci, ne faisons plus cela, ça fait leur jeu".

Apprendre à combler nos vides théoriques, nos lacunes, reconstruire une théorie radicale avec comme base la Liberté, l'Égalité, la Solidarité, voilà ce qu'il nous faut faire. C'est immense et c'est long...

L'aphrodisiaque brunâtre...

L'attrait qu'exerce la Nouvelle Droite sur la classe intellectuelle est indéniable. Gallo, Taguieff, Karenooh, pour n'en citer que quelques-uns sont des collaborateurs assidus ou occasionnels de la revue d'A. de Benoist Krysis. La fascination des idées d'extrême droite sur une partie de l'intelligentsia de gauche ne date pas d'hier. Dans les salons à la mode où l'on cause différentielisme, ethnicité, identité, la confrontation entre deux modes de pensées a priori que tout devrait opposer se fait en échanges feutrés, pendant que dans la rue, les adeptes des premiers appliquent les bonnes vieilles méthodes de la ratonnade et de la haine anti-immigrés.

Comme en ce qui concerne le révisionnisme/négationnisme, ce besoin existentiel de certains militants d'enfourcher les chevaux de bataille d'un radicalisme de l'esprit autour de mots et de concepts, acceptant de cautionner et légitimer des théories dont le FN et autres groupuscules fascistes se font les portes-paroles politiques, a de quoi nous inquiéter.

Que les valeurs d'égalité, de solidarité, d'entraide entre les individus et les peuples soient aujourd'hui galvaudées et jetées aux oubliettes par les Partis de "gauche", on peut en convenir. Mais qu'ils faillent aller chercher à l'extrême droite un remontant et un réconfort ressemble fort à une gageure et à une fuite en avant qui dans l'Histoire a déjà des précédents.

Et pour reprendre Frantz Fanon qui écrivait dans son combat pour la décolonisation et la liberté : *"L'humanité attend autre chose de nous que cette imitation caricaturale de l'Europe... Si nous voulons que l'humanité avance d'un cran, si nous voulons la porter à un niveau différent de celui où l'Europe l'a manifestée, alors, il faut inventer, il faut découvrir... Pour l'Europe, pour nous-mêmes, et pour l'humanité, il faut faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf."* Cette recherche au jour le jour d'une société émancipée et libre se fait avec nos frères d'où qu'ils viennent et où qu'ils soient. Pas avec nos ennemis ! ◆

La Nouvelle Droite en Allemagne

Comprendre l'Allemagne de 1991, comprendre le développement de la xénophobie en son sein doit se faire à partir de plusieurs éléments. Ici, nous abordons le travail idéologique fait par la Nouvelle Droite, tout en sachant que l'exclusion économique et le chômage qui frappe des centaines de milliers d'ex allemands de l'Est est un facteur politique déterminant de la situation actuelle.

Nouvelle droite. Sous cette appellation se regroupaient au début des années 70, les fascistes et les réactionnaires pour qui, la politique et la stratégie de la "Vieille droite" était un échec. La "vieille droite", principalement incarnée par la mouvance autour du NPD (Parti nationaliste d'Allemagne), devait surmonter sa crise et être modernisée. Les idéologues de la Nouvelle Droite ont proposé des concepts stratégiques et politiques qui ont pris aujourd'hui des contours dangereux.

Les organisations fascistes et leurs représentants correspondaient assez bien à leurs racines jusqu'à la fin des années 60, début 70. Que ce soit au niveau du programme ou des personnes, ils venaient des pots de chambre du National-fascisme desquels coulaient encore abondamment après 1945, la merde brune.

Avec la fondation en 1964 du Parti national démocrate d'Allemagne (NPD), les anciens et les néo-nazis avaient créé l'organisation la plus populaire depuis 1945. L'échec du NPD aux élections fédérales (pour le Bundestag) en 1969 (4,3%) fut l'occasion pour les principaux idéologues fascistes et nationaux-conservateurs de faire part de leur rejet de la théorie et de la pratique politique qu'ils menaient jusqu'alors. Ce tournant marque la date de naissance de la Nouvelle Droite.

"Nouvelle Droite" : un fascisme modernisé

Il s'agissait de réaliser un concept idéologique embrassant un vaste champ, un large sommaire qui pouvait être utilisé pour tous les domaines politiques et sociaux : la "Nouvelle Droite" comme courant politico-culturel.

La "Nouvelle Droite" se regroupa en deux courants politiques essentiels. L'un est celui des fascistes nationaux-révolutionnaires, qui font propagande pour une "communauté populaire", dont la base est

l'homme biologique : les faits et gestes sont déterminés par les pulsions, les instincts, la race, le sexe, l'évolution. L'autre courant, soutenu par les idéologues nationaux-conservateurs, a amorcé un combat contre la "décadence des valeurs" et s'appuie sur "l'allemanitude" (comme négritude, corsitude : exaltation de valeurs supposées propres à un peuple, une race), et l'échelle des valeurs de la "Révolution conservatrice" au temps de la République de Weimar.

Ces deux courants sont justement connus à l'époque de Weimar, comme précurseurs et porteurs du nazisme. Ce qui autrefois les unissait, le combat contre la juiverie nationalo-bolchévique, les unit encore aujourd'hui.

Pourquoi alors une "Nouvelle Droite". Les propagandistes de la nouvelle orientation sont certes clairement liés aux traditions fascistes et réactionnaires des nazis, mais ils se distancient nettement du fascisme hitlérien et ne font plus parti des négationnistes indécorables du crime nazi (le mensonge d'Ausch-

witz, etc.). Cela tient à leur "image du monde réaliste" selon laquelle on ne peut plus créer un État d'après l'idéologie nazie de l'holocauste et encore moins gagner à ses idées une base populaire. Cela tient d'autre part à leur estimation des rapports avec la Realpolitik qui constitue la base d'une de leurs tâches avec principalement : le développement d'un "nouveau nationalisme". La propagande pour le "nouveau nationalisme" commença bien avant la formation de la "Nouvelle Droite". La victoire militaire sur le fascisme en Allemagne, la libération du nazisme et les événements de la seconde guerre mondiale changèrent le paysage politique mondial. Le "vieux nationalisme", qui était responsable de ces événements fut redéfini par la droite juste après 1945. Il était considéré comme "historiquement dépassé".

Le but de la nouvelle définition du nationalisme allemand était (et est) de justifier au fond, le nationalisme en tant que tel et de rendre à nouveau possible les résultats de la seconde guerre mondiale, pratique-

HENNING EICHBERG : tête idéologique de la Nouvelle Droite

Henning Eichberg, qui vit aujourd'hui en "exil" au Danemark est considéré comme un des idéologues de la Nouvelle Droite. Son livre "Nationale Identität" (Identité nationale, écrit en collaboration avec la "Commission politique universitaire des différents syndicats (associations d'étudiants allemands et l'Association de soutien aux publications conservatrices) est considéré comme le livre de référence de la Nouvelle Droite.

Son influence idéologique s'étend bien au-delà des organisations nationalistes-révolutionnaires ou conservatrices. Il parviendra à prendre la parole dans des journaux de gauche. Tout commence par un débat en 1978 (dans le journal "dasda-avanti" avec Rudi

Dutschke sur la "question nationale". Puis Eichberg prend la parole dans le magazine "pal extra", dans la Strassrevue alternative de Francfort, dans Plasterstrand et Asthetik und Kommunikation où l'on trouve des interviews et des articles de lui. On peut résumer en disant que la persévérance d'Eichberg à garder des concepts socialistes fut payants.

Le secrétaire général de Nouvelle Ecole, l'organe théorique de la plus importante organisations française de la Nouvelle Droite, le GRECE, en RFA, François Xavier Dillmann considérait, dans un article sur la Nouvelle Droite en RFA, Henning Eichberg comme l'un des défenseurs les plus importants de "l'identité nationale".



ment et idéologiquement : la reconstitution de l'« Empire allemand ». De la nouvelle théorie du nationalisme qu'ont développé les conservateurs ainsi que les fascistes est née l'idée d'une « troisième voie » : politiquement une voie entre le capitalisme et le communisme (géographiquement concernant toute l'Allemagne), une voie entre l'Ouest et l'Est.

La stratégie

Pour la « Nouvelle Droite » comme nous le disions, il s'agit, surtout d'une influence idéologique. Et pour ce, on n'a pas besoin d'un parti ou d'une organisation. Comme sous la République de Weimar la « Révolution conservatrice », la Nouvelle Droite est marquée par ses idéologues intellectuels. Dans les forums, les séminaires, les publications, les livres, ils essayent (avec succès) d'influencer et de changer les façons de penser et la Weltanschauung (vision du monde). Le but déclaré est d'atteindre l'« hégémonie culturelle », une théorie du marxiste italien Gramsci développée sous la perspective de la gauche. C'est-à-dire qu'ils veulent faire rentrer dans la tête des gens, dans les consciences, leur idéologie pour mieux miner le climat social et politique dans leur sens.

Puisqu'un parti ne suffit pas à notre époque pour atteindre ce but, la fondation d'un parti n'est absolument pas envisagé. Au lieu de ça, ils essaient d'agir directement dans les groupes sociaux existants et sur les groupes politiques ou de l'extérieur. Ainsi, ils tirent les conséquences de l'essai raté de la « Vieille droite » d'établir un parti d'extrême droite après 1945.

Ceci n'est cependant pas en contradiction avec le Parti des Republikaner, fondé en 1983 et qui a clairement surgi de la mouvance

de la Nouvelle Droite. Le parti du SS Schönhuber récolte les fruits de la stratégie de la Nouvelle Droite. Il fait partie de la Nouvelle Droite et, est naturellement soutenu par elle, idéologiquement et personnellement. Mais sa fonction consiste surtout, en tant que sorte d'organisateur d'avant-garde, d'accélérer la droitisation des partis établis et de favoriser le processus de la banalisation des idées d'extrême droite qui présente grosso modo le même projet d'avenir que la « Nouvelle Droite ».

Le succès électoral des Repts et la reprise presque mot à mot de revendications populistes par les partis établis (législation sur le droit d'asile « L'Allemagne n'est pas un pays d'immigration ») indiquent de façon effrayante à quel point la stratégie de l'hégémonie culturelle - l'évolution de la droite dans les têtes - a fait des progrès.

La stratégie a plusieurs voies peut s'appréhender plus concrètement encore quand on éclaire ses effets à la lumière du nouveau nationalisme, de son influence sur la politique du gouvernement, c'est-à-dire la politique CDU/CSU.

Du nouveau nationalisme à la nouvelle droite

La « communauté allemande » (D.G) fondé en 1949 fut la base dans le domaine des partis politiques du nouveau nationalisme en RFA. Le parti nouveau-né fut créé par August Hauzleiter, l'adjoint du président de la CSU bavarois. D'après le programme présenté par la D.G., un empire allemand devait être créé sur des « bases populaires ». Le programme contenait une grande partie de l'idéologie que l'on retrouve dans le courant national-révolutionnaire de la nouvelle droite. Ainsi, il

présentait la théorie de la troisième voie entre les deux superpuissances ainsi qu'un soi-disant « nationalisme de libération ». Une des conséquences de cette politique pour la D.G. fut de soutenir les mouvements de libération nationale dont le combat anti-impérialiste était comparable à celui de l'Allemagne divisée. En mai 1965, la DG s'unit avec un Parti allemand de la liberté (DFP) et une partie du Rassemblement unitaire allemand (VDNV) pour former la communauté d'actions des allemands indépendants (AUD). Plus tard, quand se formera la Nouvelle Droite, l'AUD sera considéré comme un précurseur important.

L'AUD s'oppose au « vieux nationalisme », dont les représentants six mois plus tôt dans le NPD, avait appelé de leurs vœux, l'organisation d'un parti. Les différences de contenu entre l'AUD et le NPD ne les empêchèrent cependant pas de collaborer : la même année encore, ils discutaient d'une alliance électorale qui cependant ne se fera pas. Au milieu des années 60, ils cherchèrent à entrer en contact avec le mouvement étudiant. L'AUD s'offrit à l'opposition extra-parlementaire (« dirigée » par Rudi Dutschke ce qui échoua également). Elle garda son orientation sur ce groupe politique-cible. Après l'effondrement de l'opposition extra-parlementaire, elle trouva comme nouveau groupe cible les initiatives naissantes de citoyens pour l'environnement. En la personne de Wolf Schenkel (mort) et de Wolfgang Vernohr, (deux têtes idéologiques de l'actuelle nouvelle droite), leur politique de groupe-cible les amena à la fin des années 70 à être cofondateur du parti des Grünen.

Les deux organisations importantes constituées en parti politique de la troisième voie fut la « Fédération pour un renouvellement de l'Allemagne » (BDE) fondée en 1948 par des partisans de Otto Strasser, de laquelle sortira en 1954 l'Union Sociale allemande (DSU). Otto Strasser, dont l'entrée en RFA fut interdite jusqu'en 1955 avait déjà envoyé en RFA de son exil canadien une circulaire pour « le renouvellement de l'Allemagne » pour rassembler ses partisans. Dans sa « circulaire », il appelait au « solidarisme » dont la forme d'organisation de politique intérieure correspondait à une conception sociale - biologique - organique. L'idée d'une élite portée par l'Etat opposée au système démocratique pluraliste. En politique extérieure, il proposait une Allemagne neutre et armée, dans une Europe libérée, une « fédération européenne » avec le « tiers monde » comme « base de matière première ».

Formation de la Nouvelle Droite

Que les représentants du "Nouveau nationalisme" s'organisent de façon autonome ne signifie pas qu'il y ait eu rupture totale avec le "Vieux nationalisme". C'était surtout des différences de "contenu" qui différençaient les courants fascistes les uns des autres. Avec un nombre de membres qui est allé jusqu'à 25 000 le NPD organisait les extrémistes de droite de presque tous les courants.

Leurs orientations traditionalistes en tant que "vieille droite" n'empêcha pas la "Nouvelle Droite" de collaborer avec ce parti; bien au contraire, elle trouvait un de ses champs d'agitation les plus importants.

Henning Eichberg, membre de l'ANR - Action Nouvelle Droite créée en 72 d'une scission avec le NPD - rédigea la déclaration contenant les points d'orientations les plus importants de la Nouvelle Droite. La réalisation d'un "nouvel ordre", d'un "socialisme européen" avec une orientation anti-marxiste et anti-capitaliste; pour une "communauté de performance" et contre "l'idée d'égalité" pour des raisons sexistes et racistes; pour un "nationalisme de libération anti-impérialiste"; contre le "changement d'éducation", et pour la création d'une "nation européenne". La déclaration de principe d'Eichberg visait à développer à long terme une idéologie qui saurait gagner les jeunes. Dit crûment que la jeunesse allemande soit à nouveau fière d'être allemande (dans le sens que lui donne la droite. Ou comme un Gerd Waldmann le transcrivait en 1969 dans le mensuel fasciste "Nation Europe" (Nation Europa): "Avec les moyens de la gauche, nous devons déplacer l'agitation gauchiste vers la droite. A droite, ça doit vouloir dire à l'avenir: pas réactionnaire, mais progressif; pas

bourgeois, mais dans le sens d'un nationalisme moderne européen".

Précurseurs français

Le rapprochement avec d'autres intellectuels de droite s'est fait entre autres avec Eichberg qui a fréquenté l'école de la "Nouvelle Droite" française. Des idées nationales révolutionnaires se confrontent dans un sens positif directement avec des idées archi-conservatrices.

Ainsi les idéologues nationaux-révolutionnaires tarabustent les conservateurs pour une modernisation de leurs concepts politiques. L'organe intellectuel de la Nouvelle Droite ouest-allemande "Criticon" se distingue particulièrement dans ce domaine: "conservateur, critique, constructif", le "Criticon" fait le plus gros travail dans le domaine du rapprochement de toutes les nuances de droite. Depuis 1971, Eichberg fait partie des rédacteurs de "Criticon", qui entretient d'étroites relations avec les représentants de la Nouvelle Droite française. Le journal paraît depuis 1970 et est édité par Caspar von Schrenck Notzing (gros actionnaire de WMF et de BASF). Ici se forme le cercle de tous ce que la Nouvelle Droite compte de penseurs importants.

Armin Mohler, né en Suisse, qui offrit ses services aux nazis comme volontaire, en est le rédacteur en chef. Mohler était le secrétaire privé d'Ernst Junger. De 1964 à 1986, il était le PDG de la fondation Carl Friedrich von Siemens appartenant à un Konzern dont le comité de direction est formé de topmanagers. Il est considéré comme "révolutionnaire-conservateur", alliant les théories sus-citées de la "Révolution conservatrice" de la République de Weimar avec les théories de la Nouvelle Droite. Son engagement particulier a été la collaboration de la "Nouvelle Droite" avec "Die Neue Rechte" (la Nouvelle

Droite allemande) en RFA. Il est également fondateur du GRECE. Il ressort de la documentation parue pour les 25 ans d'existence de la fondation Siemens, qu'il s'est questionné spécialement sur le thème du fascisme. La fondation s'intéressait particulièrement à l'utilité des concepts pour réformer l'idéologie fasciste. Mohler a bien sûr apporté une petite contribution.

Il soutient à fond le pendant allemand du GRECE, l'usine à penser néo-fasciste de Pierre Krebs, le "Thule Seminar" (séminaire de Thulé fondé en 1980) que Mohler définit comme un "courant porté par des jeunes gens sans complexe". Il prend souvent la plume pour écrire dans le journal "Elemente" (Elements) qui est édité par le séminaire de Thulé. Enfin, Mohler est un partisan des Républicaners, considérés comme une variante populiste de la Nouvelle Droite.

Le Dr Armin Mohler a fondé en 1983 le "Deutschland rat" (le conseil de l'Allemagne) avec F. Schönhuber, Dr Bernard Willms, Dr Wolfgang Seiffert, Dr Helmut Dinwald, Dr Robert Heff et le Dr Hans Joachim Arndt qui selon Criticon, "s'est tenu en tant que publiciste ces dernières années au premier plan dans la discussion sur "l'identité allemande". Ce "conseil" réclamait dans une campagne d'annonces de décembre 1983, la "décriminalisation de notre histoire, comme préalable à une conscience naturellement compréhensible".

Comme point central d'une campagne nationale apparue au public au milieu des années 80 grâce aux représentants de la Nouvelle Droite, on trouvait la "reconstitution de l'Allemagne". En février 84, une large coalition de nationaux-révolutionnaires et conservateurs théoriciens en appelait au gouvernement de Bonn et Berlin-Est et aux mouvements pacifistes dans tout le pays" et déclarait que la solution "de la question nationale chez les allemands était un véritable devoir révolutionnaire pour tous les Européens" pour "le sauvetage de l'humanité".

Le processus de "décriminalisation" de l'histoire allemande a un pris un nouveau départ avec la Wendepolitik (politique du virage) de Bonn et trouve dans le développement politique actuel de plus en plus de supporters. La "discussion" autour de "l'identité nationale" des Allemands - un concept politique de la nouvelle droite - a furtivement fait son chemin et se tient au centre du débat sur une "Europe des peuples libres" ou une "Europe des patries" comme on disait dans "l'armée européenne" des Waffen SS d'Hitler. ◆

L'Association du Séminaire de Thulé

"A l'heure actuelle, le gouvernement fédéral ne dispose pas d'éléments permettant de qualifier le Thulé-Seminar d'extrême droite". Carl Dieter, secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur de RFA en 1989.

En examinant le contenu idéologique, nous n'avons plus aucun doute. Le cercle intellectuel qui se cache derrière le séminaire se réfère, comme les nazis, aux penseurs européens Ernst Junger, Nietzsche, Car Schmidt, Arnold Gehlent, etc. Selon la règle du Thulé-Seminar, ne peut appartenir à l'organisation "que ceux qui ont

faire preuve d'un militantisme conséquent pour le Thulé-Seminar".

Le cercle fondé par Pierre Krebs et soutenu par Mohler se définit comme "Neue Schule (Nouvelle Ecole) et est une branche du GRECE français. De même que la "tête de la Nouvelle Droite en France, Alain de Benoist, Pierre Krebs publie le journal "Elements", un organe théorique qui sert de lien aux droites européennes. Le journal paraît en Angleterre sous le titre de "The Scorpions, en Italie (Elements), en Belgique (L'Anneau) et en Espagne.

Skins à l'Est

Il n'y a pas que dans l'ex-RDA que les fachos attaquent les résidents étrangers ou les minorités. Il ne se passe pratiquement pas une semaine sans que les Vietnamiens ou les Tziganes ne soient agressés en Tchécoslovaquie, le plus souvent par des groupes de skins.

Un journaliste de *Lidové Nořmũ* en a interviewé quelques-uns. Loin d'être isolées les opinions qu'ils expriment reflètent les certitudes et les phobies importantes de la population tchécoslovaque. L'idée que Vaclav Havel est un millionnaire ou un franc maçon entouré de conseillers juifs est constamment agitée par la presse à

beaucoup de jeunes qui nous font honte. Nous on est tous du même troquet. On n'est pas organisés. Ceux qui portent un calice (symbole du mouvement politico-religieux Tchéque des Hussites, début du XV^e), il a été adopté par certains groupes skinheads comme symbole nationaliste).

"Ce ne sont pas des skins, c'est une invention du chanteur du

et la police fait semblant de ne pas les voir. Quand un Etat est incapable de se faire respecter, faut pas s'étonner que les skins s'en mêlent. Nous ce qu'on veut, c'est que quelqu'un commence à s'en occuper sérieusement. Tu crois qu'un type bien habillé, avec son argent dans la poche, peut traverser la place Venceslas tôt le matin sans avoir peur ? Si il y avait un peu d'ordre



ici on arrêterait sans doute notre mouvement. Mais il y a peu de chances que ça arrive. Les touristes, on les agresse presque jamais. Y faut vraiment qu'il y en ait qui nous cherchent. Et les étudiants étrangers ? Qu'ils restent chez eux, ils ont leurs écoles. Nous on va pas chez eux. Personne n'a jamais gueulé "Heil Hitler" dans un concert comme on l'a écrit dans un journal, personne ne se le permettrait. Mais "Sieg Hiel" ça oui, c'est une forme de salut international.

"Les punks dorment dans les égouts, ils se droguent et ils se lavent pas. Ils veulent l'anarchie. Si seulement les gens se

sensation et le populisme xénophobe dépasse largement les rangs des partisans de Sladek, le Le Pen tchéque dont le Parti "Républicain" recueille désormais plus de 7% des voix dans les sondages.

"Des copains ont trouvé dans un journal anglais un article sur les skins avec comme titre "Des épines dans le velours de la révolution de Havel". Pourquoi nous, pourquoi pas les Tziganes de la place de Venceslas ou les punks ? Nous ne sommes pas membres du "mouvement" skinhead qui a pu inventer une connerie pareille ? Nous sommes simplement des skinheads. Des crânes rasés, y en a un bon paquet à Prague. Mais des vrais skins, ceux qui font ça depuis six ou sept ans, y'en a peut-être une dizaine. Y suffit pas d'avoir le crâne rasé, un blouson et des docs martens pour être un skinhead. Y'

groupe de rock Orlik (équivalent tchéque de Screwdriver et membres du Parti Républicain).

Un calice comme symbole, quelle connerie, où c'est qu'il y a des skins qui portent ça dans le monde ? En quoi on est différent des organisés ? Je te donne un exemple : on est train de se faire un Tzigane et y un blanc qui vient à son secours, on lui fout sur la gueule à lui aussi, pour qu'il se rende compte de la connerie qu'il vient de faire. Tandis que ceux du calice, ils essaieraient de lui expliquer. Mais il y a rien à expliquer. Un skin peut pas passer son temps à arrêter tous les bronzés et à leur demander "T'as déjà agressé quelqu'un ?" Alors on se bastonne préventivement. Si les Tziganes se plaisent pas ici, ils peuvent retourner en Inde. Ils font que voler et faire du trafic. Les Arabes jouent au football sur la zone piétonnière

rendaient compte de ce que ça veut dire, la liberté totale. Y faut bien aller bosser non ? Les punks ont un canard où ils publient nos adresses. Le jour où on trouve leur rédaction, on casse tout. Y a aussi les Red skins, qui ont des blousons rouges. C'est des communistes. Ils jouent au service d'ordre, c'est un peu le contraire des skins. Heureusement, à Prague, y en a pas beaucoup. Chez les skinheads, il n'y a pratiquement pas de puceau. On a une bande de copines qui viennent régulièrement avec nous au troquet. Elles ont du fric, et il y a des gars qui couchent avec elles pour qu'elles leur payent la bière. On n'a pas peur du Sida on a ce qu'il faut au troquet. Sérieusement les filles nous intéressent pas trop. Pour nous c'est un truc secondaire. Il y a des gars qui "consomment" beaucoup mais ça dure jamais très long-

temps. Il y a en qui vont toujours avec la même, mais c'est rarement une skinhead. Les skins sont pour une vie bien rangée. D'ici 3 ou 4 ans, vers les 23 ans, on est pour se marier et avoir deux enfants. Et puis rester skin évidemment.

"On est pour la droite, mais on n'aime pas trop Sladek, c'est un carriériste. C'est pas parce qu'il a quelques skins autour de lui qu'on est tous pour lui. On aime pas non plus Havel. Il aurait pas dû faire cette amnistie quand il a été élu. Il fait pas sérieux pour un président. Tu as déjà vu un président qui visite une ferme et qui se marre en voyant les vaches ? Et puis c'est un millionnaire. Qui on aime bien ? Peut-être le ministre des Finances Klaus ? Ce qui nous fait le plus mal ? A part la mort d'un de nos copains qui a été assassiné, c'est le fait que la société blanche ne nous comprenne pas. On veut protéger les honnêtes gens des Tziganes et des trafiquants, y compris des blancs. Et puis on a horreur du désordre."

No comment. ♦

Les "droites" soviétiques

En Union Soviétique, la séparation entre les mouvements de "gauche" et de "droite" est très particulière. Par exemple, le peuple soviétique peut facilement appelé "gauchiste" quelqu'un qui est contre la "partitariat" communiste, alors que bien souvent la personne est tout simplement en faveur d'un type de société occidentale telle l'américaine ou d'Europe occidentale. En Union soviétique, les groupes de droite soutiennent les idées conservatrices, c'est-à-dire le système de parti unique gouvernant le pays sans participation du peuple dans ce même gouvernement (ils ne sont pas unanimes sur ce point). Ils s'unissent souvent sous le slogan de la "lutte contre la conspiration secrète sioniste internationale ou contre la conspiration juivo-maçonnique".

Pamiat est le plus connu de ces groupes. Aujourd'hui, il est secoué par plusieurs scandales (corruption de certains de ses leaders). C'est un mouvement séparé en plusieurs groupes dont les directions sont divergentes.

L'unité se fait autour :

- de l'établissement d'un Etat russe et la renaissance de la religion orthodoxe comme nécessité pour faire revivre la vie spirituelle parmi le peuple russe.

- l'idée de sobornost ("communauté de pays"), c'est-à-dire mettant tous les territoires de Russie sous une seule autorité et sous une seule idéologie;

- une structure familiale traditionnelle où le rôle de meneur est assuré par le père;

- démasquer la "conspiration juivo-maçonnique".

Leur antisémitisme est public et revendiqué. Ils est un de leurs principaux points de propagande.

A côté de Pamiat, ils existent d'autres groupes comme :

- L'Union pour la renaissance spirituelle de la mère-patrie né au mois de mars 1989;

- Le Parti pour la renaissance de la Russie qui a tenu son premier congrès en mars 1990. Il est contre le capitalisme qu'il attribue aux Juifs. L'adhésion est ouverte sauf aux juifs.

L'éclatement de l'Union fait apparaître de nouveaux groupes nationalistes dans toutes les républiques.

La crise économique qui bat son plein est un atout supplémentaire pour les groupes de droite et la restauration d'un pouvoir fort et dictatorial.

Extrait du bulletin du SMOT n° 4



Flambée de racisme dans l'ex-RDA

Cet interview de Licinio Azevedo, journaliste à la télé mozambicaine réalisé cet été donne une idée de l'ambiance raciste qui règne aujourd'hui dans l'ancienne RDA. Les Mozambicains ont dû pour la plupart partir, victimes d'attaques xénophobes de la part des skins et du rejet de la population. Ils étaient près de 20 000 avant la réunification à être venu s'installer dans le cadre des accords de coopération entre le Mozambique et la RDA - pays "socialistes" -, comme les Vietnamiens.

Ute Zurmühl. - Vous avez tourné ces deux dernières semaines un film sur l'ancienne RDA, quelle est l'idée de base du film ?

Nous avons tourné ce film pour la télé mozambicaine et Chanel 4 (télé britannique). C'est l'histoire d'un voyage dans 4 pays, vu au travers des yeux de quelques-uns des 18 000 mozambicains qui ont travaillé en RDA. Je dis 4 pays parce qu'en partant, ces mozambicains ont quitté un pays encore socialiste, le leur, sont arrivés dans un autre pays socialiste, la RDA. Puis ils ont vécu tous ces changements en RDA, et lorsqu'ils l'ont quitté, ils ont quitté un troisième pays : l'Allemagne. En rentrant chez eux, ils sont arrivés dans un 4e pays, un Mozambique complètement changé. Nous voulons raconter l'histoire de quelques-uns des 18 000 mozambicains, leurs expériences culturelles et les rapports humains, mais aussi leurs problèmes économiques, leurs désirs, leurs rêves et évidemment comment ils ont fait et font face à ces 4 pays.

Quels étaient les conditions de tournage ?

Nous avons rencontré des choses très diverses. L'ambiance dans les entreprises est très tendue, les relations entre eux et leurs supérieurs allemands sont plus que difficiles. On leur fait toutes les tracasseries imaginables, cela va parfois jusqu'aux agressions physiques. Pour ce qui est des allemands avec lesquels nous avons eu à faire pendant le tournage, on ne peut pas faire de généralisation, mais ce n'était pas évident. Nous nous sommes trouvés plusieurs fois dans de délicates situations, par exemple au contact de skinheads et de néonazis. Dans la rue ou dans les restaurants aussi, nous avons vécu à nos dépens les multiples ambiances de l'agression que les Mozambicains subissent quotidiennement. Ainsi, on nous lançait souvent dans le dos dans les rues de Leipzig, de Dresde, des "Shweisse" et autres injures que nous ne comprenions pas.

" R a u s " (dehors) et "Schweisse" (merde) font partie des quelques mots allemands vite appris. En voiture aussi, nous les avons souvent entendus. Notre réaction était pour la plupart du temps de rire, ce qui rendait les gens encore plus furieux. De cette façon, nous pouvions

escamoter puisque nous gardions nos distances avec le pays et les gens, et nous considérions cela de l'extérieur comme quasi-provisoire. Pour les Mozambicains qui doivent vivre quotidiennement avec cette violence, c'est évidemment autre chose. La situation la plus précaire a été vécue à la gare de Dresde. Nous voulions filmer la violence des skins et néonazis contre les Vietnamiens qui achètent dans la gare. Nous n'étions que deux, les deux "clair de peau", pour ne provoquer personne et ne pas nous mettre en danger. Nous avons filmé de très loin une scène où des skins donnaient des tapes amicales sur les épaules des agents de police des chemins de fer dans une ambiance très calme, ces mêmes skins qui peu avant avaient attaqué les Vietnamiens. (...) Nous rangions notre caméra car nous avons peur. Puis soudain sont apparus des policiers, apparemment une patrouille. Nous avons été soulagé parce que nous pensions qu'ils venaient nous protéger... Ils nous ont pris rudement par le bras, nous ont enlevé notre équipement, nous ont arrêté et ont commencé à gueuler... A la présentation de notre autorisation officielle de tournage, ils n'ont presque pas réagi. Nous n'avons été libéré qu'une heure après.



Comment les Mozambicains avec qui vous avez parlé en Allemagne voient leur avenir ?

Les milliers qui vivent encore ici veulent y rester, ils ont beaucoup de courage. Pour eux, c'est un peu comme la vie difficile en Afrique du Sud. Les pères de nombreux mozambicains qui vivent ici comme travailleurs immigrés étaient autrefois ouvriers sous contrat dans les mêmes conditions qu'en Afrique du Sud. Ils ont une longue expérience derrière eux : celle de la violence des blancs contre les noirs. La question de savoir s'ils veulent retourner au Mozambique se pose évidemment pour eux, essentiellement en termes de problèmes économiques : des Mozambicains revenus au Mozambique, 90% sont chômeurs, souvent depuis plus d'un an. Au Mozambique, c'est toujours la guerre et trouver un emploi est presque impossible.

Ce qui m'a particulièrement frappé pendant le tournage, c'est l'indifférence et l'insouciance du peuple allemand. Cela peut devenir très dangereux si ce phénomène incontrôlé de violence s'accroît. ♦

Réalisée par Ute Zurmühl, collaboratrice du WFD ev.

RFA : une lutte antifasciste autonome

La réponse de l'Etat allemand aux attaques de skinheads, au racisme est similaire à la France : on prévoit la restriction du droit d'asile et un contrôle renforcé de l'immigration. Les quelques manifestations de la "gauche traditionnelle" allemande qui ont lieu ces dernières semaines n'ont pas eu pour objet d'organiser la défense des réfugiés. Seuls les éléments les plus radicaux ont organisé l'auto-défense et une présence effective auprès des immigrés.

Nous occupons depuis aujourd'hui (24-10-91), le bureau de l'ASTA (représentation étudiante NDLR), plusieurs salles et amphïs de l'Université technique de Berlin. Le but de cette action est de créer un centre antifasciste dans lequel les réfugiés puissent avoir un lieu d'accueil avec des possibilités de trouver de l'aide et s'entraider. Dans une seconde période créer un centre où des activités antiracistes diverses puissent être coordonnées et organisées.

L'occupation de ces locaux est pour nous la suite logique de nos actions passées et de la situation actuelle des réfugié(e)s et des immigré(e)s à Berlin et partout ailleurs.

Dans les semaines précédentes, nous avons surtout soutenu les réfugiés qui ont fui Hoyerswerda (ex-RDA) pour Berlin. Après de multiples hésitations et seulement sous la pression publique, le Innenminister de Berlin (sorte de ministre de l'intérieur) a expliqué que, de ces réfugiés de Hoyerswerda, seuls pourront rester à Berlin ceux qui y ont déposé leur demande d'asile politique. Concrètement, cela signifie que même pas la moitié des réfugiés qui ont fui Hoyerswerda pourront rester à Berlin, et plus de la moitié seront expulsés de Berlin.

Les réfugiés exigent de pouvoir tous rester à Berlin et d'obtenir un statut légal. Nous les soutenons dans ces revendications.

Hoyerswerda n'est malheureusement pas un cas isolé. Depuis longtemps, des immigré(e)s ont fui beaucoup d'autres endroits pour venir à Berlin devant les attaques racistes et les menaces réelles pour leur vie, et beaucoup d'autres devront encore venir. Forcés de vivre dans l'illégalité, sans aucun soutien officiel et ignorés de l'opinion publique, ils vivent constamment dans l'insécurité.

Le même destin menace des mil-

liers de réfugiés à Berlin, dont l'autorisation de séjour expire en novembre et qui doivent ensuite s'attendre à une expulsion brutale.

A cela s'ajoutent encore les réfugiés qui, contre leur volonté sont "déportés" des Waterloowyer (bureau d'aide aux immigrés NDLR) dans des villes de l'ex-RDA. Nous avons réussi en partie à ralentir ces "déportations" par des blocus et des protestations, mais nous n'avons pas pu les empêcher entièrement.

Conférence de presse de la Coordination des groupes de réfugié autonome à Berlin

Au moins depuis les pogroms de Hoyerswerda, et vu les attaques quotidiennes contre les réfugié(e)s et les immigré(e)s dans tous les Länder allemands, le droit de l'Etat à disposer arbitrairement des réfugiés est pour nous caduc.

Ceux qui refusent aux réfugié(e)s de Hoyerswerda, le droit de rester à Berlin et soutiennent la pratique des "déportations" forcées, l'expulsion de milliers de réfugiés, sont les mêmes qui, par leur politique méprisante vis-à-vis des individus et leurs provocations publiques portent une grande part de la responsabilité des persécutions racistes devenues quotidiennes.

Par notre occupation, nous voulons créer un signe de solidarité contre la normalisation insidieuse de la répression de l'Etat et de la violence contre les réfugié(e)s et les immigré(e)s. Deux démarches découlent de notre action :

- Nous voulons par cette occupation favoriser l'urgent et nécessaire coordination des différentes activités antiracistes actuelles et futures. Ce centre antiraciste crée la possibilité d'organiser la riposte contre la politique d'asile raciste.

Ici, les réfugié(e)s peuvent s'exprimer par/et pour eux-mêmes, et non pas, comme c'est souvent le cas, qu'on parle à leur place.

- Nous voulons assurer aux réfugiés, qui s'opposant aux injonctions bureaucratiques veulent rester ou venir à Berlin, un hébergement sûr. En même temps, ils disposent ainsi, de même que tous ceux et celles qui sont victimes quotidiennement du racisme, d'un endroit où ils peuvent se rencontrer et s'organiser eux-mêmes. Nous espérons ainsi et surtout nous réclamons que dans des institutions comme les Eglises, les universités, les syndicats ou les partis, des salles soient mises à la disposition des réfugiés, au lieu de se contenter de vagues protestations verbales. Notre intention n'est pas, par la création de ce centre antiraciste de dédouaner les autorités de leur devoir d'accueil et d'hébergement, mais au contraire d'exiger d'elles ce devoir.

Ce projet de centre antiraciste est condamné à l'échec si nous ne sommes pas soutenu(e)s. Nous avons besoin d'aide matérielle, personnelles, vous pouvez nous soutenir par des dons d'argent et de matériel.

Nous voulons combattre le racisme et le fascisme sur toutes leurs formes. Soutenez nos revendications :

- droit de rester et hébergement décent pour tous;
- libre choix du lieu de séjour pour tous les réfugié(e)s !
- pas de déportations !
- arrêt immédiat des expulsions !
- garanties immédiates de droit de séjour pour tous les réfugié(e)s ayant fui Hoyerswerda ou ailleurs !
- aide sociale pour tous les réfugié(e)s ayant fui Hoyerswerda ou ailleurs !

Contact :

Antirassistisches Zentrum
c/o ASTA - Villa im. 2 Stock
March str. 6 1000 Berlin.

L'Anti-Fascist Action à Londres

Depuis quelques mois, l'activité des fascistes sur Londres se fait plus présente. Les rencontres internationales, et la venue de Jean-Marie Le Pen qui s'est rendu en deux occasions en Grande-Bretagne (la dernière en début décembre) marquent la volonté de reformer un Parti fasciste d'envergure dans ce pays. Avec sa politique conservatrice, Thatcher avait muselé l'extrême-droite en reprenant plusieurs de ses thèmes. Mais ces derniers temps, plusieurs signes indiquent que l'extrême droite, au travers de la question européenne - problème toujours aussi épineux pour les Anglais - ou des banlieues (plusieurs affrontements ont opposé des dizaines de jeunes aux forces de l'ordre), essaie de refaire surface. Nous vous livrons ici l'activité de l'Anti-Fascist Action de Londres ces derniers mois.

L'activité de l'AFA à Londres a été très importante ces derniers mois, avec à son actif quelques succès mais son action grandissante indique que les problèmes auxquels elle est confrontée s'accroissent aussi.

Les activités de l'extrême droite se sont particulièrement concentrées cet été sur deux quartiers : le quartier sud de Londres, et le Sud-Est. A l'occasion d'une élection partielle en vue de remplacer un conseiller d'un arrondissement de Londres, le British National Party présentait un candidat - Steve Tylor - et mena une campagne active dans ce quartier. Accroissement du nombre de graffiti, de tractages et de collages. Le BNP mena une campagne des plus odieuses de diffamation contre un conseiller travailliste Rachel Webb, et décrivait le quartier comme une "zone multiraciale". L'AFA lança une contre-offensive, organisant un rassemblement d'une centaine de personnes.

Steve Tylor du BNP obtenait 132 voix (5%), ce qui marque certes, une évolution, mais qui reste encore marginale.

Il semble que l'extrême droite a gagné une très importante confiance cette année et qu'elle tente d'apparaître dans un nouveau quartier Brixton, traditionnellement une "zone interdite" aux fascistes, en raison de l'importante communauté noire du quartier. C'est l'avenir et la contre-offensive qui s'organise, qui démontreront si les fascistes pourront prendre pied à Brixton.

Dans le quartier sud-est de Londres, le travail de l'AFA est centré dans le quartier de Thamesmead où deux meurtres racistes ont été commis cette année. Résultat de l'accroissement de l'activité raciste dans le quartier dû à la proximité du siège du BNP.

La première victime, un garçon de

quinze ans R. Adams, suscita l'intérêt à travers le pays et une importante activité antifasciste. Un nouveau groupe local le GACAR (Greenwich Action Campaign Against Racist Activity) se forma et organisa une manifestation à laquelle participa l'AFA. En dépit des conseils de l'AFA qui pensait que les fascistes troubleraient physiquement le déroulement de la manifestation, les organisateurs décidèrent de marcher dans la direction opposée.

Toutefois, l'AFA, en dépit d'un déploiement policier important, tenta de s'opposer au BNP et 10 personnes furent arrêtées.

Le point culminant de l'activité fasciste dans le sud et le sud-est de Londres a été atteint quand quatre groupes d'antiracistes de Southwark ont décidé d'organiser "une marche contre le racisme" traversant deux des quartiers les plus "infectés" par le racisme. L'AFA pris part au début à l'organisation de cette manifestation et avertit très

vite que cette marche risquait d'être suicidaire : la manifestation devait traverser une cité où les fascistes sont très présents. Les conseils furent ignorés et la manifestation se fit attaquée. Une atmosphère de haine exacerbée émanait de la population blanche locale, et quand la manifestation arriva à son terme, elle était entourée par plus de mille fascistes du BNP, supporters d'un club de foot local et des habitants. Les manifestants durent "partir" protégés par la police. Ensuite les membres du BNP se déchaînèrent sur le voisinage, laissant derrière eux des devantures de magasins et de pare-brise de voitures brisés, et plusieurs noirs furent blessés. Beaucoup de manifestants ont dit plus tard que cette manifestation avait été une expérience terrifiante.

L'AFA avait fait l'analyse depuis plusieurs mois que l'activité fasciste au sud de Londres était en plein développement et qu'il fallait l'arrêter maintenant. ●

Ripostes

• A Kensington, dans l'Ouest de Londres en juillet, l'AFA a eu vent d'un meeting secret de la Ligue de St-Georges et des représentants du Ku Klux Klan. Ils organisèrent un regroupement de militants antifascistes pour surveiller le meeting et essayés d'en attraper quelques-uns. La réunion terminée, un groupe de fascistes fut attaqué et la police mise au courant arrêta 17 militants antifascistes. 16 furent relâchés sans preuves et aucune charge retenue. Un seul fut poursuivi pour trouble mineur à l'ordre public. Mais la semaine

suivante, le rédacteur en chef de la revue Searchlight qui était présent à Kensington, était arrêté et poursuivi avec plusieurs charges à son encontre, notamment appel à la violence.

• En septembre, l'AFA a organisé un rassemblement à Hackney, à l'Est de Londres, appelé Carnaval de l'Unité, qui a rassemblé plus de 10 000 personnes. Ce qui est pour l'AFA un grand succès qu'ils souhaitent renouveler l'année prochaine.

BELGIQUE : l'exemple français

Les élections du mois de novembre ont permis de se rendre compte du développement et de l'évolution du corps électoral en Belgique. Dans un pays où le vote est obligatoire, séparé en deux régions qui se font la "guerre", les extrêmes droites locales ont bénéficié à la fois de l'incompétence des dirigeants locaux (euphémisme), et d'un lent mais progressif glissement de la société vers des thèses xénophobes et d'exclusion. Le Vlaams Block qui recueille 12% des voix en Flandres (25% à Anvers), le FN Belge (3%) et le candidat poujadiste Van Rossem (8%) en Wallonie s'installent dans le paysage belge comme Le Pen ici.

Les Tueries du Brabant Wallon ont secoué la Belgique à la moitié des années quatre-vingt. Mafia ? Vols de seconde zone ? Complot pro-OTAN ? Vingt-huit personnes assassinées, en tout cas... pour des broutilles ?

Les Tueries ont fait couler beaucoup d'encre, et elles continuent encore aujourd'hui. Il a été étonnant, en effet, de découvrir tant de ramifications entre les Tueries et d'autres "affaires" bien belges. Gendarmes ripoux, groupuscules d'extrême droite, le Westland New Post (cette milice privée néo-nazie manipulée, voire créée à certaines fins), incendie criminel du journal de gauche "Pour" en 1981, services secrets, déstabilisation de l'Etat belge... on se demande même, depuis quelques mois, si elle n'ont pas été liées au réseau européen de services secrets "Gladio", et donc de loin, à la loge P2 italienne.

Le FN et Vlaams Block s'installent

Tout cela amena, après le refus d'un ministre de la justice douteux au moment des tueries, à la création d'une commission parlementaire d'enquête sur le terrorisme et le grand banditisme qui remis son rapport deux ans après sa création, en 1990. Ce rapport montre clairement que les enquêtes sur les tueries et certaines autres affaires, ont été trahies, sabotées expressément de l'intérieur. Certains exemples sont accablants et ahurissants. Mais cette commission n'a fait que rendre ses conclusions, prendre certaines libertés et formuler certaines propositions, sans plus. La commission Wijninckw sur les milices paramilitaires, début des années quatre-vingt, n'avait pas été plus décisive sur la suite des événements, pas plus que

la commission d'enquête sur les réseaux clandestins Gladio, qui vient de rendre son rapport.

Devant la commission d'enquête sur le terrorisme et le grand banditisme, un homme politique célèbre avait été entendu : Paul Vanden Boynants. Ancien premier ministre, ministre de la défense et des classes moyennes, riche extrême droitier du Parti social chrétien, vieil anticommuniste primaire, VdB a été de toutes les combines, de toutes les arnaques, de toutes les fraudes, de tous les trafics...

Un des proches de VdB est le baron Benoît de Bonvoisin, issu du même parti que lui et des mêmes milieux maffieux. Financier de l'extrême droite militante dont il s'est servi une époque, affairiste poursuivi aujourd'hui, magouilleur politico-financier sans frontières idéologiques (du Parti catholique au Parti socialiste), de Bonvoisin est un grand habitué de divers Palais de Justice, de Paris (où il a un pied-à-terre) et Bruxelles principalement. Les journalistes et la plupart de ses détracteurs sont ses cibles favorites. En France, ça marche souvent. En Belgique, beaucoup moins. Il y était défendu par José Saelens, avocat belge de Le Pen.

La Belgique a accumulé ainsi, dans son "patrimoine", une série de personnalités et d'affaires incroyables. Mais, la confusion générale, quelque peu estompée à présent, a fait qu'une bonne partie de la population s'est fait une image très noire et trouble de "l'extrême droite". C'est pourquoi une certaine paranoïa est toujours de rigueur face à ce sujet, dans la presse entre autres. Ce fut un lourd boulet, à porter pour l'extrême droite militante et électoraliste, mais elle l'a habilement retourné à son avantage. Après beaucoup d'erreurs et de trop gros amalgames dans les "affaires",

l'extrême droite eut beau jeu de dénoncer, une fois de plus, la pourriture du système et l'inévitable "complot" à son égard.

Quel antifascisme en Belgique ?

Le phénomène de l'extrême droite, militante puis grandissante au niveau électoral, s'est fait remarquer principalement depuis une dizaine d'années en Belgique. L'antifascisme d'avant cette période n'était en rien prépondérant sur certains autres thèmes (féminisme, libération des mœurs, pacifisme, écologie...) des combats des militants révolutionnaires ou progressistes.

La fin des années soixante-dix fut marquée par la violence noire de l'extrême droite. La fin des années quatre-vingt fut marquée par la poussée des idées racistes dans la population belge et par les succès électoraux de l'extrême droite. Deux antifascismes différents se sont dégagés à ces différentes époques. L'un de première stupeur et de réaction, qui a consisté en manifestations, en actions et en idées plus radicale; puis l'effet de surprise est passé et, si le phénomène de l'extrême droite ne s'est pas banalisé, il s'est en tout cas installé, il fait partie de ces choses dont on aimerait bien qu'elles sortent de "nos mœurs". Le "second souffle" antifasciste fut mou, terne et sans conséquences, il fut celui des coalitions et des pigeonnages. Les hommes politiques et leurs partis ont "contribué" à cet antifascisme, ils ont "travaillé avec une partie du mouvement associatif en lui laissant de belles illusions. Rien n'a changé, sinon le discours "antiraciste" de certains partis, devenu subitement (depuis deux ou trois ans) xénophobe. Selon les calculs des partierates, il semble y avoir plus de "votes

racistes" à récupérer que de "votes antiraciste". Quand Le Pen rendait visite publique à ses amis belges, le lieu de son meeting fut brisé de toutes parts et plusieurs milliers de manifestants dénonçaient sa venue, dans les rues de Bruxelles, en 1984. Aujourd'hui, en serait-il de même ? Peu probable.

Pour se faire une vision correcte des choses, il faut tenir compte de certains aspects typiquement belges. Les aspects linguistiques, d'abord, qui prennent une importance idéologique et politique chez beaucoup. Notamment à l'extrême droite. Les aspects des structures de l'Etat belge, extrêmement compliquées, et la royauté toujours d'actualité, comme l'Eglise toujours très présente et puissante. Ensuite, les différentes "affaires" qui ont secouées la Belgique pendant des années, des affaires qui avaient des ramifications avec les milieux de la pègre, de la politique, de la haute finance, de l'extrême droite. Et une certaine brouille dans l'esprit des gens. CCC, Tueurs du Brabant, baron de Bonvoisin, Sûreté de l'Etat, milices néo-nazies, le journal "Pour" qui brûle en 1981, "ripoux" chez les flics...

Les différents groupes belges d'extrême gauche militent contre l'extrême droite, via affiches, articles, colloques, conférences, mais ni manifestations ni actions. Et, bien sûr, ils n'ont jamais réussi à s'entendre sur un minimum commun pour lutter contre l'extrême droite belge.

En 1989, un premier SCALP tentait d'accoucher à Bruxelles. Plus d'un an plus tard, il se réactivait et réussit, l'espace de quelques mois, à réunir autour d'une plateforme commune un certain nombre de militants issus de groupes d'idéologies différentes. Mais le SCALP venait de France et ne pouvait pas devenir un groupe belge, disaient certains. Puis les divergences apparurent et chacun retourna dans son coin faire individuellement son travail antifasciste.

En Flandres, l'Antifaschiestiesch Front (AFF-Front anti-fasciste), autrefois très important, est aujourd'hui devenu bien moins actif et ce alors que, plus que jamais, le Vlaams Blok devient important et dangereux, et que, plus que jamais, il devient nécessaire de réactiver un mouvement antifasciste. ◆

Revue de presse

Oser lutter, oser vaincre.

Brochure du Comité des Mal-logés (juillet 1991, 20 F). Elle retrace l'évolution de la lutte depuis l'hiver 1986/87 et les différentes actions menées pour la réquisition des logements vides et l'affirmation du Droit au logement. Très intéressante, elle permet de se rendre compte des différentes stratégies mises en œuvre par les différents protagonistes, notamment lors de l'occupation de la Place de la Réunion en été 90. La création du DAL (Droit au logement) à la suite de cette lutte, dont on a pu voir les pratiques lors de l'occupation du Quai de la gare, a certes affaibli le Comité des mal logés. En ces temps, où "la charité" devient l'élément moteur de l'engagement et des revendications, la réaffirmation d'un discours, d'objectifs et d'actions revendicatives, prises par les intéressés eux-mêmes, par une autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics, politiques et médiatiques est tout à fait positif.

Euskadi-Information.

Octobre 1991 (18 F). Dossier Euskadi Nord : l'Etat français a-t-il réussi l'assimilation du Pays Basque ? La langue basque est-elle toujours le fondement de l'identité basque ? Panorama socio-économique. Entretiens avec le président de l'Agence de Développement du pays Basque et avec une syndicaliste; Les Euro-régions sont-elles l'avenir du Pays Basque ? La mouvance abertzale ; Un projet politique pour Euskadi Nord, par Euskal Batasuna. Répression : Erczantza : substitut de la Guardia Civil ? Insoumission - GAL - Prisonniers - Dernier rapport d'Amnesty international. Les réfugiés assignés à résidence, interdits de travail. A commander à EKIN Boite Postale 424 64101 Bayonne cedex.

Plein Droit.

Novembre 1991 (60 F). La revue du Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés vient de sortir un numéro s'intitulant Immigrés : le grand chantier de la "dés-intégration". Analysant d'un point de vue juridique les différentes dispositions sur l'éloignement (reconduites à la frontière, expulsions, urgence absolue); le droit d'asile; la Double Peine; l'accueil, l'état des lieux est catastrophique. Son édito donne le ton : "Ce qu'il y a de plus troublant dans la surenchère verbale à laquelle se livrent les membres les plus éminents de la classe politique à propos de l'immigration, c'est l'apparente bonne conscience qui les habite. "Nous disons tout haut ce que chacun pense tout bas", prétendent-ils. Comme s'ils ignoraient le pouvoir des mots. Car ce que disent tout haut les gens "d'en haut" encourage à penser tout bas et en toute bonne conscience que ces étrangers exhalent décidément d'étranges odeurs, qu'ils sont envahissants, et que leur sort normal est d'être rapatriés chez eux en charters. Indispensable pour toute personne qui veut approfondir ses connaissances juridiques et analyser à partir de la législation les dispositifs mis en place pour le contrôle de l'immigration et la régression des droits des étrangers.

GISTI - 43 rue de Montreuil 75011 Paris.

Expression immigré(e)s/français(e)s.

Novembre 91 (20 F). Périodique de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), il fait le parallèle entre les bidonvilles de Nanterre en 61 et le Quai de la gare : trente ans d'exclusion. Il relate les différentes luttes de l'immigration : droit d'asile, double peine, école... Il a sorti un supplément d'analyse de la circulaire des déboutés du mois de juillet 1991, qui allait déboucher sur la loi déposée au mois d'octobre sur les bureaux du parlement. FASTI - 4 square Vitruve 75020 Paris

Patxaran.

Novembre 91. 5 F. Le nouveau Patxaran édité par l'association Patxa est un spécial campagne anti-militariste. "L'insoumission est sans aucun doute la manière la plus radicale d'exprimer son refus de l'armée et du service militaire. C'est cette voie qu'on choisi 3 jeunes abertzale refusant ainsi cette institution autoritaire qu'est l'armée avec ses valeurs réactionnaires, machistes et hiérarchiques. Ils refusent également de cautionner cet Etat et son armée qui n'ont de cesse d'affamer et soumettre le tiers-monde pour imposer leur culture, leur domination et leur société de consommation..." Pour soutenir PATXA et les trois insoumis, n'hésitez pas à écrire à PATXA, 23 bis rue des Tonneliers, 64100 Bayonne.

Black Iroquoise.

n° 2, 4 F. Le zine de la région de Limoges nous livre son second numéro. "Partout, sur tous les murs, à la radio, dans les journaux, à la TV, sur tous les télécrans invisibles, les professionnels de la désinformation nous vantent et nous vendent le mur à venir, celui du XXI ème siècle, l'univers merveilleux, sans mur de Berlin, sans guerre froide, sans communisme, bonheur et compagnie... Pleins feux sur l'Europe de l'Est. Le changement s'affiche, séduit, se met en boîte, fascine les jeunes aliénés et les vieux "idéalistes.... 1991. Pour nous, rien n'a changé. Partout règne l'injustice, l'arbitraire et la guerre et, pendant que plus des trois quarts du genre humain crèvent à petit feu, les princes qui nous gouvernent nous abreuvent de leurs discours stériles, faits d'idées généreuses, d'égalité, de démocratie... pour nous faire oublier que, si leur monde paraît plus beau que celui des tsars rouges, c'est parce qu'ils peignent les ghettos en rose et dissimulent les chaînes des prisonniers..." Black Iroquoise c/o Convergence libertaire. BP 135. 87004 Limoges cedex

Le Coyote rebelle. N° 1.

Un fanzine qui a de la gueule avec pleins d'infos diverses: Yougoslavie; squatters du quai de la gare; Berlin au pied du mur; du rire, du sexe et du rock'n'roll: rubrique musique, interview des Dileurs; Chine: que sont nos dissidents devenus; biographie: Rosa Luxembourg; etc. Le coyote rebelle BP 58 94232 Cachan. (15 F)

Lettre d'information du Comité de soutien à JP Casabonne n° 2.

Les dernières nouvelles: le 21 octobre Jean Philippe a fêté ses 26 ans, soit son cinquième anniversaire maintenant en prison. Son rythme de détention n'a guère changé depuis 6 mois. toujours incarcéré au module 2 d'Herrera de La Mancha il sort environ 4 heures pas jour, doit toujours écrire et recevoir son courrier en espagnol, et une fois par mois à la visite de sa famille ou de quelques amis, 40mn mais derrière une vitre, avec une heure de vis-à-vis en plus pour sa famille, où il est enfin possible en lui parlant d'oublier les barreaux..."

Ecrivez à JP Casabonne. (en espagnol et si possible en recommandé) JP Casabonne Prison de Herrera de la Mancha APDO 77 Module 3 Manzanarez 13200 Ciudad Real - Espagne

Golias n° 27/28 automne 91.

Enquête "A l'extrême-droite de Dieu", les réseaux cathos-intégristes; Panoplie en 300 du poids acquis par ces réseaux au sein de la société et de leurs influences dans l'extrême droite. Des combattants "anti-avortement" à la Fraternité Pie X du feu Mgr Lefebvre, des Scouts à l'Opus Dei, vous saurez tout sur cette révolution conservatrice qui a su se reconstruire au fil des années un véritable empire financier, créer une "internationale" de la contre-révolution sur laquelle le FN s'appuie. De la rencontre de JM Le Pen avec le Pape en 1985 à celle de B. Anthony chef des file de Chrétiens-solidarité avec Walesa, c'est l'histoire entre une fraction aujourd'hui en plein essor avec Jean Paul II et sa volonté d'amorcer en Europe une "révolution catholique". Golias édité par des catholiques laïcs se définit comme suit: "Golias, évêque légendaire du Moyen-Age, dont se réclamaient des fidèles disciples appelés Golards, clercs ou laïcs en rupture de ban et qui parcouraient le monde en exerçant le métier de saltimbanques... Mais après tout que faisaient-ils d'autre ces bohémiens, que, de marcher sur les pas du Christ lui-même, fustigeant les adorateurs et les fidèles du temple, pour inviter à sa suite le peuple de Galilée ?" Golias 100 F (A commander à REFLEX).

"Non, nous voulons rattraper personne. Mais nous voulons marcher tout le temps, la nuit et le jour, en compagnie de l'homme, en compagnie de tous les hommes. Il s'agit de ne pas étirer la caravane, car alors, chaque rang perçoit à peine celui qui le précède et les hommes qui ne se reconnaissent plus, se rencontrent de moins en moins, se parlent de moins en moins (...). Pour l'Europe, pour nous-mêmes et pour l'humanité, camarades, il faut faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf..."

Dans **Les damnés de la terre** (Maspero). Frantz Fanon, médecin psychiatre, d'origine martiniquaise, a rejoint dans les années 50 la révolution algérienne. Les damnés de la terre ce sont tous les hommes du monde sous développé, du tiers monde, qui menaient conjointement luttés de libération nationale et lutte de libération sociale. Aujourd'hui, le message de Fanon garde toute sa fraîcheur. Hymne à la liberté, aux libertés, à l'émancipation, Fanon reste à découvrir...

Pour un 25 janvier offensif!

Le 25 janvier est annoncé sur les pavés parisiens une manifestation orchestrée par SOS Racisme pour dénoncer le racisme et combattre l'extrême droite. Absent de toutes les luttes ces dernières années, SOS Racisme se rappelle à notre "bon souvenir".

Le texte présenté aux différents protagonistes pour la réussite de cette manifestation se veut très revendicatif. Il aborde toutes les questions : droit d'asile, double peine, exclusion sociale et économique, etc. Le tout est d'apparaître large et de regrouper le plus de monde possible. Evidemment le nombre de signataires est impressionnant : SOS, OBU, PC, LCR, CEDEFIM, JOC, FASTI, MRAP, etc.

Dans la première mouture du texte se trouvait une revendication surprenante : l'égalité devant la police; Lutter contre la chasse au faciès, le traitement dégradant que subissent nombre d'étrangers dans les commissariats, lors des contrôles d'identités est un combat de tout temps mené par les victimes, les familles des victimes, les associations et les collectifs qui luttent sur ces terrains. Mais il s'agit aussi de dénoncer les pouvoirs, les rôles et les comportements de l'institution policière, de l'Etat répressif qui vont s'agrandissant de jour et jour. L'idéologie et les pratiques sécuritaires s'appliquent à l'ensemble de la population; les exclus la subissent plus violemment et directement dans leur quotidien, et il n'est pas question de s'en satisfaire. Bamoro, Thomas Claudio, Aïssa, Youssef sont morts de la violence policière encouragée et instituée par les discours et les lois de la politique du ministre socialiste Marchand, comme Joxe auparavant ou Pasqua entre 86 et 88. L'égalité doit être une lutte pour le développement des libertés et des droits du citoyen, non pas pour une harmonisation par le bas, ou une égalité devant la répression.

Le 25 janvier doit être une journée offensive en terme de revendications et de dénonciations de la situation politique actuelle :

- Revendiquer la citoyenneté et le droit au séjour pour tous les résidents et les sans papiers;
- Dénoncer la politique d'exclusion sociale et économique du PS, le chômage, la précarité, la perte de droits sociaux quand on se retrouve en dehors de la sphère du salariat (logement, santé, loisirs);
- Lutter pour une Europe ouverte et solidaire avec le tiers monde et les pays de l'Est, qui fédère les peuples et reconnaisse leur droit à l'auto-détermination (Basque, Corse, Irlandais, Serbe, Croate, etc.), et ne soit pas la constitution d'une forteresse impérialiste.

C'est autour de ces trois thèmes que nous serons présents lors de cette manifestation. La constitution d'un cortège indépendant qui regroupe les collectifs et les organisations nous paraît importante pour peser dans les rapports de force et ne pas se présenter éparpillé. Nous avons fonctionné sur un certain nombre de terrains : antifascisme, répression, prison, logement, double peine avec des collectifs spécifiques. La volonté de constituer un pôle est aussi pour nous un gage d'autonomie et d'affirmation politique, de jalons pour amorcer l'élaboration d'alternatives sociales qui ne soient pas "pondues" par des "techniciens du politique", des "intellectuels" mais par ceux qui prennent en main la lutte au quotidien et qui en ont marre d'entendre et de subir des discours xénophobes, discriminatoires, d'exclusion.

EUSKADI, une seule so

Ce n'est jamais de gaieté de cœur que les êtres humains quittent leur pays, leur famille, leurs amis, pour se réfugier à l'étranger. Quand on connaît l'existence dramatique de ceux qui demandent le droit d'asile, on sait qu'il faut des raisons graves. Il faut que les droits fondamentaux des individus soient menacés, que leur vie ou leur liberté soient en danger.

Dès lors, on a tendance à penser que ce sont les seuls ressortissants des pays de dictature; qui peuvent se retrouver dans une telle situation. Pourquoi fuirait-on une démocratie ? Mais le problème n'est pas aussi simple, même si l'on précise dès le départ qu'il n'existe de par le monde aucune démocratie véritable. Un régime peut sembler satisfaisant à la majorité qui le soutient, il peut sembler respecter les droits de cette majorité, et en même temps être oppresseur pour la minorité ou les minorités. C'est le cas pour ceux qui s'opposent au pouvoir sur les plans sociaux, économiques. C'est le cas aussi lorsqu'un peuple englobé contre son gré dans un Etat veut retrouver son indépendance ou simplement un peu plus de liberté. Et ces peuples colonisés ou intégrés au hasard de l'histoire ne manquent pas dans ces Etats qui s'affirment démocratiques.

Contester les frontières, aussi artificielles soient-elles, étant considéré comme particulièrement subversif, ils s'exposent à une sévère répression, surtout lorsque, estimant qu'ils ont épuisé les autres formes de revendication, ils osent employer la lutte armée.

C'est pourquoi un Etat "démocratique" peut avoir ses réfugiés qui demandent asile à d'autres pays. C'est ce qui se passe dans notre vieille Europe où, par exemple les Basques et les Irlandais peuvent avoir envie de prendre quelques distances avec les Etats qui les oppriment. Leur refuser le statut de réfugié politique apparaît particulièrement hypocrite. Il est certes indéniable que, depuis la mort de Franco, l'Espagne a accompli de grands pas vers la démocratie. On ne peut que se réjouir pour les peuples qui se sentent bien intégrés dans l'Etat espagnol, mais on n'a pas le droit de se servir de cette évolution pour refuser le statut de réfugié aux Basques qui s'opposent à cette intégration.

Mais, en fait, le problème est beaucoup plus large. Le peuple basque n'est pas en opposition avec un régime qui ne lui convient pas, il est depuis des siècles en conflit avec l'Etat espagnol. Compte-tenu du nombre des vic-

times, on peut même parler d'une guerre. Et lorsqu'il y a guerre la seule solution est de conclure la paix et donc de négocier. L'ennui, c'est que les Etats refusent toujours de négocier jusqu'au moment où ils y sont obligés. Il est rare que spontanément un gouvernement admette qu'il existe un conflit et décide de s'asseoir autour d'une table pour rechercher une solution. Il est nécessaire que le rapport des forces soit suffisamment incitateur pour qu'il consente. Cela fait que des conflits qui pourraient trouver une solution rapide et satisfaisante traînent en longueur pour le bénéfice de personne. L'Etat tient d'ailleurs souvent un langage contradictoire. Quand le peuple qui s'oppose à lui emploie la violence, lorsqu'il y a des morts, une phrase revient systématiquement: "On ne discute pas avec les assassins. Laissez les armes au vestiaire et nous acceptons de négocier avec vous". Mais lorsque les armes se taisent, l'Etat a tendance à répliquer: "Pourquoi voulez-vous que nous discutions avec vous ? Il n'y a plus de problème. La preuve, c'est que la violence a cessé". Alors, la violence bien sur reprend avec son cortège de morts, d'estropiés, d'emprisonnés, de torturés et d'exilés. Entre gens de bonne volonté il devrait être possible de trouver un terrain d'entente. Mais les gens de bonne volonté sont rares dans les hautes sphères du pouvoir, ou plutôt le pouvoir n'encourage guère la bonne volonté. Il préfère le morgue et le mépris de celui qui croit à sa supériorité.

Comment pourrait-on nier, en ce qui concerne le peuple basque, que son combat est légitime ? Le droit à l'autodétermination est un droit fondamental inscrit dans de nombreuses Chartes internationales. Quand on est un peuple, lorsqu'on a une histoire, une culture, une langue, des luttes et des projets communs, on a le droit de décider librement de son propre sort. Si on vous le refuse, on a le droit de se mettre en colère et de tout faire pour l'obtenir. (Le non-violent que je suis le comprend, même s'il peut être réticent vis-à-vis de certaines méthodes.)

Dès lors la communauté internationale et au moins européenne devrait insister auprès de l'Espagne (mais aussi de la France) pour que ce droit à l'autodétermination du peuple basque soit respecté et que des négociations publiques fixent les conditions dans lesquelles il sera effectivement appliqué.

Les choses devraient être facilitées par le fait que le Parlement de Gasteiz a déjà officiellement et solennellement proclamé le droit à l'autodétermination du peuple basque (au moins il n'y a là aucune ambiguïté) et par le fait que des négociations ont déjà été engagées en Algérie entre le gouvernement espagnol et ETA qui est le mouvement qui lui oppose la contestation la plus radicale. La majorité des Basques souhaitent donc s'autodéterminer aïl y a un précédent de négociation. Pourquoi ne pas persévérer dans cette voie ? Certes, et la décision du Parlement de Gasteiz en apporte la preuve, ETA n'est pas la seule force nationaliste basque, elle ne le revendique d'ailleurs pas. Ayant engagé avec l'Etat espagnol une lutte armée et ayant nombre de ses militants emprisonnés, elle a des points particuliers à négocier, mais très vite on peut penser que les autres forces nationalistes (toutes les forces nationalistes) devront être représentées à la table des négociations. Sinon, l'accord conclu risquerait de ne pas être accepté par la majorité des Basques.

Le peuple basque présentant cette particularité dont il se serait bien-passé d'être écartelé par la frontière franco-espagnole, on peut aussi considérer que la présence de la France serait la bienvenue. Elle a aussi son "problème" basque et ne put prétendre le régler par la répression et en encourageant l'entêtement espagnol. n est évident que tout ce qui se passe au Sud de la frontière a des incidences sur le Nord et vice-versa. La présence en France de plusieurs centaines de réfugiés du Pays Basque Sud et de nombreux prisonniers est là pur le prouver, de même que l'emprisonnement récent en Espagne de Basques du Nord. Tout se tient pour la simple raison qu'un peuple se soucie peu des frontières lorsqu'elles sont particu-

olution : la négociation

lièrement arbitraires. Du côté des nationalistes basques le problème serait facilement réglé, des "abertzale" du Nord peuvent facilement se retrouver aux côtés de leurs frères du Sud dans le cadre de négociations, même si les problèmes posés au Nord ne sont pas identiques. Dans cette nouvelle Europe qui se construit, il est d'ailleurs probable que les États et donc les frontières sont appelés à perdre de leur importance au profit des peuples et des régions où ceux-ci vivent.

Si cette négociation tripartite pas encore trop étriquée, il sera facile d'y adjoindre d'autres interlocuteurs: médiateurs ou observateurs. Pourquoi pas une Conférence internationale de paix afin de régler cette guerre millénaire ? Toutes les formules sont valables à

partir de moment où elles aboutissent à une solution satisfaisante et acceptée par tous.

Bien sûr, nous en sommes encore loin. Mais l'idée progresse dans les esprits, d'autant plus que tout le monde y a intérêt. Avant que le droit à l'autodétermination soit accordé à un peuple, cela paraît toujours un déchirement pour la "mère-patrie". Après, on se demande pourquoi on n'y a pas pensé plus tôt, tant la solution paraît naturelle. (L'exemple de l'Algérie est là pour le montrer. En perdant sa colonie d'outre-méditerranée la France ne s'est pas effondrée économiquement comme le prédisaient les mauvais augures. De la même façon l'Espagne peut sans aucun inconvénient pour elle accorder au peuple basque le droit à l'autodétermination (ce qui

d'ailleurs ne signifie pas que les Basques choisiront l'indépendance la séparation avec l'Espagne).

Par son histoire, par sa situation économique et géographique, au carrefour des chemins, le Pays Basque est lié à l'Espagne et à la France. n ne s'envolera pas. Il donnera toujours la priorité à ses voisins, parce qu'il ne peut pas faire autrement et ne le souhaite pas. C'est une banalité de le rappeler. Mais c'est une garantie que les peuples de cette région peuvent trouver un terrain d'entente qui leur permette de vivre en harmonie. Celui qui a peur de la négociation a peur tout simplement des différences et donc de la vie. A qui fera-t-on croire que c'est le cas des peuples basque, espagnol et français ?

Denis Langlois

de recrutement dont vous dépendez. Vous vous serez préalablement mis en contact avec une assos (si elle de votre choix, c'est mieux), car une fois mis votre demande acceptée, vous n'aurez plus qu'à régler les dernières paperasses avec celles-ci. Vous maintiendrez ensuite votre personne ne service civil pendant une durée de 20 mois, à une température d'environ 2300 F par mois. Ce plat est nettement meilleur lorsqu'il est mangé à très nombreux.

La coopération dans les Organisations non gouvernementales. Recettes et ingrédients sont beaucoup plus facilement et largement diffusés dans les bureaux de recrutement.

Il existe de nombreuses recettes et variées pour préparer un plat appelé réforme.

L'insoumission de loin le meilleur plat, le plus naturel, et qui a le plus d'apport nutritif. Il devrait et/ou pourrait être un plat international de la jeunesse.

PATXA

23 bis rue des Tonneliers
64100 Baiona

Longue vie à Har Hitza

Un nouveau bimensuel vient de naître en Iparralde (Pays Basque Nord). Son équipe rédactionnelle est issue de la gauche aberzale anti-capitaliste. Sa formule (nombre de pages, rubriques...) reste susceptible d'être modifiée, en fonction des critiques concernant le numéro 0.

Son contenu sera principalement issu des luttes menées en Hego (sud) et Iparralde (nord) par le mouvement de libération nationale et sociale d'Euskadi. Nous parlerons donc d'indépendance, de prisonnier(e)s politiques, de réfugié(e)s, de lutte armée et d'autodétermination, mais aussi d'écologie, de gaztetxe (maison de jeunes), de solidarité avec le tiers monde, d'antimilitarisme, de l'Europe de 92 qu'ils nous préparent, etc.

Har Hitza (prend la parole !)

23 bis rue Tonneliers,
64100 Baiona

Patxa Berria Insumisio Kanpaina

Le service militaire, quelques recettes sympa pour ne pas le faire !

Suite à plusieurs campagne antimilitaristes ces dernières années, PATXA relance une nouvelle campagne, qui a pour objectif, à plus ou moins long terme de faire baisser significativement le nombre de jeunes allant à l'armée.

L'objection à la sauce de conscience, ingrédients : une association agréé de son choix (animation, agriculture, sport, art, informatique...) une lettre et un peu de bon sens.

Recette : après avoir pris connaissance de votre date d'incorporation et au dernier délai 2 mois avant cette date, préparez la lettre suivante :

"Pour des motifs de conscience, je me déclare opposé à l'usage des armes et de demande à bénéficier du statut d'objecteur de conscience". Après l'avoir dûment datée, signée et joint votre N° de matricule, vous la posterez à l'adresse du bureau

NEGU GORRIAK : Gora

Nous profitons de la publication du texte de Denis Langlois, pour passer une interview de Firmin, chanteur de Negu Gorriak, peut-être un des groupes basque qui a le plus de choses à dire que ce soit sur la culture basque, ou l'autonomie qui peut dépasser le cadre d'un nationalisme, parfois étroit pour certains ! Gora Herria signifie "vive le Peuple", pas seulement vive le peuple basque !

Quelles sont les différences entre Kortatu et Negu Gorriak ?

Kortatu avait commencé à chanter en castillan et avait terminé en basque, alors que Negu Gorriak a tout de suite fait des paroles en langue basque car, nous la maîtrisons mieux et préférons le faire dans cette langue.

Le basque est-il votre langue maternelle ?

C'était la langue maternelle de mes parents et de mes grand-parents mais avec le franquisme il y a toute une génération qui n'a pas appris le basque par ses parents, ils ont eu besoin de leur apprendre ensuite en les envoyant dans des écoles qui s'occupent d'enseigner le basque en Euskadi.

Quelles sont vos influences ?

Déjà à l'époque de Kortatu nous avions beaucoup d'influences à travers tout ce que nous écoutions et mélangions au sein de notre musique. Maintenant, dans Negu Gorriak, nous nous n'avons pas tous les mêmes influences musicales mais nous apprécions des choses un peu partout, que cela soit dans le hard-core, le punk, le ska, le rap, ...

Est-ce que tu penses que cela donne une musique populaire et que penses-tu du fait que, dans les fêtes de village en Euskadi, les groupes de balloche reprennent Sari Sari ? Cela serait-il possible aujourd'hui avec des chansons de Negu Gorriak ?

Déjà dans les fêtes en Euskadi, les groupes qui seraient des groupes de balloche en France c'est des groupes de rock et qui incluent des morceaux folkloriques dans leur répertoire, il y a déjà des morceaux de Negu Gorriak qui sont repris (*raggamuffin jaia*). Il y a une chanson du premier album, *Bertxo Hop*, un chant basque typique sur du rap qui est reprise aussi. Sur l'influence qu'on peut avoir, moi j'ai été influencé et je suis influencé par des chansons, par the Clash, j'ai pu l'être par Public Enemy, me sentir concerné et donc je pense que les paroles de Negu Gorriak peuvent avoir le même rôle avec les gens.

Quelle différence entre le public basque et le public étranger ? J'ai vu pas de concerts là-bas et c'est vrai que les groupes locaux sont vraiment supportés, peut-être

grâce au nationalisme ?

Nous ramenons plus de monde parce que nous sommes plus qu'un groupe de rock, nous sommes aussi engagés. C'est le tout qui attire, d'autres groupes ont des idées engagées qui n'attirent pas forcément autant de monde ...

Ce n'est pas un peu réducteur ce côté nationaliste pour une plus grande notoriété ?

Cette tournée démontre le contraire, nous amenons notre musique et nos paroles partout et ça marche bien partout.

Est-ce que Negu Gorriak se considère comme un groupe nationaliste et quelle est votre définition du nationalisme ?

Nous ne sommes un groupe politique, nous n'avons pas de dogmes précis mais notre action politique se situe plutôt au niveau du fonctionnement à l'intérieur du groupe, de la manière de nous produire avec notre propre label, de rester indépendants que cela soit au niveau national, au niveau individuel, ou au niveau collectif, c'est notre démarche.

Avez-vous rencontré des problèmes subis des pressions de la part du gouvernement espagnol ?

Nous n'avons pas eu de pressions directes, policières. Mais nous devons jouer à Madrid et la salle nous a été refusée, nous avons appris ensuite que la salle était plus ou moins tenue par le Parti socialiste espagnol. C'est surtout au niveau de la censure, pas une censure légale mais les radios ne mettent pas les disques. Il y a eu une censure légale sur un disque de Kortatu qui parlait de la famille royale, tout ce que l'on peut dire sur le roi s'expose à la censure directe.

Cette censure et cette pression sur ce qui touche le roi est-elle plus forte pour les Basques que pour les Andaloux par exemple ?

Déjà au Pays Basque, il y a trois flics par habitants, la pression n'est donc pas la même. Mais si un Andalous dit que le roi est un bâtard il sera mis dans le même sac.

Est-ce que tu peux nous parler du concert que vous avez fait à Herrera de la Mancha ?

C'est une manifestation pleine d'émotions, les gens partent par cars entiers du Pays Basque, ils

font 600 kms et passent les différents contrôles de la Garde Civile, les fouilles, etc... Et quand ils arrivent là-bas ils sont bloqués à 6 kms de la prison, ils montent la scène et c'est un concert sauvage. Il y a beaucoup de monde, 12000 personnes cette année. C'est un lieu très symbolique car en fait il y a des prisonniers basques dans toute l'Espagne.

Y-a-t-il une organisation autour d'écoles ou des groupes musicaux par exemple ?

Il y a un gouvernement autonome au Pays Basque et donc un budget qui est réparti dans des actions culturelles. Mais le problème c'est que ce sont certains partis, désignés par les élections, qui décident de ces budgets et ces partis appartiennent à la droite nationaliste ou alors n'ont pas du tout les mêmes ambitions que nous. Aujourd'hui ils essaient de faire passer pour des terroristes tous les gens qui ont milité pour la langue basque, pour la culture basque.

Le plus gros problème au Pays Basque est-il l'économie, la culture ou l'autonomie ?

Le premier problème c'est la répression !

Que demandent les gens qui sont réprimés ?

La liberté !

Pourquoi sont ils réprimés essentiellement ?

En ce moment ils sont réprimés parce qu'ils sont révolutionnaires, internationalistes révolutionnaires.

Dans une de vos chansons vous parlez de l'intelligence comme autodéfense et en même temps dans d'autres textes vous dites "on attend le signal pour se révolter", n'est ce pas un peu paradoxal de parler d'intelligence et de violence ?

L'intelligence comme autodéfense c'est une phrase célèbre de Malcom X. Quand on utilise la violence contre la violence ce n'est pas de la violence c'est de l'intelligence.

Par rapport à la phrase "fais ce que tu dois" (Do the right thing) comment l'appliquez-vous avec Negu Gorriak ?

C'est dans l'attitude du groupe. Cette tournée par exemple qui est montée de façon indépendante avec un réseau d'amis, de connaissances.

N'avez-vous pas l'impression

herria

d'être des rescapés de ces gens qui montaient des tournées indépendantes, tous les groupes qu'on avait connu dans le monde alternatif qui s'arrêtent ou passent sur des majors ?

Au Pays Basque il y a de plus en plus de labels indépendants, le réseau est plutôt en train de se monter. On va doucement, on a commencé par essayer de produire nos disques nous-mêmes en les vendant à des labels indépendants, ensuite nous avons monté notre propre label, peut-être un jour un réseau de distribution. Il y a un public qui suit et de plus en plus de groupes et de labels mais c'est particulier au Pays Basque.

Vous êtes patients et optimistes ?

Oui nous sommes optimistes, nous pensons signer d'autres groupes européens.

Quelle place pour les femmes et les marginaux au Pays Basque et comment concevez-vous un changement de société ?

Ce n'est pas parce que nous sommes un groupe engagé que nous menons des actions politiques en tant que leader avec un programme déterminé. Nous appuyons certaines actions qui sont celles de gauche basque, au sein d'un mouvement qui regroupe plein d'associations féministes, de jeunes, etc ...

Pourquoi la tournée s'appelle-t-elle "Gora Heria" (vive le peuple) ?

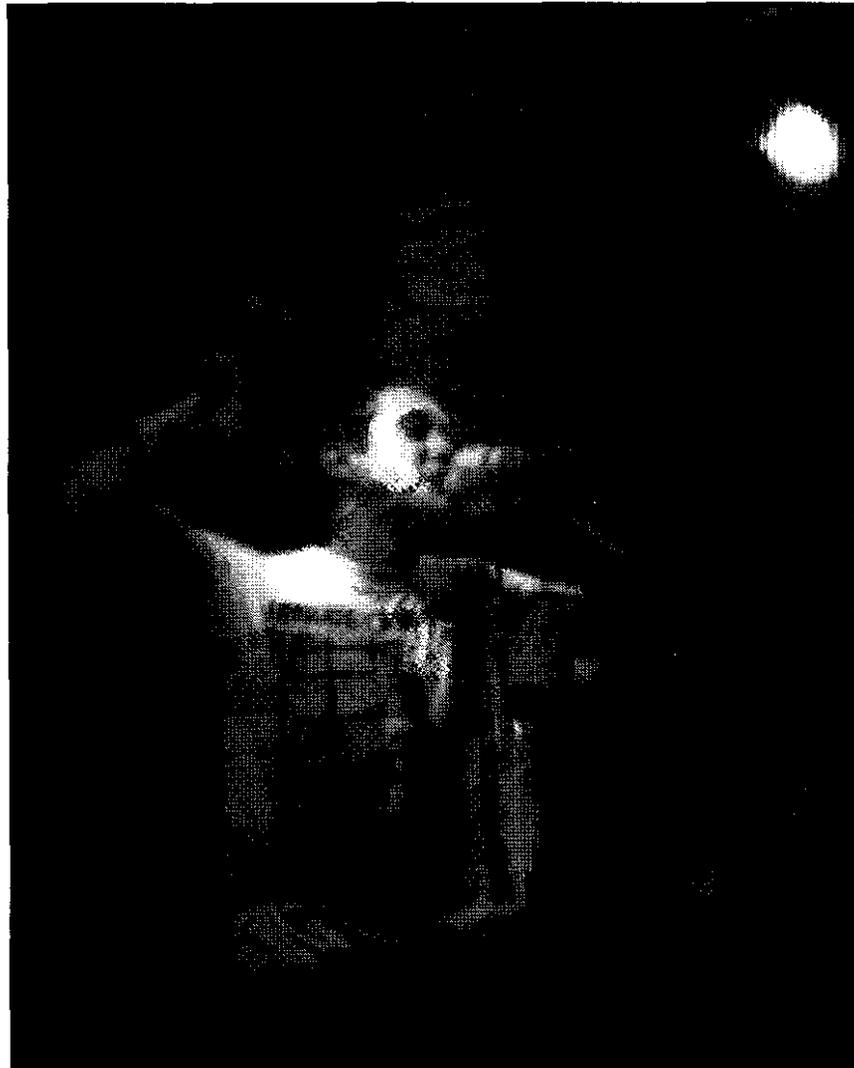
Nous avons pris ce nom à partir d'une chanson de Ruben Dales où le texte dit "vive la lutte du peuple souverain qui se bat pour détrôner le tyran", c'était dans cette idée plutôt optimiste.

Y'a-t-il une montée de l'extrême-droite en Espagne et cela a-t-il un impact sur le Pays Basque ?

Il n'y a pas de montée de l'extrême-droite comme dans d'autres parties de l'Europe, par contre il eu un regroupement large de certains partis, un peu comme la UNO au Nicaragua, des partis de droite mais aussi le Parti socialiste ou Alianza Popular qui était un syndicat franquiste, contre la violence au Pays Basque et pour la paix. Mais au moment de la guerre du golfe ils n'ont rien dit et sont donc prêts à cautionner la violence.

Que pensez-vous du V^e centenaire (commémoration de la "découverte" des Amériques) ?

On va faire des trucs contre cette commémoration, nous n'avons pas à être fiers de cette prétendue découverte et même honteux des massacres qu'ont pu perpétrer les basques là-bas.



Le nationalisme ne mène-t-il pas au racisme ?

Non, par exemple la révolution cubaine était nationaliste mais aussi internationaliste. Être nationaliste pour nous c'est être propriétaire de son destin. La révolution cubaine n'était pas raciste, nous ne sommes pas racistes, mais il peut y avoir des dérapages, le danger est partout.

Avez-vous des contacts avec les autonomistes des régions de l'Etat Espagnol ?

Oui, avec d'autres nationalistes et pas seulement en Espagne. Nous avons rencontré des gens du Sinn Fein quand nous avons joué en Irlande. Avec des groupes catalans aussi, Doctor Calypso par exemple. En France nous avons de vieux amis, les Ludwig ou la Mano, des gens qui bougent différemment. Nous avons commencé notre tournée au nord du Pays Basque occupé par les français avec les Dirty District, il y a eu 2000 personnes en soutien aux prisonniers, à Rome aussi devant 3000 personnes. Après l'Italie, des petits concerts en Suisse. Ensuite à Berlin qu'on aime beaucoup et où on connaît des gens. L'Angleterre où à Londres il y avait plein de Basques, de Jamaïcains, de

Kurdes, puis le Pays de Galles, Dublin, la Belgique, Paris et enfin Cuba.

Une de vos chansons s'appelle Amodiozko Kanta (Chanson d'amour) .

Oui, ça raconte une fille qui rend visite à son copain prisonnier, ses impressions pendant le voyage. Il y a aussi "Malkoak" comme chanson d'amour.

Allez-vous faire moins de textes engagés ?

Nous restons révolutionnaires, mais l'amour et la révolution ça va bien ensemble.

Que signifie Negu Gorriak ?

NG veut dire hiver rouge mais aussi hiver rude, le titre du nouvel album signifie "notre attitude".

Quelle situation à Berlin ?

Il faudrait méditer un peu sur l'ouverture de l'est, beaucoup de misère et la résurgence du fascisme. Avant on pensait que les seuls fous c'étaient les basques, avec ce qui se passe à l'est on voit que non.

Vous ne pensez pas que si toutes les régions de l'Etat Espagnol deviennent indépendantes cela sera pareil ?

Non, nous revendiquons l'Europe des peuples et non celle des Etats. ●

Comité "Justice pour Djamel" Mobilisation à la cité des Indes de Sartrouville

Djamel Chettouch est tué par un vigile, à la cafétaria du centre commercial de la cité des Indes à Sartrouville, le 26 mars 1991. Il s'en suivit de multiples incidents, et Sartrouville faisait à son tour la une de l'actualité après Vaux-en-Velin, la Réunion... Depuis, un comité de soutien à Djamel s'est constitué, dont les objectifs sont d'exiger toute la justice pour Djamel, de dénoncer la justice à deux vitesses, de prendre contact avec toutes les familles dont un de leurs membres a été victime de "bavures" sécuritaires (de flics ou de vigiles). En outre, le comité a bien conscience, qu'au-delà de la mort de Djamel se pose le problème de l'exclusion sociale, que c'est bien contre celle-ci qu'il faut lutter.

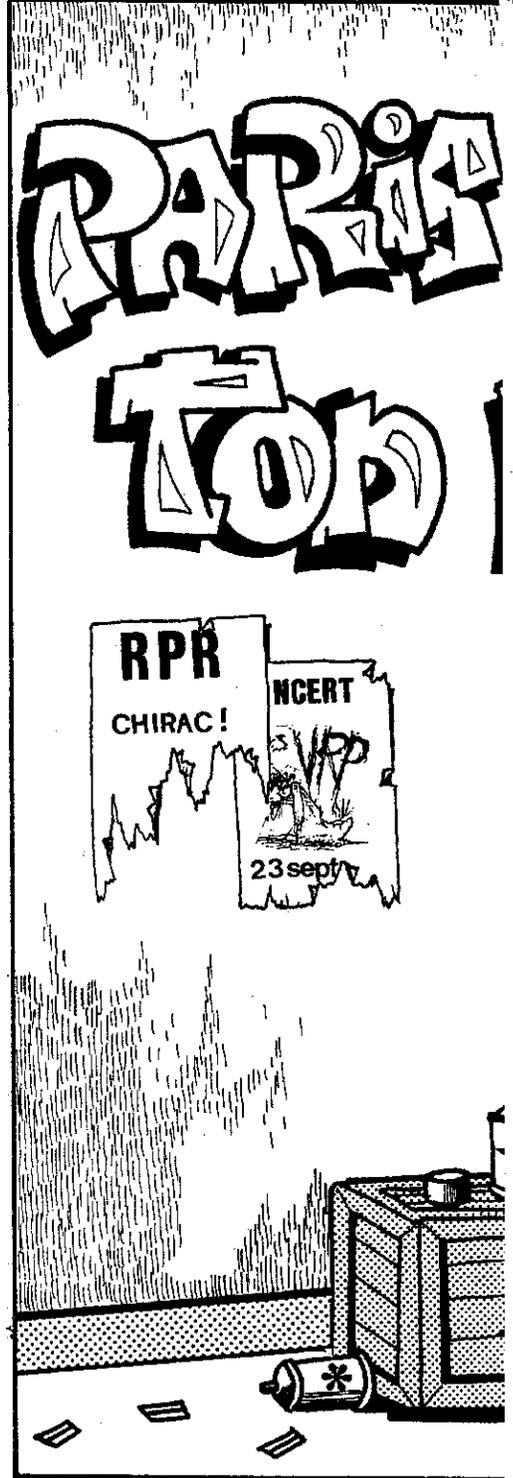
Le comité appelait à une réunion le jeudi 28 novembre. Environ 150 personnes, venant essentiellement de la cité, avaient répondu à l'appel. Le comité souhaite se transformer en association qui s'intitulerait "Justice pour Djamel", dans le but d'obtenir des moyens financiers supplémentaires par l'intermédiaire de subventions. Il tente d'organiser le soutien auprès de la famille Chettouch, demande la libération de tous les incarcérés, et exige l'obtention d'un local. Il milite pour que la justice soit faite à tous les niveaux, c'est-à-dire que les vigiles soient condamnés mais aussi la société COBRA, qui les employaient et la direction du centre commercial, Euromarché; En effet les vigiles ne sont que des lampistes, les véritables responsables sont ceux qui font appel à leurs services. Delabarre aurait donné une réponse positive à propos de ce dernier point. Actuellement un gros travail est fait pour préparer le procès; le

comité souhaite que le 26 mars ne soit pas oublié et donc pense organiser une manifestation, dont les formes n'ont pas été précisées. Des contacts ont déjà été pris avec la famille Oussekin, à Vaux-en-Velin et Noisy-le-Sec.

Il semblerait que le Parquet bloque l'affaire. Toujours est-il qu'un des trois vigiles qui étaient incarcérés, et qu'il a retrouvé le même emploi au Pacific, boîte de nuit bien connue à La Défense; selon certains, ce dernier serait venu provoquer les jeunes de la cité. Le comité souhaite rencontrer le ministre de la ville et le parquet pour leur demander des explications et leur faire part de l'émoi et de l'inquiétude que suscite cette libération, mais aussi signaler que cette personne occupe de nouveau un emploi de vigile, dans une boîte de nuit où beaucoup de jeunes des cités des banlieues environnantes viennent y passer certaines de leurs soirées.

Au cours du débat, différentes propositions d'action ont été émises : pétition destinée au Parquet, faire pression sur le juge (comment ?), manifestation devant le Pacific (il y a quelques réticences car beaucoup craignent des débordements).

Force est de constater que la mobilisation est encore importante dans la cité des Indes. Le comité, tout au moins dans la présentation qu'il nous a livrée, ne découple pas les problèmes sécuritaires des conséquences qu'engendraient l'exclusion sociale, mais pour l'instant il apparaît que cela reste encore une déclaration de principe. D'ailleurs les débats, en son sein, sont loin d'être tranchés; en effet, certains membres du comité pensent qu'une de ses fonctions est de contribuer à

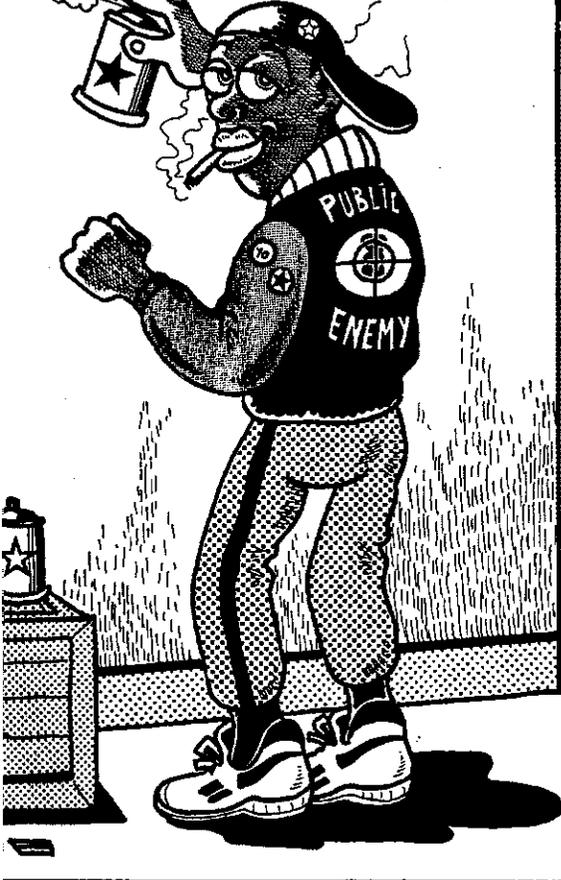


une réglementation du travail des vigiles. Les flics sont soumis à des règlements assez stricts sur le papier¹, et pourtant le nombre des victimes des "bavures" policières ne cesse d'augmenter. Il est bien évident qu'on ne peut aborder ces problèmes de sécurité qu'au regard d'une analyse plus globale de la réalité : les raisons économiques qui sont causes du chômage, mais aussi comment lutter contre l'individualisme et faire en sorte que le collectif redevienne un enjeu, recréer de nouvelles identités sociales. Il nous faut soutenir ce comité, mais aussi y apporter nos interrogations et réflexions. ♦

1. Par exemple, en cas de légitime défense celle-ci doit graduer en fonction de l'importance de l'attaque que subit le policier.

MIQUE

MAIRE



• Les RG rendent leur rapport

Marchand avait demandé une étude aux RG concernant la question des quartiers et des explosions de révolte dans les banlieues. Le rapport insiste sur le fait "qu'il n'y plus de médiation possible entre les bandes et les pouvoirs publics et politiques. Que seul reste à la répression et l'usage de la force pour montrer de quel côté est la force et le droit...". Les conséquences de l'abandon depuis dix ans du tissu social et de l'aggravation de la pauvreté, de la déliquescence des repères identitaires et sociaux, sont le développement du système D et un rapport social fondé sur la violence de la part des jeunes exclus. A la manière des Etats-Unis, la violence remplace toutes formes de relations et d'échanges avec le reste de la société. Le résultat se traduit par une demande de renforcement des

instruments répressifs (police, justice...) et du désir de voir "l'ordre" être rétabli...

• Dormez braves gens, la police veille !

Sécurité intérieure : Marchand harmonise les missions et les rôles des différents secteurs chargés de "l'ordre public". 130 000 policiers, 90 000 gendarmes et 20 000 douaniers qui veillent à notre bon sommeil seront désormais coordonnés au sein d'une même cellule.

• Europolice

Dans le cadre de la mise en place d'une politique commune en matière d'immigration, de droit d'asile et de coopération policière, les douze pays de la CEE ont accepté une proposition du chancelier Helmut Kohl prévoyant d'inscrire cet engagement dans le futur traité d'union politique. La proposition allemande acceptée par les douze prévoit, en matière de coopération policière, la création avant la fin de 1992 d'un office central européen de police criminelle baptisé EUROPOL. Dans un premier temps, cet office servirait de relais pour l'échange d'informations entre polices nationales, mais il devrait ensuite être investi d'un pouvoir d'intervention directe dans chaque pays. Par ailleurs les ministres responsables de

ces différents dossiers présenteront au prochain Conseil européen de Maastricht en décembre, des propositions concrètes pour l'application de ces décisions, ainsi que sur les mesures pouvant être prise dans une phase transitoire. Ainsi une nouvelle étape vient d'être franchie. Après les accords de Schengen, on va mettre en place une police européenne. Il est vrai que pour faire du commerce il vaut mieux prendre ses précautions, les pauvres sont capable de tout, c'est bien connu !

• Connexion directe

Le terrorisme n'est plus ce qu'il était ma bonne dame. Aujourd'hui ce n'est plus le P 38 ou le pain de plastic qui terrorise les Etats et les patrons mais l'écran et le clavier de notre portable. Le fric et le pouvoir prenant aujourd'hui des voies

détournés sous formes de programmes et de disquettes. Mais heureusement, la loi et l'ordre veille. Un groupe de réflexion composé de professionnels de l'informatique planche actuellement sur la création dans les deux ans à venir, d'une cellule chargée de lutter contre le piratage et le terrorisme informatique. Les conclusions seront données à la fin de l'année au Premier ministre qui décidera ensuite de la création ou non de cette "organisation". Cette structure serait chargée de concentrer toutes les informations sur ce thème en France et de stopper toute malveillance informatique sur le territoire français. Cette cellule de crise ressemble à s'y méprendre au Computer Emergency Reponse Team ou CERT mise en place en 1987 par les autorités fédérales américaines. Outre-Atlantique le CERT concentre toutes les informations sur les virus et peut intervenir à tout moment en cas d'alerte provenant de l'extérieur. Ainsi en cas de problème grave n'importe quel informaticien peut se référer à cette banque de données et interroger les spécialistes luttant contre la délinquance informatique. L'idée d'un CERT français germe à l'Hôtel Matignon depuis le 3 mars 1986, lorsque le Secrétaire Général de la Défense nationale ou SGN créa la Délégation Interministérielle pour la Sécurité des Systèmes d'Information (DISSI). Actuellement tout ce qui concerne le dossier du CERT français est sous couvert du secret administratif. Officiellement, "le concept n'est pas encore défini", mais une personne proche du projet affirme "que la commission devrait rendre un avis positif quant à la création du CERT; reste à définir les moyens qui lui seront octroyés pour lutter contre toutes les formes de piratage informatique".

La création du CERT français est bien accueillie chez les professionnels de la sécurité informatique. Jean Michel Hoff, membre du club de la sécurité informatique français (CLUSIF) regroupant plus de deux tiers des grandes entreprises utilisant des ordinateurs juge que "cette réalisation est nécessaire en France car il n'existe aucune structure répertoriant des informations nous permettant de lutter contre le piratage et la délinquance informatique. En cas d'alerte grave nous ne pouvons réagir rapidement car nous sommes sous équipés".

Néanmoins nous pouvons vous révéler qu'une section des RG travaille depuis un an sur le piratage informatique. En attendant la création d'une structure européenne...

• Halte au mensonge organisé ...

C'est la fête dans les ghettos
Après le Val-Fourré, Vaulx-en-Velin,
Satroville, enfin ça bouge à Chamberry.
Les cailloux s'animent et les flics volent bas
(signes d'orage). Face à cela, le maire, les
journaux, la télé, la radio ont décidé
d'isoler la "délinquance". Qu'est-ce que ça
veut dire ? Les problèmes dans les
banlieues seraient la faute de quelques
"brebis galeuses" !! ? Pourtant, la réalité
des ZUP, c'est un maximum d'habitants
dans des cages à lapins, toutes les chances
d'obtenir ton CAP de chômeur, pas de
fric, rien pour t'amuser, la pub pour te
gonfler la tête. Mais tu n'as rien le droit de
toucher, et les flics pour t'en empêcher.
... La police te protège ? Alors prends peur ...
Parce que tu n'a rien, tu voles; parce que tu
te fais chier, tu casses. Est-ce la bonne
solution ? Alors les flics t'interpellent,
t'interrogent, parfois même te tabassent, et
la justice te condamne.

Que font les beaux parleurs qui tiennent le
pouvoir (mairie, justice, police, patrons...)
Ils te proposent de partager leurs richesses
? Non ! Au contraire, ils t'envoient plus de
flics pour t'isoler dans ta misère. N'attends
rien de ceux-là ! Organise toi !

... Fais la fête pour sortir du ghetto.
Les banlieues crament, mais ça reste
toujours des banlieues crades ! La violence
on la comprend, mais il serait temps
d'arrêter, car cela fait le jeu du pouvoir.
Tous ceux qui vivent dans ces ghettos ont
les mêmes intérêts : casser les inégalités et
s'entraider. C'est apprendre à connaître
son voisin, échanger nos cultures (c'est
mieux de faire la fête ensemble que d'aller
dans des boîtes de racistes). Nous
préférons nous aider quand ça va mal sans
regarder nos différences. Grâce à la
solidarité, en nous connaissant mieux et en
nous organisant, nous pourrions détruire
ces montagnes de béton contre la volonté
des politiciens et des patrons. Apprenons à
vivre ensemble. Partageons toutes les
richesses, pas la misère ! Résistance
Groupe de Cognin
(pour contact écrivez à REFLEX)

"mitterandisme" et les personnes effrayées par
la montée du FN"...

• Quoi de neuf à la Sorbonne ?

Une certaine effervescence règne dans les
couloirs de la Sorbonne : la présence et les
tentatives d'implantation de certaines
organisations d'extrême droite en sont la
cause. Il s'agit d'une part, du Front
national, à travers le CNS (section du
CNEP-Cercle national des étudiants de
paris-corporation étudiante), et d'autre
part, de la poussiéreuse Action française
(groupe royaliste dont le maître à penser,
Maurras, conspuait les Juifs à longueur
d'ouvrages). La stratégie du CNS est
"douce"; les buts : tout à la fois trouver et
former les cadres intellectuel du FN et
créer en milieu universitaire, comme dans
le reste de la société, un contre-pouvoir
basé sur des corporations ("cercles
nationaux") et des associations. Mais à
stratégie "douce", idéologie dure : racisme,
nationalisme et toutes les composantes
d'un discours fasciste "classique". L'Action
française, quant à elle, préfère une
démarche violente : c'est à elle que l'on a
la descente musclée du jeudi 14 novembre à
la Sorbonne. Face à cela, quelle réponse ?
A part crier au loups et des slogans sans
perspectives, tel "Non au fascisme"
purement négatif; c'est le discours de ceux
qui n'ont plus rien à proposer. A l'heure
où le Front national ouvre un local à la
Sorbonne, à l'heure de la banalisation du
racisme, il est temps d'opposer la
solidarité à l'exclusion, d'ouvrir de
nouvelles perspectives hors de toute
logique politicienne.

• Scalp et Collectif réflexion action

Collectif réflexion action Sorbonne jeudi 21
novembre. Un meeting en réponse à
l'agression de l'AF du 14 novembre avait
été organisé par l'ensemble des collectifs
antifascistes : Appel des 250, Manifeste,
Scalp. A l'heure du meeting, l'AF et le GUD
se sont pointés, pour les seconds armés de
manches de pioches et de casques devant
l'entrée de la Sorbonne. Le manifeste et les
250 restèrent tranquillement à l'intérieur,
dehors militants du Scalp et antifascistes
radicaux échangèrent quelques coups. Bilan
positif 6 à 1 en notre faveur. La police, très
présente sur les lieux interpella en tout 25
personnes, relâchées dans l'après-midi. Ce
qui est à retenir est l'action des forces de
l'ordre dont les consignes sont d'éviter les
affrontements et donc d'appréhender et de
ficher le maximum de personnes.

• Meeting du Manifeste le 27 novembre à Paris

Les initiateurs du Manifeste contre le Front
national appelait le 27 novembre à un
meeting à la Mutualité. Protégé par plusieurs
compagnies de CRS, la salle était comble.
Beaucoup de jeunes, de militants socialistes
avait répondu à l'appel et était venu pour
dire non "aux idées de Le Pen, du "détail
des chambres à gaz" au "Durafour
crématoire", sont dangereuses pour la
démocratie. le FN véhicule la préférence

nationale, le populisme, le nationalisme.
Devant ce danger, nous n'acceptons pas la
résignation. Cette idéologie n'est pas digne
de notre pays". Les pratiques de Cresson le
sont-elles plus ? Ce n'est pas le genre
d'interrogations que ce sont posés les
intervenants, qui malgré leur talent oratoire
n'ont pu éviter quelques sifflements adressés
au gouvernement. L'opération politique de
ressouder autour d'une identité politique
nouvelle, résolument à gauche pour lutter
contre le FN n'est pas nouvelle. La question
est de comprendre pourquoi en dix ans de
pouvoir, celle-ci a réussi à faire de Le Pen,
l'étalon de référence de la classe politique
française. "La lutte contre le FN offre un
cadre idéal à cette rénovation",
heureusement qu'il y a Le Pen, sinon il est
sûr qu'aux prochaines élections la déroute
serait encore plus sérieuse.

• Publications de la LDH

Plaquette du collectif contre l'extrême
droite et le racisme qui fait une
présentation succincte et précise du FN, de
ses structures, de son idéologie. Un dépliant
sur le génocide nazi est aussi disponible.
"Vigilance" de Marie-José Chombart de
Lauwe. EDI; "L'extrême droite en
questions". Actes du colloque LDH, cercle
Condorcet, EDI, LDH 1990.
A commander à la LDH 27 rue Jean
Dolent 75014 Paris.

• Scalp Vendôme

Pour combattre la misère, le racisme, le
fascisme et le fascisation de la société,
sortons de notre réserve ! Le Pen enfant
de la crise : force est de constater que la
montée du FN n'est pas indépendante de la
crise sociale que nous connaissons... La
gestion du système capitaliste implique un
nombre grandissant de laissés-pour-compte
: chômeurs, précaires, mal-logés... Elle
s'accompagne d'une désagrégation des
tissus sociaux, donc d'une atomisation
sociale grandissante, ce qui entraîne un
repli sur la famille, la peur de l'autre, de
"l'étranger surtout.
Scalp - Section de contre-attaque à la
passivité. Pour tout contact, écrire à
REFLEX qui transmettra.

• Le Pen toujours plus !

Avec ses 50 propositions, le FN pousse un
peu plus loin le bouchon du racisme et de
la xénophobie. Depuis 1983, le FN
s'efforce avec réussite d'entraîner
d'élections en élections, toute la classe
politique a reprendre certaines des
mesures qu'ils préconisaient. A chaque fois,
tout le monde pousse des hauts cris "c'est
horrible", "cette honteux pour notre pays,
pour la démocratie et des droits de
l'homme". Enfin, deux jours après chacun
reprend ses occupations et continuent de
flirter avec le FN, de travailler au sein des
conseils régionaux ou des municipalités
avec lui, de parler d'invasion, d'insécurité,
d'odeurs, de charters... Aujourd'hui, Le Pen
repréndrait certaines mesures dignes de
Vichy, voilà la nouveauté, nous dit-on ? Un
jour, on découvrirait que Le Pen aime mieux
Pinochet qu'Allende, Hitler que Blum, etc.

• Alerte !

Le 9 novembre 1991 une cinquantaine de
personnes à l'initiative du collectif Rocker
(militant libertaire antifasciste dans les
années 20) se sont réunies pour
protester contre les violences fascistes en
Allemagne devant la Lufthansa à Paris.

• Halte à l'hypocrisie !

C'est le titre d'un tract du Scalp et de
REFLEX distribué lors de la réunion du
Manifeste contre le FN à la Mutualité le 27
novembre. "La lutte antifasciste menée par le
Manifeste contre le FN se présente comme
combattre le FN et non pas comme
"combattre les idées du FN", puisque celles-ci
sont reprises et largement pratiquées par le PS,
en version soft. Pour conserver le pouvoir et
diviser la droite, le PS a ouvert volontairement
la porte des institutions et les médias au FN, le
banalisant, lui offrant la parole, lui donnant un
verniss démocratique. Le PS a agité l'épouvantail
Le Pen pour faire revenir à lui les déçus du

Contre l'isolement carcéral

Depuis plusieurs mois, de nouvelles luttes émergent à l'intérieur des prisons pour obtenir la suppression des quartiers d'isolement (grèves de la faim des détenu(es), refus de plateaux etc...).

Tout récemment, Michel Vaujour a fait lors de son procès un réquisitoire contre l'isolement carcéral, et les conditions de détention en général. Il a dénoncé l'hypocrisie d'une politique qui se veut être celle des droits de l'homme, et qui dans la réalité est celle du non-droit des détenu(e) Bien que Mitterrand et d'autres se soient prononcés contre l'isolement en déclarant que la prison ne doit être que la privation de la liberté, et rien d'autre, il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui encore 500 détenu(e)s environ en France subissent toujours l'isolement carcéral qualifié par Amnesty International entre autre de torture blanche.

Le Comité pour l'Abolition de l'isolement Carcéral qui lutte depuis 1988 dans le but d'obtenir la fermeture des quartiers d'isolement, et ceci à travers différentes formes d'action (campagnes d'information, manifestations devant la chancellerie, conférences de presse, occupation du chantier, d'une nouvelle prison etc...) fait sienne la lutte contre l'isolement que mène Gilles Ménenger. Détenu isolé depuis 2 ans. Gilles a décidé de faire un recours contre la décision administrative de sa mise à l'isolement, et d'amener son cas devant la cour Européenne des droits de l'homme de Strasbourg si nécessaire.

Pourquoi le CAIC soutient et s'associe à cette lutte?

- Pour que ce procès soit une tribune d'expression des détenu(e)s contre les QI, un moment de mobilisation le plus large possible, et par la même le procès de l'isolement carcéral afin d'obtenir son abolition.

- Pour obtenir une clarification de la position Européenne sur cette question.

- Pour obtenir une condamnation de la France en matière d'isolement, et de créer une jurisprudence servant à l'ensemble des détenu(e)s. Rappelons que la France a déjà été sanctionnée par la Cour Européenne de Strasbourg dans le cadre



des détentions préventives trop longues. L'Etat Français a aussi échappé de justesse à une nouvelle condamnation de cette même Cour en négociant avec un jeune Algérien en instance d'expulsion suite à une condamnation judiciaire le retrait de sa plainte.

Quels moyens se donne le comité?

- En un 1er temps, réunir les militants et les familles pour mener une campagne d'information la plus large possible.

- Recueillir le maximum de témoignages auprès des familles des détenu(e)s afin de les diffuser dans les médias ainsi que dans tous les lieux où il nous sera possible d'intervenir (devant les prisons, dans les colloques...)

- Le comité propose à chaque détenu(e) placé(e) à l'isolement de bénéficier des moyens mis en place pour cette campagne : mémoire juridique qui démontrera le détournement de pouvoir de l'administration pénitentiaire qui introduit une nouvelle peine arbitraire non réglementée par le Code de Procédure Pénale, un dossier d'information contre l'isolement, un avocat, différentes personnalités qui soutiennent

cette démarche. cette procédure aboutira dans la mesure où le(a) détenu(e) s'y implique en témoignant de ses conditions de détention à l'isolement et si elle est soutenue par des proches dans la mesure du possible.

- Mobiliser la presse autour de chaque procès que Gilles et les autres détenu(e)s qui le souhaitent mèneront contre leur isolement. (aujourd'hui au nombre de trois)

- Réunir autour du comité un certain nombre de personnalités : * un avocat et un juriste qui devront démontrer qu'il existe un véritable vide juridique en ce qui concerne l'isolement lorsqu'il se prolonge plusieurs mois, voire plusieurs années, et qu'il est une atteinte grave aux droits de l'homme.

• Un médecin qui devra fournir un témoignage médical sur les conséquences physiques et psychiques que provoque l'isolement sur les individus. Il devra également témoigner sur la pratique de la médecine en milieu carcéral. Les médecins qui cautionnent ce genre de pratiques sont-ils en accord avec l'éthique médicale et le serment d'Hippocrate? Ont-ils réellement les moyens d'exercer librement leur profession à l'intérieur des prisons?

• Un écrivain qui a déjà enquêté dans les prisons et qui, de par sa fonction, sera à même de témoigner dans la presse et ailleurs sur les conditions de détention à l'isolement.

• Un généticien qui a depuis longtemps pris position pour dénoncer toutes les formes de torture, et qui se propose d'aborder le problème d'éthique que pose l'isolement carcéral au regard de la politique gouvernementale actuelle des "droits de l'homme". Le comité accueille également toute autre personne capable d'apporter sa contribution à une meilleure compréhension de cette pratique inadmissible.

Il est évident que nous ne cherchons nullement à travers tous ces moyens à gérer, réformer, ou "améliorer" toutes les de dégradation de l'homme qui existent à l'intérieur de la détention. Le comité ne vise qu'un seul but: l'abolition des quartiers d'isolement pour en finir avec la torture blanche. ♦

En finir avec le laxisme

Cette tribune du Procureur Apap de Valence traite de la question de l'emprisonnement et de ses conséquences et de la philosophie répressive qui règne chez les juges; en refusant les peines de substitution, ils ne font que renforcer le cycle de la récidive.

“ Si l'on m'accusait d'avoir dérobé les tours de Notre-Dame, je commencerais par prendre la fuite. ” Cette boutade de Rabelais traduit assez bien la confiance que ses contemporains avaient en leur justice. Il faut dire que, jusqu'à la révolution de 1789, la procédure pénale était plutôt sommaire, se limitant à la torture pour obtenir les aveux du présumé coupable, et aboutissant au prononcé d'une peine qui pouvait être la roue, l'écartèlement, la pendaison, le fouet, le pilori et autres pratiques en rapport avec la douceur des mœurs du temps.

Cette justice, je le dis à l'intention de ceux qui trouvent la nôtre trop lente, avait l'immense avantage de la rapidité. La prison n'était pas une peine, mais le moyen de tenir le suspect sous main de justice. Compte tenu des méthodes utilisées, cette “ détention provisoire ” ne se prolongeait pas dans le temps.

La prison comme peine est une conquête des révolutionnaires de 1789. Elle consacrait la rupture avec les peines corporelles et elle humanisait la répression.

Pourtant, depuis deux cents ans, elle n'a pas cessé d'être dénoncée comme l'école de la récidive” par tous ceux, et ils sont nombreux, qui se sont penchés sur sa mission qu'on voulait expiatoire et dissuasive, et plus tard sur ses ambitions de réinsertion sociale. Pour tout dire, la prison n'a jamais rempli les objectifs qu'on lui assignait ordinairement. D'où vient alors que nous établissements de détention, loin de se vider, accusent une surpopulation qui croît avec les années ?

On me répondra que la délinquance augmente, selon une formule qui tient plus du réflexe que de la réflexion. On s'appuie sur l'examen de statistiques pénales qui, et ceux qui les dressent le savent bien, traduisent davantage l'activité d'un service que la réalité d'un phénomène. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de délinquance et que nous sommes en parfaite sécu-

rité. Je dis que nos concitoyens exigent, et ils ont raison, une sécurité aussi grande que possible. Mais il est de plus en plus difficile de satisfaire mieux encore cette exigence.

Il n'est que de se pencher sur l'histoire de la vie quotidienne dans les siècles qui ont précédé le nôtre, pour apercevoir tout le terrain gagné sur l'insécurité, la violence et la barbarie, grâce à des institutions de plus en plus efficaces. Mais on n'est pas arrivé à faire disparaître délinquance et marginalité : il faut en prendre son parti, on n'y arrivera jamais, à moins d'accepter de vivre en régime totalitaire, et on risquerait là une insécurité d'un autre type.

Donc la population carcérale s'accroît. Elle se compose pour moitié de gens qui n'ont pas encore été jugés et, pour l'autre moitié, de condamnés. Cette observation met en évidence le double rôle de la prison, celui d'assurer la détention provisoire et celui de permettre l'exécution des peines.

En ce qui concerne la détention provisoire d'abord, on observera que l'article 137 du Code de procédure pénale énonce que la liberté est la règle de la détention l'exception. Cette proclamation répond au principe d'élémentaire justice qui veut que nul ne peut être puni avant d'avoir été déclaré coupable. C'est la moindre des choses dans un pays démocratique, et c'est d'ailleurs un texte qui, dans sa rédaction en 1985, a été voté à l'unanimité par nos députés.

Il est bien vrai cependant que la société doit se protéger des individus dangereux, dont les entreprises risquent de lui porter préjudice. C'est pourquoi le principe souffre un certain nombre d'exceptions énoncées par l'article 144 du Code de procédure pénale et dont l'ensemble du catalogue l'éventail des dangers qui feraient encourir au groupe social dont il faut se protéger. Hélas, ce texte y ajoute la considération tenant au risque de l'ordre public, incluant ainsi dans les pouvoirs donnés au juge d'instruction l'arbitraire nécessairement lié à l'imprécision

de la notion d'ordre public. Et voilà la porte largement ouverte à l'humeur répressive des convaincus de l'enfermement. Elle est la première cause de l'encombrement carcéral.

Les condamnés à l'emprisonnement forment le deuxième contingent de la population des prisons. Cet emprisonnement est devenu la peine de référence, se confondant avec l'idée même de la sanction, aussi bien dans l'opinion publique que, ce qui est plus grave, dans l'esprit des juges. Cependant, son échec en tant que sanction est depuis longtemps avéré. On sait qu'il y a 60% de récidive dans l'année de la libération, ce qui relativise l'idée qu'on peut avoir de son effet dissuasif. On sait que la réinsertion, assignée comme mission à la prison surtout depuis 1945, est un leurre, tant il est vrai qu'on ne réinsère pas dans un lieu lui-même désocialisé, et qui fonctionne à l'envers d'un groupe social normal. Tout y est interdit en dehors de ce qui est expressément autorisé par le règlement, au lieu que pour le commun des citoyens, tout est permis sauf ce que la loi interdit. En dehors d'une minorité de gens intrinsèquement dangereux et dont il faut se protéger en les retranchant de la société, ce qui d'une certaine manière est un aveu d'échec, il existe une cohorte de délinquantes enfermés qui subissent une souffrance inutile.

Souffrance parce qu'on ne peut nommer autrement la condition d'un être humain enfermé 23 heures sur 24 dans un espace de 9m² garni d'un lavabo et d'une cuvette de WC, espace prévu pour un seul prisonnier mais habituellement peuplé de deux ou trois individus.

Souffrance inutile, parce que ces délinquants encore peu dangereux se pervertissent lentement mais sûrement au contact des endurcis de la criminalité, et deviendront pour nous redoutables au moment de leur libération : la prison aura ainsi contribué à fabriquer notre insécurité.

Le législateur, cependant, préoc-

cupé par cet échec de la peine carcérale, est venu au secours des juges pour leur offrir le choix d'une autre manière de punir. C'est ce qu'il a appelé les "peines de substitution" au nombre desquelles la plus spectaculaire est certainement le travail d'intérêt général. On sait qu'il s'agit d'un travail non rémunéré au profit d'une association ou d'une collectivité publique.

Sans entrer dans le détail des modalités de la mise en œuvre de cette nouvelle peine, il convient de dire ce que nous en apprennent les professionnels chargés d'en surveiller l'exécution et d'en évaluer les résultats. Observant ses effets, ils nous décrivent d'une part la prise de conscience d'une nécessaire insertion sociale apparaissant chez le condamné et, d'autre part, dans l'équipe de travail qui l'accueille, le regard nouveau que porte sur la délinquance le petit groupe social immédiatement en contact avec le marginal, et la conviction que sa resocialisation est l'affaire de tous.

Hélas, les juges répugnent à considérer le travail d'intérêt général comme une véritable peine de substitution à l'incarcération et l'utilisent souvent à l'encontre de prévenus qui n'auraient encouru que des peines légères, persuadés que la nouvelle sanction ne peut bénéficier qu'à un certain type de délinquant, excluant d'emblée le sortant de prison par exemple.

Pourtant, pourquoi réexpédier le récidiviste en prison, alors que précisément la récidive démontre l'inanité de l'incarcération. Puisqu'un traitement pénal a échoué, n'est-il pas judicieux d'en essayer un autre ?

Le travail d'intérêt général n'a pas, auprès des juges, la faveur qu'il mérite, et nos prisons continuent à se remplir.

Dévolement de l'idée qui fonde la détention provisoire, habitudes acquises en matière de répression, tout contribue à empêcher nos établissements pénitentiaires de se vider d'une population qui n'a rien à y faire.

Si le laxisme peut, se définir comme la solution de facilité, alors la prison est bien le laxisme.

Car il faut du courage à un juge pour ne pas incarcérer : trouver une solution de remplacement au mandat de dépôt, affronter le préjugé et la haine d'une opinion informée, voilà la difficulté.

Ce juge-là n'est pas laxiste. ◆

Par Georges Apap (procureur de la République de Valence)

"L'Amérique n'a que 500 ans. Mon continent a 20 000 ans" un indien Bolivien

En 1989, la liberté, l'égalité et la fraternité ont été mises à l'honneur. C'était le bicentenaire de la révolution française.

Qu'en est-il en 1992, alors que l'occident s'apprête à fêter le 500^e anniversaire de sa glorieuse découverte du "Nouveau Monde", comme si le continent américain était sorti du néant, en 1492, vierge de toute civilisation ?

Loin d'être la rencontre de deux mondes, l'arrivée de Colomb signe surtout l'arrêt de mort de millions d'indigènes ou plutôt le début des plus grands génocides et ethnocides de l'histoire.

Comme le dénonce Félix Tiouka (président de l'association des Amérindiens de Guyane Française): *"La négation, de l'Autre, de sa spécificité et de ses droits a toujours été l'une des caractéristique de la suffisance des peuples européens se considérant comme les porteurs de la seule vraie civilisation et de la seule vraie foi. Dans cette perspective ethnocentriste nos terres étaient à conquérir, nos peuples à civiliser selon votre système de valeur. (...) Vous nous avez écrasés sous le rouleau (compresseur de votre progrès technologique. Vous nous avez ignorés en tant que peuples et en tant qu'individu détenteurs de droits égaux aux vôtres. Vous avez envahi nos territoires et pillé nos ressources en ignorant notre droit le plus fondamental qui est celui de continuer à vivre de nos terres, si tel est notre bon vouloir. (...) Malgré tous vos efforts, pour nous assimiler à votre civilisation, nous avons pu y résister victorieusement. (...) Nous voulons obtenir la reconnaissance de nos droits territoriaux, de notre droit à demeurer amérindiens et à développer nos institutions et notre culture propres"* (1984)

1992, doit constituer pour les peuples Amérindiens un événement historique. Au lieu d'être une mascarade en costumes d'époque, la commémoration devrait générer un débat universel sur l'altérité culturelle et permettre aux peuples concernés de reprendre possession de leur histoire. d'affirmer leur identité et d'acquiescer une vraie indépendance de toute forme d'agression et d'exploitation.

En un mot, l'occasion pour eux de terminer leur avenir comme bon leur semble.

Dans ce contexte, Totem'N'KO souhaite se faire l'écho des revendications indigènes, lancer le débat dans l'enceinte de l'Université et organiser à son tour des contre-manifestations.

TOTEM'N'KO

PARTICIPEZ À LA CAMPAGNE "500 ANS DE RÉSISTANCE"

CLASS WAR : pour une

Depuis 1985 des rencontres ont lieu entre divers mouvements pour essayer de constituer une base d'échanges et d'informations entre divers pays européens. S'appuyant sur les différentes réalités, elles permettent de sensibiliser chacun sur les situations et d'entrevoir sur quels aspects particuliers des luttes communes pourraient être entreprises. Les difficultés liées à la langue et aux distances essayent d'être surmontées par un réseau télématique Network qui permet de faire circuler rapidement l'information. REFLEX vous tiendra au courant dans un prochain

Aujourd'hui, quand on fait un constat de la situation politique au niveau national et international, on s'aperçoit que la chute du Mur de Berlin suivi de l'effondrement du capitalisme d'Etat et du totalitarisme à l'Est, nous laisse prisonnier de deux alternatives apparemment antagonistes, mais en réalité complices l'une de l'autre.

D'un côté le modèle démocratique, où liberté se conjugue avec capitalisme, et qui vise à la mondialisation triomphante de son modèle économique générateur d'exploitation. De l'autre, le modèle "Autoritaire" qui rime avec fascisme, nationalisme, racisme, sexisme et militarisme.

Avec la perspective du marché européen de 93, l'Europe est aujourd'hui au cœur des débats. Les futures politiques de demain s'élaborent aujourd'hui dans les réunions des ministres des 13 et au centre de ce processus, se trouve la question de l'harmonisation des législations entre les différents Etats liée à la disparition des barrières douanières, le tout sur fond de crise économique, développement de la précarisation, restructuration, chômage et une montée généralisée de l'extrême droite, et plus largement par une dérive droitière de toutes formations politiques qui en viennent ainsi à légitimer, qui à coup d'odeurs, d'invasions ou de charters, un borgne nazi en France ou un jeune

cadre dynamique en Autriche.

L'Europe qui se construit sera celle des patrons, des flics et des matons.

Nos luttes, que ce soit l'antifascisme radical, le logement, la prison, l'antiracisme ou des luttes de libération type pays Basque ne peuvent plus se limiter à un espace géométrique délimité par des frontières.

Partout en Europe, on lutte sur ces mêmes terrains.

Face aux Etats, à leur police et à leurs lois, face aux fascistes qui s'organisent depuis longtemps à un niveau européen, voire international (ex. apparition du KKK en Allemagne), de nombreuses initiatives de construction d'un mouvement de coordination entre les différents groupes européens se sont développées.

Notamment à Venise en juillet, à l'initiative de la Coordination nationale anti-nucléaire, anti-impérialiste et, plus près de nous, du 23 au 28 septembre à Londres à l'initiative de Class War.

C'est ainsi que pendant 5 jours, 400 personnes venues de toute l'Europe et même des USA et du Canada ont pu confronter leurs expériences, leurs analyses sur les luttes menées et dégager de nouvelles perspectives pour le futur.

Une solidarité effective s'est concrétisée lors de ces journées, notamment le dernier jour, où Anglais, Allemands, Italiens, Grecs, Français,



Espagnol ont repoussé au coude à coude une attaque du meeting par les fascistes anglais. Une solidarité constructive qui va déboucher sur des activités communes au niveau européen tel que la création d'un réseau télématique d'information européen ou bien encore la mise sur pied d'une campagne contre le sommet des 7 pays les plus riches du monde à Munich en 92, ou encore la création d'un réseau de solidarité et d'entraide contre la répression.

Toutes ces analyses, toutes ces actions seront largement développées dans le cadre d'un numéro spécial "Class War".

REFLEX présent lors de cette conférence, ainsi que des membres de la FA, du

résistance européenne



SCALP
et des
squatters,
espère que la
diffusion très large
de l'information et les
différentes analyses qui peu-
vent en être faites ne peuvent
qu'enrichir le débat et per-
mettre enfin la disparition
d'attitudes sectaires, préju-
diciables à la construction
d'un mouvement unitaire où
soit respectée la diversité de
chacun.

Loin d'être réducteur le
combat antifasciste est aussi
un combat contre le capital,
et celui-ci n'a pas de fron-
tières.

A nous de nous donner les
moyens de faire tomber nos
frontières tant intérieures
(entre groupes) qu'exté-
rieures entre pays, pour
reconstruire la solidarité,
l'entraide, l'émancipation
entre les peuples et la trans-
formation radicale des socié-
tés, au Nord comme au Sud. ♦

Discriminations et racisme en Europe

Le collectif des associations
d'immigrés de la Communauté
Européenne ont appelé à une
manifestation le 10 décembre 1991
à Maastricht pour rappeler aux
gouvernements européens que
l'Europe ne doit pas être une forte-
resse. Les accords de Schengen
signés entre 6 pays ont pour but de
restreindre l'entrée et le séjour des
étrangers en harmonisant par le
bas les législations des différents
pays, en faisant du contrôle et de
la répression la ligne directrice de
la philosophie européenne concer-
nant la population immigrée.

Les associations immigrées de la
Communauté européenne :

- déçues par les restrictions à la
libre circulation et au libre établis-
sement des ressortissants non com-
munautaires sur le territoire de la
Communauté européenne;

- craignant de nouvelles mesures
européennes à l'encontre du droit
d'asile;

- inquiètes de la montée de l'into-
lérance, du racisme et de la xéno-
phobie dans l'ensemble de la Com-
munauté européenne;

1) protestent solennellement
contre la dégradation du débat
public à l'égard de l'immigration;

2) rappellent que les conditions
de vie des communautés immigrées
vivant en Europe restent souvent
déplorables et qu'un effort déter-
miné des pouvoirs publics reste
indispensable pour parvenir à une
intégration satisfaisante;

3) demandent la suppression de
toutes les discriminations sociales,
économiques, culturelles et poli-
tiques existantes entre tous les rési-
dents d'Europe;

4) appellent l'ensemble des forces
sociales et politiques démocratiques
à réagir aux velléités d'exclusion
manifestées par une frange grandis-
sante de l'opinion publique, en ce
compris certains responsables poli-
tiques de haut niveau.

La démocratie européenne ne
pourra pas se construire contre les
minorités qui la composent, contre
les immigrés, contre les réfugiés,
contre les diversités ethniques, cul-
turelles et raciales.

Les associations d'immigrés de la
Communauté Européenne avertis-
sent solennellement toutes les per-
sonnes ou groupements concernés
qu'elles n'admettront plus de telles
dérives; il faut rétablir les condi-
tions d'un dialogue démocratique
sur la place de l'immigration en
Europe."

ABONNEMENT :

10 numéros :

De diffusion

100f

3ex. 240f

150f soutien

5 ex. 400f

(ajouter 20f. pour l'international)

Adhésions à l'association 50f précaires

100f

et à partir de 150f soutien

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Téléphone (facultatif) :

Reflex : 14 rue de Nanteuil 75015

Chèques à l'ordre de REFLEX.

Ecrivez-nous pour demander un catalogue du matériel

disponible (affiches, autocollants, badges, Tee-Shirt, disques, zines...)

Reflexes est édité par le réseau R.E.F.L.E.X.

Directeur de publication B. Delmotte.

Depôt légal à parution. ISSN 0764 - 9339.

Commission paritaire 68 888.

